

*d'Etat, mais de la démolir, de la détruire".*

*"L'Etat, c'est à dire le prolétariat organisé en classe dominante", cette théorie de Marx est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne, la domination politique du prolétariat".*

*"La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est à dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses".*

*"Voilà l'Etat dont nous avons besoin, et sa base économique. Voilà ce que donneront la suppression du parlementarisme et le maintien des organismes représentatifs, voilà ce qui débarrassera les classes laborieuses de la corruption de ces organismes par la bourgeoisie".*

*"Marx est en désaccord et avec Proudhon et avec Bakounine précisément à propos du fédéralisme (sans parler de la dictature du prolétariat). Les principes du fédéralisme découlent des conceptions petites-bourgeoises de l'anarchisme. Marx est centraliste. Et dans les passages cités de lui, il n'existe pas la moindre dérogation au centralisme".*

*7.6 "La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites bourgeoises, elle groupe, unit, et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est le seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées, que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte indépendante pour leur affranchissement".*

*"En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie".*

*7.7 "Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois. La suppression de l'Etat prolétarien, c'est à dire la suppression de tout Etat, n'est possible que par voie d'extinction".*

*"Avec l'abolition des classes aura lieu aussi l'abolition de l'Etat, c'est ce que le marxisme a toujours enseigné".*

*"Enfin, seul le Communisme rend l'Etat absolument superflu, car il n'y a alors personne à mater, "personne" dans le sens d'aucune classe ; il n'y a plus lutte systématique contre une partie déterminée de la population (...). Ensuite, nous savons que la cause sociale profonde des excès qui constituent une violation des règles de la vie en société, c'est l'exploitation des masses, vouées au besoin, à la misère. Cette principale cause une fois écartée, les excès commenceront infailliblement à "s'éteindre". Avec quelle rapidité et quelle gradation, nous l'ignorons ; mais nous savons qu'ils s'éteindront. Et avec eux, l'Etat s'éteindra à son tour".*

## 10. "L'ETAT ET LA REVOLUTION" - FORMULATION DES PRINCIPES

7.1 "L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliables. L'Etat surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes ne peuvent être conciliées. Et inversement : l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont inconciliables".

"Selon Marx, l'Etat ne pourrait surgir, ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible. Selon les professeurs et publicistes petits-bourgeois et philistins - qui se réfèrent abondamment et complaisamment à Marx ! - l'Etat a précisément pour rôle de concilier les classes. Selon Marx, l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre ; c'est la création d'un "ordre" qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit des classes."

7.2 "Nous nous assignions comme but final la suppression de l'Etat, c'est à dire de toute violence organisée et systématique, de toute violence exercée sur les hommes, en général."

"On oublie constamment que la suppression de l'Etat est aussi la suppression de la démocratie, que l'extinction de l'Etat est l'extinction de la démocratie".

7.3 "La toute-puissance de la "richesse" est plus sûre en république démocratique pour la raison encore qu'elle ne dépend pas de telle lacune du mécanisme politique ni des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme. (...). Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie même le suffrage universel d'instrument de domination bourgeoise".

"Nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme d'Etat pour le prolétariat en régime capitaliste ; mais nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans la république bourgeoise la plus démocratique".

7.4 "Cinquièmement. Ce même ouvrage d'Engels, dont tout le monde se rappelle qu'il contient un raisonnement au sujet de l'extinction de l'Etat, en renferme un autre sur l'importance de la révolution violente. L'appréciation historique de son rôle se transforme chez Engels en un véritable panégyrique de la révolution violente. De cela, "nul ne se souvient" ; il n'est pas d'usage, dans les partis socialistes de nos jours, de parler de l'importance de cette idée, ni même d'y penser ; dans la propagande et dans l'agitation quotidiennes parmi les masses, ces idées ne jouent aucun rôle. Et pourtant elles sont indissolublement liées à l'idée de "l'extinction" de l'Etat avec laquelle elles forment un tout harmonieux".

"Nous avons déjà dit plus haut, et nous le montrerons plus en détail dans la suite de notre exposé, que la doctrine de Marx et d'Engels selon laquelle une révolution violente est inéluctable, concerne l'Etat bourgeois. Celui-ci ne peut céder la place à l'Etat prolétarien (à la dictature du prolétariat) par voie d'"extinction", mais seulement, en règle générale, par une révolution violente. (...). La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée - et précisément celle-là - de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels".

7.5 "Ici, la question est posée de façon concrète et la déduction est éminemment précise, définie, pratiquement tangible : toutes les révolutions antérieures ont perfectionné la machine de l'Etat ; or il faut la briser, la démolir. Cette déduction est le principal, l'essentiel dans la doctrine marxiste de l'Etat".

"Ce cours des événements oblige la révolution à "concentrer toutes les forces de destruction" contre le pouvoir d'Etat : il lui impose pour tâche non d'améliorer la machine

simple transition au socialisme, et ceci, pour une durée plus ou moins longue. Cela ne signifiait pas seulement le rejet de la formule de Staline de "construction du socialisme dans un seul pays", et qui pis est, dans un pays tel que la Russie. En effet, étant donné le retard politique du prolétariat d'Europe, ce n'était pas seulement l'apparition d'une forme socialiste de production en Russie qui était exclue ; c'étaient les rapports de classe eux-mêmes qui ne pouvaient être ceux d'une dictature prolétarienne pure, c'est à dire dirigée contre toutes les classes bourgeoises et semi-bourgeoises survivantes. L'Etat ouvrier et communiste avait donc pour tâche d'édifier un capitalisme d'Etat industriel-chose indispensable même seulement pour défendre militairement le territoire - et d'appliquer dans les campagnes une politique sociale propre à assurer aux villes les denrées de première nécessité et susceptible, grâce à la lutte contre le péril d'une accumulation capitaliste rurale privée, d'évoluer vers une industrie agraire d'Etat qui était encore dans l'enfance en 1926". (Soul. par nous, "Complément au Dialogue avec les morts" 1957)

#### 8. REVOLUTION EN PERMANENCE

"Tandis que les petits bourgeois démocrates veulent terminer rapidement la révolution en obtenant satisfaction pour le plus grand nombre possible des revendications susmentionnées, nos intérêts et notre tâche consistent à rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que les classes possédantes soient écartées du pouvoir, jusqu'à ce que l'association de prolétaires, non seulement dans un pays, mais dans les pays les plus importants se développe au point de faire disparaître la concurrence entre les prolétaires de ces pays et jusqu'à ce que les principales forces de production soient concentrées entre les mains du prolétariat. Il ne s'agit pas pour nous de modifier la propriété individuelle, mais de l'anéantir ; il ne s'agit pas de masquer les contradictions de classes, mais de supprimer les classes ; il ne s'agit pas d'améliorer la société existante, mais d'en établir une nouvelle. (...) Mais ils doivent contribuer eux-mêmes à leur victoire finale en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en se posant aussitôt que possible en parti indépendant, et, malgré les tirades hypocrites des petits-bourgeois démocratiques, en ne perdant pas un seul instant de vue l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : la révolution en permanence!"

Adresse du comité central de la Ligue des Communistes. 1850.

#### 9. "LE LENINISME"

Le lecteur aura soin de lire avec circonspection cet ouvrage de Zinoviev, paru en 1924. Si, en effet, l'on y trouve des passages comme celui cité qui sont profondément inspirés de notre doctrine marxiste originelle, on peut aussi y déceler, sous des aspects divers, sur lesquels nous ne reviendrons pas dans le cadre de cette brève note, les premiers linéaments de cette construction théorique spécifique - qui s'émancipera de l'enseignement de Lénine-, le prétendu "Léninisme" : le titre de l'ouvrage est à lui seul plus que révélateur. Rappelons donc une fois encore que la Gauche Communiste d'Italie, et elle seule, sut à la même époque tirer la quintessence de l'oeuvre de Lénine, sans à aucun moment le présenter comme un "novateur" ayant ajouté quoi que ce soit "de son crû" au marxisme, mais en le revendiquant comme le champion de l'invariance du Programme communiste, un et indivisible. C'est ce qui apparaît tout à fait clairement dans le texte, lui aussi de 1924, "Lénine sur le chemin de la révolution", où la Gauche Communiste d'Italie s'oppose directement et nommément, à ce propos, au grand Zinoviev :

"Il n'y a pas davantage de raisons de présenter le bolchevisme et le léninisme comme une doctrine à part qui serait une idéologie révolutionnaire du prolétariat allié aux paysans, comme le camarade Zinoviev semble vouloir le faire, et même si cela ne cache aucune divergence de fond. Pour les courants opportunistes sinon dans les intentions de notre camarade, cela pourrait fournir une formule théorique pour camoufler un éventuel repli historique de la révolution prolétarienne de Russie".

*l'indispensable masque de la domination de classe. Elle fournissait à la république la base d'institutions réellement démocratiques. Mais ni le "gouvernement à bon marché", ni la "vraie république" n'était son but dernier ; tous deux furent un résultat secondaire et allant de soi de la Commune" (La guerre civile en France). Pour Marx, comme pour nous, l'essentiel de la Commune fut sa propre existence, et le fait qu'elle ait confirmé cet article central de notre programme : tandis que les révolutions antérieures ont eu pour but la conquête de l'Etat ; tandis qu'elles tendaient à son perfectionnement ; tandis qu'elles visaient au transfert de ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, la révolution prolétarienne est dirigée contre l'Etat, a pour but la destruction de cet appareil de domination de classe et son remplacement par son appareil gouvernemental spécifique dont l'avenir est celui de sa propre disparition.*

#### 6. "ESSAI DE SÉRIATION DES AIRES"

*"La première aire est l'aire britannique, la seule où la bourgeoisie manufacturière et agraire tient avec la propriété bourgeoise le pouvoir durant un intervalle d'un siècle et quart. Dans cette période, et jusqu'à 1848, c'est seulement en Angleterre que se forme un prolétariat salarié qui n'a pas d'autre mobile historique que la lutte contre la bourgeoisie dominante et ne connaît donc pas le problème de l'alliance anti-féodale avec la bourgeoisie. La situation est différente dans l'aire française, où non seulement le féodalisme gouverne plus longtemps, mais où le développement industriel est très inférieur et la formation d'un véritable prolétariat retardée. D'autre part la révolution bourgeoise tombe après une période brève mais multiforme qui va de 1789 à 1815 et, après ces 26 ans, il en faudra encore 33 pour la "refaire" à travers les luttes de 1830-31 et de 1848. Dans une telle période la classe prolétarienne française est présente ; mais elle doit se partager entre la tâche d'affronter les patrons industriels et celle de les aider, contre la réaction anti-démocratique, à prendre le pouvoir au sein de l'Etat. L'aire française a donc une physionomie propre jusqu'en 1848. Mais déjà, pour le marxisme, à l'approche de 1848, à côté de l'aire anglaise, avec ses caractéristiques propres (faussement définie par la perspective de conquête légalitaire du pouvoir politique), il y a une aire européenne centro-occidentale qui englobe les autres pays où s'est formée une industrie et où les revendications politiques de la révolution bourgeoise, avant tout celle de la formation des Etats nationaux unitaires a été apportée à la suite des luttes mêmes qui tentèrent de suffoquer la France. Dans ces pays, parmi lesquels l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et les autres de moindre importance, se pose le problème de la double-révolution : abattre les monarchies féodales ou les dominations étrangères, fonder le régime libéral et greffer, tout de suite, sur cette conquête les revendications sociales du prolétariat. Mais la défaite totale des révolutions, même libérales, à l'exception de la France, fait en sorte que la phase de lutte commune bourgeois-ouvriers va au-delà de 1848, et embrasse toute la période de contre-révolution victorieuse en Allemagne et en Italie et celle où la France connaît le Second Empire. Ce réseau inextricable est en partie dénoué par les guerres visant à la constitution des nations (que nous avons amplement traitées à Trieste en illustrant l'appréciation contemporaine de Marx) de 1859, 1866 et enfin définitivement par la guerre de 1870 et par la Commune de Paris en 1871".*  
*(Russie et Révolution dans la théorie marxiste, 1954)*

#### 7. PURETE DE LA DICTATURE

*Avec la notion de "dictature purement prolétarienne", là, comme ailleurs, nous n'innovons en rien, mais continuons de taper sur de vieux clous déjà enfoncés par la Gauche Communiste d'Italie :*

*"Ces grands camarades (Kamenev fut aussi particulièrement décidé et explicite, et il affronta très courageusement les hurlements de rage de l'assemblée) prouvèrent, avec des citations décisives sur la question de la révolution internationale, que jusqu'à la victoire de la dictature ouvrière dans quelques pays capitalistes développés, au moins, la révolution russe ne pouvait qu'en rester dans une phase caractérisée par des tâches de*

la Commune. Ce jour-là, dans les mairies de Paris, ses membres échangèrent de douces paroles de réconciliation avec leurs trop généreux vainqueurs, en grammaillant du fond du coeur le serment de les exterminer en temps et lieu (...) Après le décret de la Commune du 7 avril, ordonnant des représailles et déclarant qu'il était de son devoir de "protéger Paris contre les exploits de cannibales des bandits de Versailles et de rendre oeil pour oeil, dent pour dent", Thiers n'arrêta pas pour autant le traitement barbare des prisonniers (...) Toutefois, pendant quelques temps, les exécutions de prisonniers furent suspendues. Mais à peine Thiers et ses généraux décebristes furent-ils avisés que même leurs espions de la gendarmerie pris dans Paris sous le déguisement des gardes nationaux, même les sergents de ville pris avec des bombes incendiaires sur eux, étaient épargnés, à peine s'aperçurent-ils que le décret de la Commune sur les représailles n'était qu'une menace vaine, que les exécutions en masse de prisonniers furent reprises et poursuivies sans interruption jusqu'à la fin" (Soul. par nous). Marx se liait ici à ses mises en garde, affirmations et prévisions antérieures, qui étaient autant de critiques des erreurs de la Commune, formulées alors même que la lutte faisait rage et que la perspective de la défaite s'imposait chaque jour davantage : la "passation" précipitée des pouvoirs du Comité Central de la Garde Nationale à une "assemblée librement élue", la recherche démocratique d'un verdict "vraiment populaire", le souci d'une légitimation "vraiment légale" de l'exercice du pouvoir, le respect dramatique de la Banque de France. En effet, déjà le 6 avril 1871, il écrivait à Liebknecht qu'"il semble que les Parisiens aient le dessous. C'est leur faute, mais une faute qui en fait est le résultat d'une trop grande honnêteté. Le Comité central et plus tard la Commune ont donné à ce méchant avorton de Thiers le temps de concentrer des forces ennemies, 1° parce que, chose insensée, ils ne voulaient pas engager la guerre civile, comme si Thiers ne l'avait pas engagée avec sa tentative de désarmer Paris par la force, comme si l'Assemblée Nationale, convoquée uniquement pour décider de la guerre ou de la paix avec les Prussiens, n'avait pas aussitôt déclaré la guerre à la République, 2° pour ne pas se voir coller l'étiquette d'usurpateurs, ils ont perdu de précieux instants (il s'agissait de marcher sur Versailles aussitôt après la défaite à Paris place Vendôme, des réactionnaires) en procédant à l'élection de la Commune, élection dont l'organisation coûta encore du temps". Le 12 avril il répétait à Kugelmann que "s'ils succombent, (les Parisiens, Ndr) ce sera uniquement pour avoir été "trop gentils". Il eût fallu marcher tout de suite sur Versailles, une fois que Vinoy d'abord, puis la fraction réactionnaire de la Garde nationale de Paris eurent d'eux-mêmes laissé le champ libre. Par scrupules de conscience, on laissa passer le moment opportun. On ne voulait pas déclencher la guerre civile, comme si ce méchant avorton de Thiers ne l'avait pas déjà déclenchée en tentant de désarmer Paris ! Deuxième faute : le Comité Central résilia ses pouvoirs trop tôt, pour faire place à la Commune. Encore par un souci excessif "d'honnêteté"!". Le 13 Mai, dans le brouillon d'une lettre adressée à Frankel et Varlin, Marx renouvelait encore ses avertissements, et faisait part de son inquiétude : "La Commune me semble perdre trop de temps avec des bagatelles et des querelles personnelles. On voit qu'il y a encore d'autres influences que celles des ouvriers. Tout cela ne ferait rien si vous aviez du temps pour rattraper le temps perdu (...) Aussi, prenez garde !".

Si Marx exalte la Commune, salue "l'assaut du ciel" des insurgés, soutient de tout son coeur, de son esprit et de ses conseils le comportement héroïque, fait d'abnégation, de courage indomptable, de mépris du danger et de la mort, du prolétariat Parisien, et, tout à la fois, critique sans ménagements les erreurs commises en prévoyant leurs funestes conséquences, jamais Marx ne fait l'apologie du caractère et des aspects démocratiques de la Commune en les considérant comme exemplaires ou essentiels, jamais il ne laisse à penser que les mesures prises puissent avoir un "caractère socialiste" autrement que par leur "tendance", parce que dictées par un gouvernement qui était "essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière" dont le but - si ce n'est la claire vision des moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir - était proclamé : "l'émancipation du travail et la transformation de la société" . "La Commune a réalisé ce mot d'ordre de toutes les révolutions bourgeoises, le gouvernement à bon marché, en abolissant ces deux grandes sources de dépenses : l'armée et le fonctionnarisme d'Etat. Son existence même supposait la non-existence de la monarchie qui, en Europe du moins, est le fardeau normal et

phases historiques, et pour laquelle en Occident lui-même les conditions n'étaient pas encore mûres - tâche évidemment impossible -, ou d'évoluer en direction du capitalisme - et que restait-il en dehors de cette dernière perspective ? "

## 5. LA COMMUNE

Ainsi Arthur Arnould (entre autre, responsable avec Vermorel de la rédaction du Journal Officiel à compter du 1<sup>o</sup> Mai 1871), dans son "Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris" voit-il la "grandeur" de la Commune dans sa mansuétude et sa magnanimité à l'égard de ses adversaires, ces deux "vertus" que lui et d'autres - tant dans la "majorité" que dans la "minorité" - firent d'ailleurs prévaloir pendant les deux mois et demi que dura la glorieuse insurrection Parisienne, contre les initiatives et les tentatives certes insuffisantes et désordonnées des quelques éléments Blanquistes plus conséquents, qui demandaient que l'on mette en rapport les actes avec les paroles. Quant à nous - avec Marx - là où Arnould salue de fait la bonté et la générosité de la Commune, nous condamnons l'indécision, l'inconséquence et l'insouciance coupables dont elle fit preuve, qui confinèrent à un suicide politique.

"Pendant deux mois, la Commune a exercé le pouvoir, du 28 Mars au 28 Mai. Pendant ces deux mois, elle a été en guerre avec un ennemi implacable féroce, qui fusillait les prisonniers, qui insultait chaque jour Paris, un ennemi duquel la Commune savait qu'elle n'avait ni grâce, ni merci, ni pitié à attendre. Et! Bien, pendant ces deux mois de pleine révolution, à laquelle ne manquaient ni les provocations, ni les prétextes les plus légitimes, la Commune n'a pas fait tomber une tête, n'a pas fait couler une goutte de sang. Ici, je ne juge plus, je n'approuve ni ne blâme. L'histoire impartiale en mains, je constate des faits, sans aucun parti-pris ni pour, ni contre (rappelons toutefois que selon Arnould, avec le décret sur les otages, la "Commune ne frappa qu'elle même" : comment penser qu'il n'approuve ni ne blâme? Mdr). Pendant ces deux mois, je le répète, la Commune n'a pas ordonné une seule exécution capitale. Elle avait pourtant entre les mains un instrument terrible : la loi des otages, et si les otages sérieux lui manquaient, elle faisait aux avant-postes assez de prisonniers pour leur appliquer la loi du Talion, si elle avait voulu. Elle n'avait aussi qu'à fouiller les maisons de Paris pour y trouver également des adversaires irréconciliables, et plus d'un était dans ses prisons. Elle ne l'a pas fait-pas une seule fois !"...Non, Arthur (!) et consort ! Les marxistes n'ont jamais donné et ne donneront jamais dans votre vision sentimentaliste et romantique qui théorise de fait l'impuissance et glorifie les faiblesses sensées attester de la "pureté" du mouvement : les pavés de Paris, ruisselants du sang des prolétaires Parisiens égorgés par les bouchers Versaillais, illustrent bien trop cruellement la véracité de la célèbre mise en garde de Marat aux révolutionnaires de 91 : "Cinq à six cents têtes abattues vous auraient assuré repos, liberté et bonheur ; une fausse humanité a retenu vos bras, et suspend vos coups ; elle va coûter la vie à des milliers de vos frères".

Dans sa puissante analyse de la Commune - codifiée dans "La guerre civile en France", parue peu après le dénouement tragique du grand drame historique -, alors même que la bourgeoisie, soulagée après la bataille, ivre de sang, exultait, dansait sa ronde macabre autour des dizaines de milliers de cadavres d'insurgés, calomniait, injuriait, déportait, fusillait, poursuivait de sa haine implacable les survivants, alors même, donc, que comme au lendemain des journées de Juin 48 c'était "le privilège", le "droit", l'honneur du parti ouvrier de "tresser des lauriers sur leurs fronts assombrés de menaces", Marx ne manqua pas pour autant de stigmatiser durement les fautes de la Commune : sa générosité, justement, ses tergiversations, ses hésitations, l'irrésolution dont elle fit preuve notamment dans le domaine militaire et dans l'application réelle des mesures de répression qui s'imposaient : "Dans sa répugnance à accepter la guerre civile engagée par Thiers avec sa tentative d'effraction nocturne à Montmartre, le Comité central commit, cette fois, une faute décisive en ne marchant pas aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense, et en mettant ainsi fin aux complots de Thiers et de ses ruraux. Au lieu de cela, on permit encore au parti de l'Ordre d'essayer sa force aux urnes, le 26 mars, jour de l'élection de

*L'Occident ?*

*La seule réponse que l'on puisse actuellement faire à cette question est la suivante : Si la révolution russe devient le signal d'une révolution ouvrière en Occident, de façon que les deux révolutions se complètent, l'actuelle propriété commune russe peut devenir le point de départ d'une évolution communiste."*

*Troisième temps et pour conclure magnifiquement : conservation de la prévision marxiste et dépassement de la formulation prévisionnelle initiale par sa reformulation.*

*Vingt ans après la formidable formulation de la prévision marxiste, Engels en 1894 revient sur la possibilité initialement énoncée et dont nous traitons ici : pour lui, rien ne doit changer en substance par rapport aux conclusions précédentes, mais il faut prendre acte, d'une part (premier terme de la prévision) du fait que l'Occident n'a pas bougé : aucune transformation révolutionnaire prolétarienne n'est venu bouleverser le cours du développement toujours plus exacerbé du capital, d'autre part (deuxième terme de la prévision) du changement de position de deux forces sur lesquelles se concentrait le problème en Russie - la communauté paysanne dans les campagnes, l'industrie capitaliste dans les villes - car le nouveau bilan se résume ainsi : la première a perdu sa vitalité, la seconde en a considérablement acquis.*

*Engels. Lettres à N. F. Danielson, 24 Février et 17 Novembre 1893.*

*"Sans doute, la commune rurale, et même à un certain point l'artel, contenaient des germes, qui eussent pu se développer en épargnant à la Russie la nécessité de connaître les tourments de l'ordre capitaliste. Je souscris sans réserves à la lettre de notre auteur (Marx) à Shukovski. Mais pour lui - comme pour moi - la prémice en était nécessairement une impulsion de l'extérieur, le révolutionnement du système économique en Europe occidentale, l'élimination du système capitaliste dans sa patrie d'origine."*

*"Si en Occident nous avons été plus rapides dans notre évolution économique, si nous avons été capables de renverser l'ordre capitaliste il y a dix ou vingt ans, peut-être la Russie eût-elle eu le temps d'éviter la tendance de sa propre évolution vers le capitalisme. Hélas, nous avons marché lentement, et les conséquences économiques, qui doivent porter le système capitaliste à son point critique, ne commencent qu'à se développer dans les pays autour de nous : tandis que l'Angleterre perd rapidement son monopole industriel, la France et l'Allemagne se rapprochent du niveau industriel de l'Angleterre, et l'Amérique est en bonne voie pour les évincer tous les trois du marché mondial, aussi bien des produits agricoles que des articles manufacturés. L'introsuction en Amérique d'une politique au moins relative de libre-échange consommerait la ruine du monopole industriel de l'Angleterre et en même temps anéantirait le commerce d'exportation de produits industriels allemands et français. On assistera alors à une crise tout ce qu'il y a de plus fin de siècle."*

*"J'irai plus loin, et je dirai qu'en Russie, pas plus qu'ailleurs, il n'était possible de développer à partir du communisme agraire primitif une forme de société supérieure à moins que celle-ci existât déjà dans un autre pays, en servant de tuteur au premier. Etant donné que cette forme supérieure - où qu'elle fût possible historiquement - est le produit nécessaire de la forme de production capitaliste et de l'antagonisme social dualiste qu'elle a suscité, il fallait exclure la possibilité qu'elle se développât directement de la commune paysanne sinon comme imitation d'un modèle existant ailleurs déjà. Si l'Europe occidentale avait été mûre en 1860-70 pour une semblable transformation, si celle-ci avait été mise en oeuvre en Angleterre, en France, etc..., c'eût été aux Russes de montrer de quoi ils eussent été capables en se fondant sur la commune qui, à cette époque, était encore relativement intacte. Mais l'Occident n'a pas bougé, aucune transformation de ce genre ne fut tentée, et le capitalisme se développa toujours plus rapidement. Etant donné que, dans cette situation, la Russie n'avait pas d'autre alternative que de développer la commune paysanne vers une forme de production dont la séparait encore toute une série de*

supérieure, sans que les paysans n'aient à traverser l'étape intermédiaire de la propriété parcellaire bourgeoise. Or ce n'est possible que si, avant la décomposition de la propriété communale russe, une révolution prolétarienne, triomphe en Europe occidentale et donne au paysan russe les conditions préalables à ce passage, notamment les conditions matérielles dont il a besoin ne serait-ce que pour réaliser la transformation complète des méthodes de culture qu'il implique. C'est donc pure vanterie de soutenir comme le fait M. Tkatchev que les paysans russes, bien que "propriétaires" sont plus "proches du socialisme" que les ouvriers sans propriété d'Europe occidentale. C'est exactement le contraire qui est vrai : si quelque chose peut encore sauver la propriété communale russe et lui donner la possibilité de se transformer en une forme nouvelle et réellement viable, c'est bien la révolution prolétarienne en Europe occidentale."

Toute l'originalité de la prévision marxiste à l'époque tient aux conditions particulières du développement du capitalisme en Russie, qui coexiste avec des formes anciennes de production, et font que la Russie avait, mais la révolution tarde en Europe, "la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple, de sauter par dessus toutes les alternatives fatales du système capitaliste." Marx, 1877.

En conséquence : réfutation de la perspective idéaliste du développement "autochtone" en socialisme du communisme de village russe et dialectiquement réaffirmation de la possibilité de l'accélération du processus au cas où se réaliserait la condition historique politique et sociale antérieurement énoncée : victoire prolétarienne dans les pays complètement industriels.

Deuxième temps : intégration à la prévision des données du développement russe, du retard de la révolution prolétarienne en Europe, reconsidération de la formulation initiale à la lumière de ces développements : préparation de la reformulation de la position prévisionnelle.

Engels, 1882.

" Toutes les formes de sociétés gentiles surgies avant la production marchande et l'échange individuel ont ceci de commun, avec la société socialiste future : certaines choses, les moyens de production, sont possédées et utilisées en commun par certains groupes. Mais cette propriété commune ne permet pas à la forme sociale inférieure de développer par elle-même la future société socialiste, ce produit très particulier et ultime du capitalisme."

Engels, 1882 dans sa préface à la deuxième traduction russe du Manifeste réalisée par V. Zassoulitch.

" Passons en Russie. Au temps de la révolution de 1848-49, les bourgeois européens aussi bien que les monarques de l'Europe estimaient que l'intervention russe pouvait seule les sauver du prolétariat qui ne faisait alors que prendre conscience de ses forces. Ils proclamèrent le tsar, chef de la réaction européenne. Aujourd'hui, le tsar est, à Gatchina, le prisonnier de la révolution, et la Russie forme l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe.

La tâche du Manifeste communiste, c'était de proclamer la disparition inévitable et imminente de l'actuelle propriété bourgeoise. Or, en Russie, à côté d'une organisation capitaliste qui se développe avec une hâte fébrile, à côté de la propriété foncière bourgeoise seulement en train de se constituer, nous constatons que les paysans possèdent en commun plus de la moitié du sol.

Une question se pose donc : La communauté paysanne russe, cette forme, très désagrégée déjà, de la primitive propriété commune du sol, peut-elle se transformer directement en une forme communiste supérieure de la propriété foncière ? Ou bien devra-t-elle commencer par subir le même procès de dissolution qui se présente dans l'évolution historique de

" Cette crise (conflit russo-turc, ndr) marque un nouveau tournant dans l'histoire européenne. J'ai étudié les conditions russes d'après les sources originales russes non officielles et officielles (ces dernières, accessibles à peu de personnes seulement, me sont procurées par des amis de Pétersbourg). La Russie se trouve depuis longtemps au seuil d'une révolution, dont tous les éléments en sont prêts. Ces braves Turcs ont hâté l'explosion de quelques années, grâce aux coups qu'ils ont porté directement, non seulement à l'armée (et aux finances) russes, mais encore à la dynastie qui commande l'armée (tsar, successeur au trône et six autres Romanov). La révolution va commencer selon les règles de l'art par des petits jeux constitutionnels, et puis il y aura le beau tapage. Si Mère Nature ne nous est pas particulièrement défavorable, nous assisterons encore à la fête.

Les sottises que font les étudiants russes ne sont qu'un symptôme, en soi sans valeur. Mais c'est un symptôme. Toutes les couches de la société russe sont économiquement, moralement, intellectuellement, en pleine décomposition.

La révolution commencera cette fois à l'Est, là où se trouvaient jusqu'ici le rempart inviolé et l'armée de réserve de la contre-révolution."

Engels pour résumer, 1875.

"Toutes les conditions sont ici réunies pour une révolution, qui, partant des hautes classes de la capitale, peut-être du gouvernement lui-même, poursuit son chemin au-delà, passant par les paysans, et dépasse rapidement sa première phase constitutionnelle : cette révolution sera de la plus haute importance pour toute l'Europe, car elle annihilerait d'un coup la réserve, encore intacte, de la réaction européenne. Seuls deux événements pourraient la retarder : une guerre victorieuse contre la Turquie et l'Autriche, guerre qui nécessite de l'argent et des alliances sûres, ou bien une tentative prématurée d'insurrection qui jetterait à nouveau les classes possédantes dans les bras du gouvernement".

"Aucune révolution ne vaincra définitivement en Europe occidentale aussi longtemps qu'à côté d'elle existera l'Etat russe actuel. Mais l'Allemagne est son plus proche voisin, et c'est l'Allemagne qui subira le premier heurt des armées russes contre-révolutionnaires. La chute de l'Etat russe, la dissolution de l'empire russe est une des premières conditions de la victoire du prolétariat allemand."

Premier temps - deuxième moment : A propos de la possibilité du Saut, défense de la position initiale et illustration au moyen de la réfutation des perspectives idéalistes.

Les lettres suivantes traitent de cette possibilité du "saut" de la Russie par dessus le capitalisme, en quels termes la question avait été posée et devait être reposée : les limites temporelles de cette possibilité. Nous y voyons que Marx et Engels n'envisageaient pas de développement "autochtone" en socialisme du communisme de village russe, ce qui a toujours été la position de principe marxiste et corrobore le théorème marxiste ainsi réaffirmé par la Gauche : "jamais il n'y aura de paysannerie, classe révolutionnaire, capable de signer de son nom une révolution historique". "Les paysans ne sont pas une classe, dont la révolution peut partir. Ils ne peuvent qu'être traversés par la révolution d'une autre classe, en général, par la révolution bourgeoise".

Engels, Der Volksstaat, n° 43 du 16 Avril 1875.

"Comme on le voit en Russie, la propriété communale a depuis longtemps derrière elle sa période d'or, et tout laisse prévoir qu'elle s'achemine vers sa dissolution. Il est indéniable cependant qu'il existe une possibilité de la hausser à une forme supérieure, si elle se maintient assez longtemps pour que les conditions aient mûri pour cette transformation, et si elle s'avère capable d'évoluer de manière que les paysans ne cultivent plus leur terre séparément mais en commun, bref de la hausser à une forme

dans le seul devenir de la propriété communale (cf. la polémique contre le populiste Tkatchev). Marx et Engels soulignèrent que la condition de l'accession au socialisme était la révolution victorieuse en Europe. Il était important de rappeler qu'abandonnée à elle-même la commune paysanne avait pour seul avenir sa décomposition liée au développement de la propriété parcellaire bourgeoise, telle qu'elle s'était produite en occident. Seules les contradictions de la forme de production capitaliste et l'antagonisme social qu'elles succitent engendrent nécessairement le socialisme . C'était donc seulement dans une combinaison historique et dialectique avec la révolution victorieuse du prolétariat en occident que résidait la possibilité du saut de la Russie par dessus le capitalisme, en aucune façon l'initiative de ce saut et donc la métamorphose de la commune rurale ne pouvait venir d'elle-même. C'est le noeud de la question. La prémisse d'un développement qui aurait épargné à la Russie les tourments de l'ordre capitaliste était donc l'impulsion de l'extérieur, la révolution occidentale contre le système capitaliste dans les patries d'origine. De son côté la chute du tsarisme, dernier rempart de la réaction féodale, devait constituer le signal d'une révolution en occident, de sorte qu'elles se complètent mutuellement. A la fin du siècle dernier, l'oeil révolutionnaire était donc tourné vers la Russie, centre de la contre-révolution, détonateur de l'explosion révolutionnaire internationale. Avec le retard de l'explosion révolutionnaire puis l'échec de la Révolution en occident, la Russie n'a pas pu éviter la tendance de sa propre évolution vers le capitalisme, et elle devait donc connaître les souffrances classiques et subir les lois inexorables du capital. Alors devait se poser la perspective sensiblement différente qui intègre tout à la fois l'échec de la prévision initiale de la révolution en occident (délais donc caractéristiques) et le développement propre de la Russie capitaliste, de la possibilité d'abrèger considérablement le processus de développement vers la société socialiste : autre chapitre de la même prévision substantiellement reconduite mais aussi reformulée (cf. lettre d'Engels à Danielson du 24 Février 1893).

Premier temps - premier moment : défense de la prévision marxiste et première formulation de la position prévisionnelle relative au rapport de la révolution anti-féodale russe et de la révolution bourgeoise Européenne d'abord, de la révolution prolétarienne ensuite.

Lettre de Marx du 18 Avril 1853.

"... La Russie est évidemment une nation de conquérants . Elle l'a du reste été durant un siècle, jusqu'à ce que le grand mouvement de 1789 vint lui susciter un terrible adversaire plein de vie et d'énergie. Nous voulons parler de la révolution européenne, de la force d'expansion des idées démocratiques et de la soif de liberté innée à l'humanité. Depuis cette époque, il n'y eut plus, en fait, que deux puissances sur le continent européen : la Russie avec son absolutisme, la révolution avec la démocratie. En ce moment, la révolution semble être supprimée, mais elle est vivante et plus redoutée que jamais. Nous n'en voulons pour preuve que la terreur éprouvée par la réaction à la nouvelle du dernier soulèvement de Milan. Mais le jour où la Russie sera maîtresse de la Turquie, sa force aura augmenté de près de moitié et elle l'emportera sur toute l'Europe coalisée. Un tel événement serait un malheur indescriptible pour la cause révolutionnaire . Le maintien de l'indépendance turque ou la mise à néant des projets annexionnistes de la Russie, dans le cas d'une désagrégation toujours possible de l'Empire ottoman, sont choses fort importantes. Ici, les intérêts de la démocratie révolutionnaire et de l'Angleterre ne peuvent permettre au tsar de faire de Constantinople l'une de ses capitales, et si l'affaire est poussée au pire, nous verrons l'une et l'autre opposer la même résistance énergique."

Lettre de Marx à Sorge du 27 Septembre 1877.

Après une description de la crise interne de la société et de l'administration russes, la condamnation à mort de la Sainte Russie tsariste est ici prononcée sur l'arrière fond du conflit russo-turc, en anticipant d'une bonne quarantaine d'années.

d'Etat manqué de Kornilov a favorisé, avec une désaffection pour les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, une radicalisation des masses vers le parti bolchevik, qui obtient en Septembre la majorité aux Soviets de Pétrograd et Moscou. Dès lors, Lénine analyse la situation nationale et internationale en ces termes : a) la situation internationale est telle que les bolcheviks doivent prendre l'initiative d'enclencher la révolution socialiste internationale, b) la majorité du peuple est aujourd'hui avec les bolcheviks, c) la situation politique est mûre pour la prise du pouvoir, d) la situation militaire atteste de la volonté de Kérénsky et de la bourgeoisie de livrer Pétrograd aux troupes Allemandes, et de la préparation d'un nouvel épisode 'Kornilov', e) l'insurrection armée est inévitable et tout à fait mûre, f) la prise du pouvoir par les Soviets se ramène au problème de l'insurrection victorieuse.

Lénine écrit alors dans les "Conseils d'un absent" : "Il est clair que tout le pouvoir doit passer aux Soviets. Il doit être également indiscutable pour tout Bolchevik, que le pouvoir prolétarien (ou Bolchevik, ce qui revient au même aujourd'hui) est assuré de la plus grande sympathie et du soutien sans réserve des travailleurs et des exploités du monde entier, de ceux des pays belligérants en particulier et surtout de la paysannerie Russe. (...) Il faut s'arrêter sur un point qui n'est peut-être pas tout à fait clair pour tous les camarades : à savoir que le passage du pouvoir aux Soviets signifie en fait aujourd'hui l'insurrection armée. (...) Renoncer maintenant à l'insurrection armée, signifierait renoncer au mot d'ordre essentiel du Bolchevisme (tout le pouvoir aux Soviets) et à l'Internationalisme prolétarien dans son ensemble" (Soul par nous).

Dans une telle situation historique - dans de telles conditions nationales et internationales de lutte prolétarienne -, le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux Soviets" devient, à la veille d'Octobre, un appel à l'insurrection, le "mot d'ordre 'tout le pouvoir aux Soviets' est un mot d'ordre d'insurrection".

Résumons-nous ! Quand bien même le mot d'ordre "tout le pouvoir aux Soviets" ait dû être abandonné à un moment donné dans son acception première, la perspective de Lénine, en Avril, en Juillet, comme en Octobre reste essentiellement et fondamentalement la même : la direction de la révolution aux mains du parti Bolchevik, l'instauration de l'Etat de dictature sous la forme des Soviets ouvriers et paysans pauvres. Et c'est cette merveilleuse invariance de Lénine que certains s'évertuent - en vain - à faire passer pour de "l'opportunisme" - "révolutionnaire", certes, ils le concèdent -, mais de l'opportunisme quand même ! ô Imbéciles, dans votre diarrhée "théorique" verbale autant qu'écrite, on chercherait en vain un seul indice du fait que vous ayez un jour digéré quoi que ce soit de de l'oeuvre de Lénine !

Nous ne reviendrons pas sur la pression incessante que dut exercer Lénine pour faire triompher ses vues au sein du parti Bolchevik et de son Comité Central eux-mêmes, notamment à la veille d'Octobre. C'est volontairement aussi, car cela n'apporterait rien d'essentiel à notre rappel, que nous ne nous arrêtons pas non plus sur le fait que Lénine, au tout début de Septembre, pensa possible (pendant quelques heures) de revenir au mot d'ordre "tout le pouvoir aux Soviets" dans son ancienne acception : le lecteur se reportera pour saisir tenants et aboutissants de cet "épisode" au texte de Lénine intitulé "Au sujet des compromis". Les citations de Lénine présentées dans cette note sont extraites de divers textes et articles reproduits dans les Tomes 24, 25 et 26 des Oeuvres Complètes aux Editions Sociales.

#### 4. PREVISIONS DE MARX ET ENGELS SUR LA DIALECTIQUE REVOLUTIONS EN EUROPE ET REVOLUTIONS EN RUSSIE

Avant que de faire entendre les trois temps de la valse des principales formulations des prévisions de Marx et Engels quant à la Russie, nous en rappelons rapidement les éléments les plus importants. En 1875, Marx et Engels, prévoient la possibilité de hausser la commune rurale Russe à une forme supérieure. Mais cette possibilité n'était pas contenue

pouvoirs n'existe plus, la contre-révolution s'est emparée du pouvoir d'Etat avec la quasi bénédiction des Soviets entièrement sous la coupe de la petite-bourgeoisie, mencheviste et socialiste révolutionnaire ; la répression contre les bolcheviks - livrés par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires à la réaction - est terrible ; les Soviets sont devenus "la feuille de vigne de la contre-révolution". Le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux Soviets", qui fut celui du développement pacifique de la révolution d'Avril à Juillet, n'est, dit Lénine, "plus juste aujourd'hui, car il ne tient pas compte de ce changement de pouvoir, ni de la trahison complète, effective, des S-R et des Mencheviks". L'alternative est dès lors la suivante : ou le renforcement de la dictature militaire contre-révolutionnaire, ou la victoire de l'insurrection armée des ouvriers et des paysans pauvres, qui seule peut assurer le salut de la révolution. Les Soviets "actuels" étant devenus ce qu'ils sont "des zéros", des "marionnettes", exiger encore - sans saisir les modifications surgies dans la situation -, et dans son ancienne acception, la remise de "tout le pouvoir aux Soviets", c'est tirer un chèque en blanc à la réaction, ce n'est pas autre chose au fond que de prôner "tout le pouvoir à la contre-révolution", ce n'est pas autre chose, dit Lénine, que "de tromper les masses".

Le fond de la question, Lénine l'explique tranquillement, c'est que "le pouvoir ne peut plus être pris pacifiquement. On ne peut l'obtenir qu'en triomphant dans une lutte décisive de ceux qui le détiennent réellement en ce moment à savoir : la clique militaire, les Cavaignac appuyés par les troupes réactionnaires amenées à Pétrograd par les Cadets et les Monarchistes. Le fond de la question, c'est que ces nouveaux détenteurs du pouvoir ne peuvent être vaincus que par les masses révolutionnaires du peuple. Ces masses, pour s'ébranler, doivent non seulement être conduites par le prolétariat, mais aussi se détourner des partis S-R et Mencheviks, traîtres à la révolution". Voilà la géniale analyse de Lénine ! Mais est-ce à dire, comme se plaisent à le dire certains, que dès lors, Lénine prône la prise immédiate du pouvoir par une minorité Bolchevik, qu'il sombre dans un travers blanquiste, qu'il ne reconnaît plus dans les Soviets la nécessaire forme du pouvoir d'Etat révolutionnaire en Russie, est-ce à dire, en deux mots, qu'il modifie essentiellement sa perspective ? Pas le moins du monde, Messieurs les Martov, Dan, Tchernov et Tsérételi de l'époque et leur sous-produits dérivés et dégénérés d'aujourd'hui !

Laissons Lénine répondre à la première de ces pâles objections : "Si le parti révolutionnaire n'a pas la majorité dans les détachements avancés des classes révolutionnaires, ni dans le pays, il ne peut être question d'insurrection". Après les journées de Juillet, les Bolcheviks étaient encore minoritaires ; proclamer, comme le fit alors Lénine, la nécessité de l'insurrection armée pour sauver la révolution, n'était pas du tout exiger sa mise en oeuvre immédiate, les conditions du succès n'étant pas réunies ; démontrer la nécessité d'une "lutte décisive" pour le pouvoir, n'était pas demander que la lutte frontale contre le pouvoir d'Etat bourgeois s'engagea sans attendre ; non, il fallait d'abord que "l'agitation dans le peuple soit réorganisée", de façon à favoriser une radicalisation des masses en faveur des thèses soutenues par le parti Bolchevik. Voilà pour le "Lénine blanquiste".

Laissons lui également la parole pour enterrer la seconde : "Les Soviets pourront et devront faire leur apparition dans cette nouvelle révolution ; pas les Soviets d'aujourd'hui, pas ces organes d'entente avec la bourgeoisie, mais des organes de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Nous resterons alors, aussi, partisans d'un Etat bâti sur le type des Soviets, c'est certain. Il ne s'agit pas de discuter sur les Soviets en général, mais de combattre la contre-révolution actuelle, et la trahison des Soviets actuels". Voilà pour le "Lénine négateur du pouvoir des Soviets".

Le noeud de la question le voici : l'insurrection armée est désormais la condition sine-qua-non du passage du pouvoir aux Soviets, aux Soviets "non pas anciens, mais renoués au feu des combats, aguerris, instruits, régénérés à travers la lutte".

Transportons-nous d'un bond, avant de conclure, à la veille de l'Octobre Rouge. Le coup

aujourd'hui galvaudé par de prétendus "marxistes", qui y voient l'exemple typique de la "tactique souple", ou de "l'opportunisme tactique" de Lénine, qui aurait selon eux prévalu et devrait encore prévaloir comme garantie de la victoire au cours du processus révolutionnaire. Il apparaît donc nécessaire de redonner - sans exhaustivité dans le cadre de cette note - quelques repères historiques, théoriques et politiques quant à ce mot d'ordre.

Comme n'a cessé de le répéter Lénine, la question fondamentale de la révolution est la suivante : qui détient le pouvoir? Voilà l'essentiel à retenir : Lénine, tout au long du processus révolutionnaire en Russie, de Février à Octobre 1917, n'a jamais eu d'autres buts que de faire passer la direction de la révolution aux mains du parti bolchevik, et d'instaurer le pouvoir révolutionnaire, l'Etat de dictature, sous la forme des Soviets ouvriers et paysans pauvres. Ceci ressort sans ambiguïté possible dès les fameuses "thèses d'Avril" :

"2) Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie. (...)

4) (...) Expliquer aux masses que les Soviets des députés ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire, et que, par conséquent, notre tâche, tant que ce gouvernement se laisse influencer par la bourgeoisie, ne peut être que d'expliquer patiemment, systématiquement, opiniâtrément aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques. Tant que nous sommes en minorité, nous nous appliquons à critiquer et à expliquer les erreurs commises, tout en affirmant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience".

Partant en Avril, de la constatation de l'existence d'une "dualité des pouvoirs", en ce sens "qu'à côté du Gouvernement provisoire, du gouvernement de la bourgeoisie, s'est formé un autre gouvernement, faible encore, embryonnaire", les "Soviets des députés ouvriers et soldats", considérant que ce deuxième gouvernement réalise "d'une façon très originale" la vieille perspective de la "dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers et des paysans", considérant en outre que ce deuxième pouvoir, qui ne se connaît pas comme tel, "livre et continue de livrer ses positions à la bourgeoisie", considérant de plus que le Gouvernement provisoire ne peut être "renversé par la méthode habituelle", puisqu'il bénéficie "du soutien prêté à la bourgeoisie par le second gouvernement", Lénine déduisait que "pour conquérir le pouvoir, les ouvriers conscients doivent conquérir la majorité", seul chemin à emprunter tant qu'aucune violence n'est exercée sur les masses, et exigeait donc que tout le pouvoir passa aux mains des Soviets dans lesquels, par un "travail d'explication patient et opiniâtre", les bolcheviks travailleraient à "la scission, au sein de cette dictature, entre les éléments prolétariens (anti-jusqu'aboutistes, internationalistes, 'communistes', partisans du passage à la 'commune') et les éléments petits propriétaires ou petits bourgeois (Tchkhéidzé, Tsérééli, Stéklov, les socialistes révolutionnaires et tous les autres jusqu'aboutistes révolutionnaires, adversaires de la marche vers la commune, partisans du 'soutien' de la bourgeoisie et du gouvernement bourgeois)".

Le passage de tout le pouvoir aux Soviets devait donc permettre, dit Lénine, la progression pacifique de la révolution, "et non pas seulement pacifique en ce sens que personne n'aurait pu alors (du 27 Février au 4 Juillet) s'opposer au passage du pouvoir aux Soviets ou y faire obstacle. Ce n'est pas encore tout. Le développement pacifique était alors possible même sous cet autre rapport : la lutte des classes et des partis au sein des Soviets aurait pu, à condition que les Soviets aient pris en temps opportun la totalité du pouvoir d'Etat, revêtir les formes les plus pacifiques et les plus indolores."

Après les journées de Juillet, cette possibilité doit être abandonnée : la dualité des

elle n'est possible que sur la base de la démocratie. (...) Paul Axelrod, Martov, Rosa Luxembourg montrèrent que, sous le couvert des idées de Lénine sur l'organisation se cachait en réalité des conceptions 'jacobines' sur le développement révolutionnaire et sur la dictature." (Les socialistes russes et la dictature du prolétariat. 1932, éd. de la Liberté)

**Jules Martov** : "En d'autres termes : théoriquement l'Etat de la période révolutionnaire transitoire devait constituer, par opposition à l'Etat bourgeois, un appareil de la 'répression de la minorité par la majorité', un appareil gouvernemental aux mains d'une majorité ; pratiquement, il continue à être comme par le passé, un appareil gouvernemental aux mains d'une minorité (d'une autre minorité, bien entendu). Lorsqu'on prend conscience de ce phénomène, on en arrive, explicitement ou implicitement, à remplacer 'le pouvoir des Soviets' par le pouvoir d'un parti déterminé, lequel devient petit à petit une institution d'Etat essentielle et l'armature de tout le système de la 'république des Soviets'. (...) Le 'régime Soviétique' devient le moyen de porter au pouvoir et d'y maintenir une minorité révolutionnaire qui tend à défendre les intérêts d'une majorité, alors même que celle-ci ne les a pas reconnus comme siens, alors même qu'elle n'y est pas attachée suffisamment pour vouer à leur défense toute son énergie, toute son inflexibilité. (...) Souvenons-nous de la promesse de Lénine que tous les travailleurs participeront directement à l'administration, tous les soldats à l'élection des officiers, que la police et tout le fonctionnarisme seront supprimés. L'abandon de tout démocratisme à l'intérieur du système soviétique présume que les milieux prolétariens qui réalisent celui-ci reconnaissent : ou bien que la classe ouvrière forme une minorité au sein d'une population hostile ; ou bien qu'elle est, elle-même, scindée en fractions luttant entre elles pour le pouvoir ; ou enfin que ces deux phénomènes jouent simultanément. Dans tous ces cas, la véritable raison du penchant vers le 'système soviétique' consiste dans le désir de réprimer la volonté de tous les autres groupes de la population, y compris les groupes prolétariens, afin d'assurer le triomphe d'une minorité révolutionnaire déterminée". (Le bolchevisme mondial. 1919, éd. Nouveau Prométhée)

**Rosa Luxembourg** : "Tout cela ôté, que reste-t-il? Lénine et Trotsky ont mis à la place des corps représentatifs sortis d'élections populaires générales les Soviets comme la seule représentation véritable des masses ouvrières. Mais, en étouffant la vie politique dans tous le pays, il est fatal que la vie soit de plus en plus paralysée dans les Soviets même. Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. C'est une loi à laquelle nul ne se soustrait... La vie publique entre peu à peu en sommeil ; quelques douzaines de chefs de parti, d'une énergie inépuisable et d'un idéalisme sans bornes, dirigent et gouvernent ; parmi eux, la direction est en réalité aux mains d'une douzaine d'hommes à cerveau éminent, et une élite de la classe ouvrière est de temps à autre convoquée à des réunions pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente - c'est donc, au fond, un gouvernement de coterie - une dictature, il est vrai, mais non pas la dictature du prolétariat, non : la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la dénomination jacobine, (le recul des congrès des Soviets de trois mois à six mois !)." (La révolution russe. 1918, éd. Maspéro)

### 3. A PROPOS DU MOT D'ORDRE "TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS"

S'il est un mot d'ordre universellement connu des bolcheviks, c'est bien celui de "Tout le pouvoir au Soviet!" : en l'entendant, dès Avril 1917, la bourgeoisie mondiale sentit le souffle de la mort lui glacer les épaules, tandis que des millions d'ouvriers et de paysans pauvres y virent se lever l'aube d'une ère nouvelle. Ce mot d'ordre fut à l'époque, d'une part victime des attaques et des interprétations malveillantes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie toutes "tendances" confondues, d'autre part parfois mal compris dans son sens et son contenu par certains des militants du parti bolchevik eux-mêmes. Il est encore

## 1. GOUVERNEMENT OUVRIER

En effet, si la démocratie prolétarienne avait été proposée comme substitut pur et simple de la dictature du prolétariat, il y aurait eu là une atteinte gravissime au Programme communiste. Sa condamnation - absolue et non relative - aurait du être de même nature que celle du Gouvernement Ouvrier et du Gouvernement Ouvrier et Paysan :

"La tactique du 'gouvernement ouvrier', c'est le front unique politique appliqué à une revendication centrale touchant au problème de l'Etat. Ici, il ne s'agit plus seulement d'une tactique erronée, mais d'une criante contradiction avec les principes du communisme. (...) Dans la question centrale de l'Etat, le parti ne peut donner qu'un seul mot d'ordre : dictature du prolétariat, car il n'y a pas d'autre 'gouvernement ouvrier'" (Thèses de Lyon 1926).

## 2. LIBRE COURS A LA SPECULATION ANTI-BOLCHEVIK.

Karl Kautsky : "La liberté conquise d'hier leur est de nouveau reprise, car, justement, les masses manquent 'de conscience, de force d'idée, d'esprit de sacrifice et de persévérance'. Pourtant, à la page 7, on conclut du manque de ces qualités à l'impossibilité d'introduire le socialisme, tandis qu'à la page 52 on exige que 'dans l'intérêt du socialisme' les masses qui ne sont pas encore mûres, se 'soumettent sans objections' aux dictateurs qui dirigent l'industrie. Ces masses se trouvent ainsi abaissées à un niveau inférieur à celui qu'elles avaient atteint sous le régime capitaliste. Elles y étaient soumises au capital, mais du moins n'était-ce pas sans objection. Pourtant Lénine se console et console son public en affirmant que cette dictature, contrairement au régime de la production capitaliste, 'est réalisée par les masses des travailleurs et des exploités' et aussi 'réalisée par des organisations aménagées de sorte à éveiller et à relever les masses pour une oeuvre historique. Les organisations soviétistes sont de cette espèce'. Nous avons déjà montré comment l'élimination et la suppression de toute critique contribue à 'éveiller et à relever les masses pour une oeuvre historique'. L'organisation soviétiste n'y change rien. Mais comment cette dictature de fer de quelques individus, en face de la 'soumission sans objection des masses' peut-elle être réalisée par l'organisation des masses en vue d'une action libre et indépendante? Celui qui est élu par les masses, qu'elles peuvent destituer, ou indiquer pour la réélection, dépend toujours de ces masses et ne peut rien accomplir qui n'ait reçu leur approbation. Il peut briser la résistance de tels membres de l'organisation qui l'a nommé et qui se mettraient en opposition avec la majorité, mais il se trouverait bien vite à bout de ses ressources s'il voulait, malgré elle, imposer ses décisions à la majorité. Voici pourquoi la dictature personnelle et la démocratie sont incompatibles. C'est tout aussi juste quant à la démocratie soviétiste". (Terrorisme et Communisme 1919, éd Povolozky)

Max Adler : "La démocratie sociale, en tant que but à atteindre, exige déjà maintenant une démocratie toujours plus réelle au sein du parti socialiste même. Les résolutions de la politique socialiste doivent s'appuyer de plus en plus sur la collaboration immédiate, la participation et la critique des groupes du parti. La discussion continuelle des problèmes du parti et de leurs solutions, le déplacement des décisions du parlement et des comités vers les organisations et les assemblées donneront naissance à cet esprit nouveau réellement démocratique, qui considère la politique socialiste comme un chose qui n'est pas faite par 'eux' - les élus -, mais où chacun peut tenir sa place et jouer un rôle. Ainsi la politique deviendra une collaboration entre les chefs et le parti, en d'autres termes, une éducation de nous mêmes en même temps que la conquête de notre avenir." (Démocratie politique et démocratie sociale. 1926, éd. Anthropos)

Théodore Dan : " Ainsi la révolution socialiste ne supprime pas la démocratie. Au contraire

## CONCLUSION

Dans l'esprit du réarmement marxiste et du travail d'épuration que préconise, contre tout enrichissement et toute modernisation, et que conduit sur le fil du temps, contre tout immédiatisme, le Groupe Communiste Mondial, maintes fois l'accent fut mis sur les dangers que comportait l'utilisation de terminologies communes pour des contenus distincts. Cette mise en garde fut haussée au niveau d'une mise au point doctrinale définitive, concurremment à l'avancée théorique de la rupture complète, achevée, avec toute démocratie (capitaliste/socialiste, bourgeoise/prolétarienne, pure/de classe, indirecte/directe, de la consommation/de la production, formelle/fonctionnelle, politique/sociale, fausse/véritable, mensongère/réelle, tronquée/totale, incomplète/achevée), ainsi qu'avec la Démocratie dans toutes ses déterminations (Etat de dictature de classe, forme de gouvernement, principe historique de la bourgeoisie, mécanisme électoral et majoritaire, mystification, abstraction). Une telle affirmation couronne un dépassement effectif des contradictions rédactionnelles du passé qui s'adressaient à nous. Toute nouvelle utilisation du terme de démocratie ou de ses multiples dérivés, liberté, égalité, fraternité, pour décrire le Communisme, ou le mouvement qui y conduit, au travers de la constitution du prolétariat en classe et donc en Parti, et de son érection en classe dominante, et donc en dictature du prolétariat, doit être considérée, non simplement comme une régression théorique, mais comme une trahison du Programme communiste et traitée comme telle. Il n'y aura pas de justification "polémique", et il n'y aura pas non plus d'impératif catégorique "de propagande", permettant l'emploi, même et surtout circonstanciel, du terme de "démocratie". Ayant depuis longtemps organisé et célébré son enterrement, nous veillerons à ce que l'on n'exhume pas de tels mots d'ordre en tentant de les réintroduire dans le corps doctrinal, dont nous avons eu tant de mal à les extirper. Dans les circonstances de la future révolution, ils seraient inévitablement destinés à dégénérer, véritables métastases, cellules malignes porteuses du cancer de la révision. Comment peut-on épargner au futur de telles dégénérescences cancéreuses? En stimulant dès maintenant les défenses doctrinales immunitaires pour pouvoir demain lors des grands affrontements, défendre, durablement et infailliblement, à la tête du mouvement révolutionnaire, la vision exacte et sûre du devenir historique réel du Communisme. Toute référence à la démocratie, au sein de la classe, pour le Parti, pour l'Etat, ou pour le Communisme, pour leur but, leur contenu, leur moyen, leur forme, et leur mécanisme, nierait la lutte dans le passé (notre aujourd'hui est déjà mort et n'existe plus du point de vue où nous nous sommes placés dans cette étude) de la conciliation des classes, figerait le présent dans la conservation réactionnaire et illusoire de la société de classe et de ses antagonismes, alors qu'elle entraînerait la perte du devenir historique de la destruction des classes, et isolerait du futur communiste de la société sans classe.

*"La précision des termes et la rigueur des formules sont une nécessité vitale pour le mouvement révolutionnaire"*  
*(La Gauche Communiste d'Italie, 1960)*

qu'alors, avec l'explosion révolutionnaire en Europe et les premières victoires insurrectionnelles même, que s'ouvrira à l'Est le grand réservoir de cette énergie prolétarienne potentielle, contenue, annihilée, domestiquée, mais aussi, quantitativement, accumulée et décuplée par le développement du marché et donc de la démocratie sur le cours historique de l'expansion mondiale du capital, et, qu'enfin libérées des illusions et des préjugés démocratiques séculaires, les nouvelles forces brutes déferleront et s'engouffreront à leur tour dans la brèche largement ouverte de la domination capitaliste. Avec le Capital la Démocratie leur apparaîtra enfin pour ce qu'elle est : l'ennemi à abattre.

La démocratie est apparue, apparaît, et apparaîtra partout où règne l'exploitation de classe et en toute période, de guerre ou de paix sociale, la solution aux tourments du capital, aux tourments qui accompagnent le cours de la valorisation du capital, aux tourments qui accompagnent le cours des conquêtes impérialistes du capital, aux tourments qui accompagnent le cours de l'occupation et la pacification impérialistes du capital, aux tourments qui accompagnent le rétablissement violent des taux de profit capitalistes, aux tourments qui accompagnent le cours expansionniste du capital, aux tourments qui accompagnent l'accumulation sanglante du capital sur tous les fronts de la guerre sans limite qu'il livre journallement à son ennemi de toujours : l'Homme.

4.10. Le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat en arme, ne suffira pas à la liquidation de l'idée démocratique. Les idées dominantes d'une époque ne cessent pas d'elles-mêmes, avec le renversement de la classe dominante de cette époque. Les idéaux de la bourgeoisie ne s'effondreront pas immédiatement avec la victoire manu militari sur la bourgeoisie. Ils ne finiront pas avec les flots de sang de la bourgeoisie que le prolétariat fera galement couler, dans le caniveau de la guerre de classe. L'humanité n'en sera pas lavée aussi vite que le seront, après la tempête révolutionnaire, les pavés ensanglantés de la guerre civile. Ils ne s'évanouiront pas aussi rapidement que se désècheront, avec les dernières illusions de rétablissement de l'ordre ancien de la propriété et du profit, les larmes de souffrance de l'ennemi de classe enfin vaincu par la terreur prolétarienne vengeresse. La dictature du prolétariat devra lutter contre eux longtemps encore après sa victoire politique et militaire ; ils devront même être violemment extirpés de la tête et arrachés du coeur des fractions arriérées encore embourgeoisées de la classe ouvrière elles-mêmes, en tant que mythe, alors que l'on s'emploiera à en saper les bases matérielles avec un acharnement totalitaire qui ne pourra s'éteindre qu'en atteignant son but. On n'en finit pas avec une idée en tranchant les têtes, même s'il faut trancher les têtes pour que l'humanité commence à s'en libérer. C'est pourquoi au-delà des intouchables principes de violence et de terreur, notre affirmation contient la revendication d'un totalitarisme révolutionnaire.

*"Ou bien, la démocratie est à la classe capitaliste ce que le communisme est au prolétariat, ainsi que l'affirme le matérialisme dialectique, ou bien il aura été illusoire de parler de classes sociales constituées par des modes de production spécifiques, dotées d'armes théoriques et pratiques singulières employées à la réalisation de missions historiques précises".  
Délivrons-nous du Capital ! 1980*

époque - celle de la confrontation du Programme communiste à la pleine et entière réalisation de ce projet et de cette mystification, la mystification persistant avec la réalisation de l'idée démocratique - d'abattre théoriquement, avant de pouvoir en finir militairement, politiquement, économiquement et socialement, cette réalité conquise par la société capitaliste et parachevée avec la défaite du prolétariat. Et s'il ne faut pas néanmoins négliger de mettre l'accent sur la dénonciation du mensonge, du leurre, en rester là c'est s'arrêter à un moment de la négation de la Démocratie qui doit être aussi liquidée dans ses autres déterminations fondamentales, la valeur d'échange, domination réelle du capital sur le travail, paix sociale et conciliation des classes, intégration du prolétariat au capital. Ainsi, plus que de dénoncer la mystification, le leurre, le mensonge (oeuvre de Lénine), il importe au Groupe Communiste Mondial de montrer comment le capital l'engendre au quotidien de l'exploitation de classe et comment le Communisme s'y oppose de tout son Etre.

4.8. L'idéologie dominante bourgeoise trouve un résumé dans la démocratie, comme synthèse idéale des droits de l'homme bourgeois et du citoyen bourgeois, des droits bourgeois à la propriété, des droits bourgeois à l'égoïsme, des droits bourgeois à la sécurité, des droits bourgeois à l'investissement, des droits bourgeois à l'achat de la force de travail, des droits bourgeois à l'extorsion de la plus value ouvrière, des droits bourgeois au profit, des droits bourgeois à la constitution d'une armée industrielle de réserve, des droits bourgeois à la spéculation, des droits bourgeois à la production anarchique des marchandises, des droits bourgeois à l'impérialisme, des droits bourgeois à la conquête des marchés, des droits bourgeois à la destruction des forces productives, des droits bourgeois à la guerre, des droits bourgeois à l'aliénation et à l'épuisement des forces vitales de l'Homme et de la Nature.

4.9. Ayant à sauvegarder un système historiquement condamné, la bourgeoisie est obligée de donner à ses pensées la forme de l'universalité. La démocratie n'échappe pas à cette exigence de conservation et affecte de plus en plus la forme de l'universalité, même si en tant qu'expression idéale des rapports capitalistes, elle fait partout la preuve de son impuissance à en finir avec les conséquences du système qui l'engendre et la renouvelle : la misère inexorable et la souffrance universelle de cette classe qui est dans son développement abstraction de toute humanité, le prolétariat .

En tant que réalité, universellement conquise par et pour le capital, elle fera demain la preuve de son impuissance à surmonter la crise historique du Système, à conjurer le ressurgissement nécessaire et inévitable de la lutte de classe et à différer plus longtemps l'explosion de la révolution.

Non pas quand, à l'Est, on aura finit de jouer la farce macabre de l'effondrement du "communisme", car là-bas, après s'être momentanément goinfrée avec ses propres excréments idéologiques, la contre-révolution démocratique poursuivra inexorablement le cours du travail que lui a assigné l'histoire il y a plus de 60 ans, permettre l'accession du capital à sa domination réelle, constituer un réservoir où s'accumulent les forces productives, capital et prolétariat, mais quand, ailleurs, au centre du capital, en Occident, le grand schisme social de la crise catastrophique du système capitaliste fera, dans le gigantesque marais du très démocratique marché, jaillir du volcan de la production l'incandescente lutte du prolétariat révolutionnaire qui seule, avec ses torrents de haine, pourra laver le monde, et le petit-frère Russe, de la honte universelle de la démocratie parachevée partout pour le plus grand profit du totalitarisme capitaliste. Ce n'est

## QUATRIEME PARTIE

### MYSTIFICATION DE LA REALITE DEMOCRATIQUE

ET

### REALITE DE LA MYSTIFICATION DEMOCRATIQUE

4.1. C'est sans spéculation aucune, sans mystification, que nous montrons le lien entre la structure sociale des rapports de production capitalistes et la politique, l'idéologie, les formes juridiques, les valeurs et les idéaux de la démocratie, dans l'appréciation des situations historiques toutes les fois que cela est nécessaire.

4.2. La démocratie est le discours de la vie réelle sous la domination du capital. C'est le langage qui se mêle intimement, sur la base du mode de production capitaliste, à l'activité matérielle de la production de la valeur. C'est l'idéologie de la valeur d'échange.

4.3. Dans la réalité historique et donc dans notre conception marxiste, la conscience qu'une époque a d'elle-même ne peut jamais être autre chose que l'Être conscient de cette époque. La conscience démocratique de l'époque de victoire politique et sociale de la contre-révolution, ne peut être autre chose que l'Être conscient de la réalité démocratique de la communauté matérielle du capital, qui de la lutte de classe a triomphé pour cette durée déterminée par la perspective inéluctable du retour de la crise catastrophique du Système, et qui a étendu et distillé son totalitarisme dans toutes les sphères de la vie économique, sociale, et politique. Les prolétaires, atomisés pour être intégrés au système d'exploitation, ont été pulvérisés en tous les points de la surface d'échange capital / force de travail, policée par la démocratie sociale.

4.4. Ainsi sous le regard du marxisme, l'idéologie démocratique dominante perd son apparence d'autonomie pour être ramenée à la réalité matérielle qui la détermine : la valeur d'échange, le rapport d'exploitation, la vente et l'achat de la force de travail, l'extorsion de la plus-value, la division du travail, la division de la société en classes, l'atomisation des individus, leur liaison matérielle à la communauté matérielle du capital, leur isolement de la communauté humaine, leur séparation de l'Être humain.

4.6. La démocratie n'est pas une idée intemporelle, valable de toute éternité, qu'il faudrait renouveler continuellement pour qu'enfin la réalité s'y conforme. Car ce n'est pas seulement une idée sans réalité, c'est un état de chose existant réellement (et c'est aussi un Etat) qui doit périr sous les coups chargé de haine de la révolution communiste.

4.7. S'il est vrai que la démocratie devait être à l'époque de Lénine combattue prioritairement à l'état de projet dont il s'agissait d'interrompre la réalisation en cours, la conciliation des classes, et à l'état de "mystification", le mensonge de la souveraineté populaire, s'il est tout aussi vrai que la "démocratie prolétarienne" fut un moment de cette lutte, il revient à notre

prolétarienne qu'il contient, c'est en rester à une affirmation unilatérale, limitée, et dépassée du Programme communiste. La perspective de la révolution purement prolétarienne, comme la dialectique de l'invariance du marxisme qui régit le développement de la restauration programmatique que nous conduisons, exigeaient d'en finir de façon explicite avec les formulations caduques de l'"Etat et la Révolution" relatives à la réalisation de la "démocratie prolétarienne". Les unes sont caduques, non parce qu'irréalisables, et irratisées, mais parce que réalisables et déjà réalisées par un moment inférieur de la lutte de classe, dans une aire géo-historique limitée ; les autres sont caduques parce que la contre-révolution démocratique, interrompant puis réabsorbant (1921-1926) la transcroissance de la révolution Russe, interdit leur réalisation, alors que le développement postérieur de la société capitaliste lui-même, en Russie comme ailleurs, à rendu obsolète leur reposition dans les conditions nouvelles qu'un tel développement a permis d'atteindre, et qu'il fallait, pour réarmer la future lutte de classe, retourner à la totalité programmatique du Communisme irréductible à l'une de ses actualisations historiques dans la révolution impure d'Octobre.

*"Marx a maintes fois  
condamné ces sortes de  
phrases, dans lesquelles des  
termes 'séduisants'  
appartenant à un passé  
révolu masquent les  
objectifs de l'avenir".*

*Lénine.*

Le commentaire de Lénine, plus que l'erreur initiale, qu'explique aussi le phénomène secondaire de la non-disponibilité de la totalité de l'oeuvre de Marx, révèle dialectiquement l'incomplétude de la restauration doctrinale, elle est un indice de son degré d'accomplissement et d'achèvement. L'affirmation de Bernstein, que ce dernier emprunte à la philosophie bourgeoise Kantienne, ne trouve pas chez Lénine de riposte suffisamment conséquente. On lutte pied à pied contre les reniements, contre la falsification éhontée des expériences passées par la révision social-démocrate, on rétablit contre les déformations et les falsifications, les leçons marxistes accumulées aux lendemains des grands événements révolutionnaires, mais on ne va pas jusqu'à briser définitivement le mythe de l'expérience comme expression idéologique de la méthode empirique. Dans cet esprit, il n'est pas accessoire de souligner que l'anticipation doctrinale marxiste sur la Commune de Paris qui permet la formulation de "dictature de la classe ouvrière", n'est pas, loin s'en faut, limitée à la lettre à Weydemeyer de 1852. Elle est déjà inscrite en lettres de sang dans "Les luttes de classes en France" en 1850 :

"Malheur à juin ! répète l'écho de l'Europe.

Ce fut la bourgeoisie qui contraignit le prolétariat de Paris à l'insurrection de Juin. De là son arrêt de condamnation. Ses besoins immédiats avoués ne le poussaient pas à vouloir obtenir par la violence le renversement de la bourgeoisie, il n'était pas encore de taille à accomplir cette tâche. Force fut au "Moniteur" de lui apprendre officiellement que le temps n'était plus où la République jugeait à propos de rendre les honneurs à ses illusions, et seule la défaite le convainquit de cette vérité que la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au sein de la République bourgeoise, utopie qui se change en crime dès qu'elle veut se réaliser. A ces revendications, outrées par la forme, puériles par le contenu et par la même encore bourgeoises dont il voulait arracher la concession à la révolution de Février, se substitua l'audacieux mot d'ordre de lutte révolutionnaire : renversement de la bourgeoisie ! Dictature de la classe ouvrière!

En faisant de son lieu funéraire le berceau de la République bourgeoise le prolétariat força celle-ci à apparaître aussitôt sous sa forme pure comme l'Etat dont le but avoué et de perpétuer la domination du capital, l'esclavage du travail. ...

...Enfin les victoires de la Sainte Alliance ont fait prendre à l'Europe une forme telle que tout nouveau soulèvement prolétarien en France sera immédiatement le signal d'une guerre mondiale. La nouvelle révolution Française sera le terrain européen, le seul où pourra l'emporter la révolution sociale du XIX<sup>e</sup> siècle. Donc, ce n'est que par la défaite de Juin que furent créées les conditions permettant à la France de prendre l'initiative de la révolution européenne.

Ce n'est que trempé dans le sang des insurgés de Juin que le drapeau tricolore est devenu le drapeau de la révolution européenne, le drapeau rouge. Et nous crions : la révolution est morte ! Vive la révolution !"

3.17. En rester quant à l'Etat à "L'Etat et la révolution" et notamment à la systématisation et périodisation de la démocratie

s'enfermant parfois dans le cadre étroit de la description des tâches immédiates à l'heure où il faut faire la révolution pour débarrasser les voies du socialisme non seulement du dernier bastion de la réaction féodale et achever la révolution bourgeoise de Février, mais réaliser l'Octobre Rouge et ouvrir la voie à la révolution mondiale. Ainsi dans "L'Etat et la Révolution" nous pouvons lire une de ses affirmations équivoques dont l'ennemi se gavera jusqu'à en vomir :

"Par quelles étapes, par quelles mesures, l'humanité s'acheminera-t-elle vers ce but suprême, ("de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins", ndr), nous ne le savons ni ne pouvons le savoir".

De même, alors que l'"Etat et la Révolution" demeure inachevé, et avec lui la restauration du marxisme quant à l'Etat même si ce n'est pas la dernière contribution bolchevik à cette restauration, Lénine, dans une postface de Novembre 1917 devenue célèbre par le truchement de l'utilisation malveillante que nos adversaires en firent, revendiquera cet inachèvement au nom de ce renversement de la praxis où la théorie devient force matérielle de la révolution en acte, mais cette revendication y apparaît avec cette sentence malheureuse des plus exploitées par les crevures anti-marxistes :

"il est plus agréable de faire "l'expérience d'une révolution" que d'écrire à son sujet".

3.16. Dans le même ordre d'idée, sur le plan de la méthode, il nous faut signaler, pour approfondir encore la rupture d'avec toute formulation doctrinale incomplète du principe de prévision, cette inclination de Lénine à une certaine surestimation des expériences passées, surestimation immanente à la méthode employée. Celles-ci servent trop souvent de prémisses méthodologiques d'où procède le travail de restauration doctrinale et d'où résultent nécessairement certaines formulations programmatiques forcément limitées par les contingences historiques des situations antérieures. Cela est si vrai que "L'Etat et la révolution", véhicula l'idée fautive déjà présente dans le "Cahier Bleu", selon laquelle Marx et Engels auraient attendu l'expérience de la Commune, pour parler explicitement de "dictature du prolétariat". C'est ce qui ressort du commentaire de Lénine du Manifeste du Parti Communiste :

"L'on trouve formulé ici l'une des idées les plus remarquables et les plus importantes du marxisme au sujet de l'Etat, celle de "dictature du prolétariat" (comme devait s'exprimer Marx et Engels après la Commune de Paris) ; nous y trouvons ensuite une définition de l'Etat intéressante au plus au point et qui est également au nombre des "paroles oubliées" du marxisme : "L'Etat, c'est à dire le prolétariat organisé en classe dominante" (Souligné par nous, L'Etat et la Révolution).

Lénine ne modifia pas ce commentaire dans la deuxième édition de l'"Etat et la Révolution" alors même qu'il inclût dans celle-ci le passage fameux de la lettre de Marx à Weydemeyer de vingt ans antérieure à la Commune. Ce commentaire s'intégrait à la structure même de l'oeuvre, à sa construction rédactionnelle, à son plan, et faisait corps avec ces théorisations qui réduisent certes l'utopisme à néant mais où se lisent la sur-estimation de l'expérience. Cette erreur pourrait être sans incidence en elle-même si elle ne servait pas le mythe social-démocrate de "l'expérience vécue" comme moteur de la formation de la "conscience" et "source de toute connaissance".

qui, comme on le sait, se caractérise par la négation de la prévision marxiste dans un premier moment, et par, dans un deuxième moment bien plus révélateur de sa puissance théorique, la substitution à cette prévision d'une "nouvelle" prévision : la réalisation de la démocratie à quoi peut être ramené l'essentiel du projet révisionniste. Le phénomène révisionniste n'est pas apprécié dans toute son ampleur car il est simplement assimilé de façon réductrice à un simple opportunisme pratique qui refuse la systématisation théorique. Si en effet, Kautsky prétend, "laisser à l'avenir le soin de résoudre le problème de la dictature du prolétariat", l'on ne peut réduire tout Kautsky à cette affirmation, sans être victime de la mystification. Bien plus significatives sont en effet ces autres sentences :

" Ainsi pour nous le socialisme sans démocratie n'est pas envisageable. Et, par socialisme moderne nous n'entendons pas seulement l'organisation collective de la production, mais l'organisation démocratique de la société. Nous tirons donc la conséquence que le socialisme est indissolublement lié à la démocratie. pas de socialisme sans démocratie" et "Par dictature du prolétariat, nous ne pouvons pas entendre autre chose que le règne du prolétariat sur la base de la démocratie" ("La Dictature du prolétariat" 1918).

Comme corrolaire d'une faiblesse de la riposte des marxistes orthodoxes à une telle substitution se développe une certaine impuissance, où se manifeste cette remarquable immaturité du prolétariat révolutionnaire révélée par La Gauche Communiste d'Italie, à se saisir des remarques de Kautsky relatives à la compatibilité de la réalisation de la démocratie avec la société capitaliste. Ainsi, toujours dans le même écrit de triste renommée, le renégat Kautsky, ennemi de classe par excellence, accède à une vérité de classe qu'il met immédiatement au service, sans riposte suffisante de Lénine, de sa systématisation de la trahison de tous les principes du marxisme :

" Pas de socialisme sans démocratie. On ne peut, par contre aisément renverser cette phrase. La démocratie n'est pas réalisable sans le socialisme. Pourtant, une démocratie pure est envisageable sans le socialisme, ainsi qu'il en est des communautés de petit-paysans, qui se fondent sur la propriété privée des moyens de production et qui, en même temps, permettent une égalité complète des conditions économiques. On peut donc dire que la démocratie est possible sans le socialisme et qu'elle peut même être réalisée avant lui."

Les "servilités raffinées" de Mr Kautsky contenaient des vérités de classe que les marxistes orthodoxes négligèrent : le capitalisme peut réaliser et doit réaliser dans et pour lui même la démocratie, affirmation cardinale d'où procède cette Thèse : il faut détruire la démocratie avec le capital.

L'incomplétude de l'affirmation de la puissance doctrinale prophétique du marxisme scientifique qui se conjugue dramatiquement à une sous-estimation de l'ampleur doctrinale du révisionnisme et de sa prévision, est indissociable des conditions historiques dans lesquelles luttèrent les bolcheviks, dans la mesure même où, c'est là leur plus grande faute, ils ne prêtèrent pas suffisamment l'oreille à la voie de la Gauche Communiste d'Italie. Les limites qu'imposent aux communistes de cette aire, le poids de la perspective d'une réalisation transitoire - dans l'attente de l'afflux des forces productives libérées par la révolution en Europe - des tâches démocratiques de la révolution bourgeoise, semblent ne pouvoir être dépassées, la théorie

mondiale, la démocratie prolétarienne avec ses mesures révolutionnaires concrètes, l'"égalité de travail" et l'"égalité du salaire" sous lesquelles devaient se développer les forces productives, se construire les bases, et les bases seulement, du socialisme.

"Enregistrement et contrôle voilà les principales conditions nécessaires au fonctionnement régulier de la société communiste dans sa première phase. Tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'Etat, personnifié lui-même par les ouvriers armés. Tous les citoyens deviennent les employés et les ouvriers d'un seul trust universel d'Etat. Il s'agit seulement d'obtenir qu'ils travaillent uniformément, observent la même mesure de travail et reçoivent un salaire uniforme."

Ainsi, ce qui dans la vision que Lénine dispense dans "L'Etat et la révolution", recouvre l'entière "première phase" de la société communiste, est dans notre vision, mais sous une formulation incomparablement plus précise et débarrassée de toute équivoque, cette mesure par laquelle le prolétariat, embrayant sur une réalité déjà conquise par le capital lui-même, et non à conquérir, le développement des forces productives et leur socialisation comme condition matérielle du Communisme, entre de plein-pied dans la phase inférieure du Communisme et inaugure la destruction du salariat : la généralisation de la condition de prolétaire, moment premier de la disparition du prolétariat.

3.14. Dans la mesure même où l'on tend à transférer les valeurs bourgeoises, démocratiques, au Communisme et où le Communisme apparaît comme l'héritier de ces valeurs et même le véritable réalisateur de ces valeurs, cette réalisation véritable et non mensongère leur faisant subir une véritable métamorphose, le Communisme primitif, pourrait se voir lui aussi, rétrospectivement, conférer une forme et des mécanismes démocratiques, lui qui ne connaissait - même si l'humanité n'était "comprise que dans la limite de la horde" - que les manifestations de l'Etre humain avant de connaître la dissolution démocratique sous l'influence déterminante de la valeur d'échange et de la division du travail, premier moment de la division de la société en classes sociales, de l'apparition de la propriété, et donc de l'Etat.

Considérant que la démocratie est l'organisation de la société en individus et en classes quand a été perdue l'unité originelle de la communauté, l'Etre humain, prêter au Communisme primitif des caractères démocratiques, c'est faire dans l'anachronisme. La démocratie suppose un partage de l'avoir, le Communisme primitif ne connaît pas un tel partage, et le Communisme supérieur en finit avec tout partage de l'avoir. Ils sont tous deux à des degrés divers et dans des moments différents de l'histoire de l'humanité, non une question d'avoir, et donc de répartition de l'avoir, mais une question d'être. Le transfert de la démocratie au Communisme supérieur et l'assimilation du Communisme primitif à la démocratie primitive procèdent de la même insuffisance théorique.

3.15 Corrélativement à la pleine et entière réaffirmation de la puissance prophétique du marxisme, il n'est pas possible de ne pas remarquer et relever qu'à plusieurs reprises l'oeuvre de Lénine est marquée par des déclarations équivoques sur l'impossibilité de décrire le Communisme. Ces affirmations apparaissent, si on ne se satisfait pas de les justifier au nom d'une polémique contre un concrétisme toujours condamnable où au nom des besoins impérieux de la propagande, comme des concessions au révisionnisme,

Cette confusion persiste malgré la condition posée à l'emploi du mot d'ordre d'égalité. Car si un tel mot d'ordre, pour être saisi, doit se comprendre dans le sens de la suppression des classes alors que la suppression des classes ne présuppose pas la réalisation de l'égalité des classes et n'implique pas, ni comme moyen ni comme but, la réalisation de l'égalité des hommes au sein même de la société sans classes, c'est qu'il est pour le moins inadapté à la réalité qu'il est sensé décrire - la reformation de la Gemeinwesen et son épanouissement en dehors et contre toute démocratie, en négation de l'individu et des classes - et que, par conséquent, il vaut mieux y renoncer et le désigner même comme un intrus dans notre construction doctrinale pour l'évacuer de toutes les formulations théoriques et le laisser utiliser à qui de droit, à la bourgeoisie et à ses vassaux. Se faisant, on en finit avec l'équivoque inhérente à l'utilisation du terme "égalité" pour des fins qui ne sont pas les siennes, c'est-à-dire pour la description d'une réalité en devenir qui tire sa poésie de l'avenir, d'une société qui ne connaît que l'espèce réunifiée : l'Être humain.

Rappelons la mise au point d'Engels, dans la lettre à Bebel du 28 Mars 1875, elle est tout à fait claire à ce sujet :

"Se présenter la société socialiste comme le royaume de l'égalité est une conception française trop étroite et qui s'appuie sur la vieille devise : Liberté, Egalité, Fraternité, conception qui, en ses temps et lieu, a eu sa raison d'être parce qu'elle correspondait à une phase d'évolution, mais qui comme toutes les conceptions trop étroites des écoles socialistes qui nous ont précédés, devrait à présent être dépassée, puisqu'elle ne crée que la confusion dans les esprits et puisqu'elle a été remplacée par des conceptions très précises et répondant mieux aux réalités".

Le Communisme se présente dans ses affirmations de principe comme une négation de cette garante de l'exploitation du prolétariat par le capital, l'égalité. Réalisée par le capitalisme elle y trouve toutes les présuppositions, les conditions, les déterminations, pour se développer en tous sens (y compris comme mystification) ; le Communisme se présente donc, comme un refus caractérisé de tout transfert des principes bourgeois non seulement, évidemment, à la société communiste achevée mais encore aux stades qui y conduisent.

La présentation par "L'Etat et la révolution" du principe "de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins" doit donc être explicitement déclarée caduque, en ce sens qu'une telle présentation ramène la périodisation classique du Communisme à une périodisation du développement et des transformations d'une démocratie nouvelle, borne l'horizon du Communisme à la perspective réductrice d'une réalisation différente, supérieure, complète, achevée, d'un principe caractéristique des temps bourgeois, et qu'elle est donc impuissante à caractériser le mode d'être humain, le Communisme.

Il est aisé de concevoir que, tant que la révolution russe avait besoin du développement des forces productives et d'un partage de l'avoir dans le cadre du développement progressiste du capital, de son contrôle, et non encore de la destruction du rapport de production salarié, l'Etat de dictature du prolétariat, avait aussi besoin de promouvoir un certain type de démocratie, une démocratie dont le prolétariat et son allié provisoire, la paysannerie pauvre, devaient tirer tout le bénéfice au profit de la révolution sociale

Dans nos textes classiques nous avons distingué cet Etat de dictature des autres Etats de classe en précisant qu'il s'agit d'un Etat de transition. Ce ne fut jamais pour dissimuler son importance, nous justifier, aux yeux de l'opinion publique dont nous n'avons que faire, d'avoir à revendiquer un Etat de coercition et de contrainte, ou pour minimiser la durée de la période historique où il sera nécessaire pour calmer celui qui ne veut pas accepter le critère de la dictature. L'Etat prolétarien de la révolution purement prolétarienne ne dépérira pas parce qu'il "ne faut au prolétariat qu'un Etat en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre, et ne puisse pas ne point s'éteindre" (Lénine), ce qui lui conférerait le caractère d'un "demi-Etat", mais bien plutôt parce qu'il sera l'organique et centralisée mise en oeuvre d'un système de mesures qui prennent leur sens avec les effets destructeurs des rapports capitalistes de production qu'elles permettent d'obtenir. Ainsi c'est bien l'épanouissement historique du totalitarisme de cet Etat, c'est-à-dire la continuité d'application de son programme de destruction des classes et de libération du Communisme qui conditionne, avec l'épuisement de celui-ci, son entrée en sommeil. Disons en passant, encore une fois, que l'on en finira pas avec le Système, sans s'attaquer à ceux des hommes qui ne se résigneront pas à s'arracher à ce monde condamné, comme le voudraient les serviles et miséricordieux humanistes. Pas une parcelle d'utopie dans notre affirmation révolutionnaire!

"Etant donnée une forme sociale aussi décatie que le capitalisme actuel, on peut présumer que l'Etat qui en débarrassera la société devra être particulièrement pesant. Même si l'on prouve que quelques militants du parti devront s'y employer, et même s'y sacrifier, pour devenir subjectivement impitoyables et féroces, ce ne serait pas là une raison historique pour reculer dans l'unique voie de la révolution" (Plaidoyer pour Staline.1956).

Comme on le voit il n'est pas possible de déclarer que l'Etat prolétarien commence à s'éteindre dès qu'il est constitué sans laisser à penser que sa constitution est essentielle pour un tel devenir, sans laisser courir l'idée fautive que cette extinction est immanente à cette constitution qui fait de lui un "demi-Etat", sans laisser entendre que cette extinction est inhérente à la valeur intrinsèque des "institutions", démocratiques à la manière prolétarienne, de ce "demi-Etat". La formule de "demi-Etat" doit donc être rejetée, avec celle de "démocratie prolétarienne" avec laquelle elle fait corps, pour que puisse apparaître dans toute sa profondeur historique le procès dialectique de cette mise en oeuvre des mesures périodisées et planifiées par le Programme communiste et de ses effets en retour sur le sujet et l'organe de cette action révolutionnaire, l'Etat de transition lui-même.

3.13. Sous le couvert d'une terminologie impropre s'agissant de décrire la transition du socialisme au Communisme, on introduit une confusion théorique aux conséquences funestes si l'on affirme que la réalisation du principe qui caractérise le Communisme "de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins" n'est autre que l'accession à une "égalité réelle" en opposition à une "égalité formelle", à une "égalité véritable" en opposition à une "égalité mensongère" telles qu'elles seraient en vigueur dans la société bourgeoise. On entretient également une confusion grave lorsque pour commenter ce même principe on signale qu'il est la réalisation, dans le Communisme supérieur, de l'"égalité réelle" en dépassement d'une "égalité formelle" telle que devrait la connaître le Communisme inférieur ou socialisme.

sauvageries, des absurdités, des ignominies sans nombre de l'exploitation capitaliste, les hommes s'habitueront graduellement à respecter les règles élémentaires de la vie en société connues depuis des siècles, rebattues durant des millénaires dans toutes les prescriptions morales, à les respecter sans violence, sans contrainte, sans soumission, sans cet appareil spécial de coercition qui a nom l'Etat."

Enfin, ce parallèle établi par Lénine produit dialectiquement une indétermination des plus préjudiciables : celle qui pèse en tout état de cause sur la désignation de la phase historique caractérisée précisément par le fait que l'Etat n'y existe plus comme tel ; en d'autres termes, tandis que certaines formulations de Lénine rétablissent la conception classique du Communisme (le Communisme est une société sans Etat), d'autres laissent à penser que l'Etat serait encore présent dans le Socialisme supérieur ou Communisme, puisque aussi bien le processus de son extinction y serait, encore, en cours :

"Aussi n'avons-nous le droit de parler que de l'extinction inévitable de l'Etat, en soulignant la durée de ce processus, sa dépendance de la rapidité avec laquelle se développera la phase supérieure du Communisme, et en laissant complètement en suspend la question des délais ou des formes concrètes de cette extinction. Car les données qui nous permettraient de trancher de tels problèmes n'existent pas." (soul. par nous)

De ce que la démocratie soit aussi un Etat il n'en résulte pas mécaniquement que tout Etat doive être une démocratie. Il n'en résulte pas non plus que l'Etat prolétarien doive en toutes circonstances être une démocratie prolétarienne. La dictature purement prolétarienne devra détruire toute démocratie ; dans de telles circonstances historiques l'"extinction", le "dépérissement", et l'"entrée en sommeil", ne pourront caractériser que ce procès progressif et solidaire de l'accomplissement des fonctions de destruction des classes, la transformation de l'Etat prolétarien d'organe de domination de classe en centre d'administration des choses. Le dépérissement de l'Etat est donc inséparable de la destruction de toute démocratie si bien que la disparition de la démocratie dans toutes ses déterminations est une condition de l'extinction de l'Etat.

3.12. Nous avons aussi dans le même esprit lancé l'anathème contre la formule de "demi-Etat" qui est indissociable de la revendication de la démocratie prolétarienne et donc aussi du glissement de sens que nous stigmatisions plus avant.

"Engels parle ici de "suppression", par la révolution prolétarienne de l'Etat de la bourgeoisie, tandis que ce qu'il dit de l'"extinction" se rapporte à ce qui subsiste de l'Etat prolétarien, après la révolution socialiste. L'Etat bourgeois, selon Engels, ne "s'éteint" pas ; il est "supprimé" par le prolétariat au cours de la révolution. C'est qui s'éteint après cette révolution, c'est l'Etat prolétarien, autrement dit un demi-Etat" (idem).

Cette formule coexiste mal avec l'indispensable affirmation du totalitarisme communiste, même s'il est vrai que du fait de la nécessaire et transitoire alliance de classe dans la révolution impure, un tel totalitarisme ne pouvait et ne devait encore s'exercer dans toutes les directions.

démocratie prolétarienne devait s'éteindre avec l'Etat prolétarien, où même dans certaines formulations plus douteuses encore, après la disparition de celui-ci ? Car, au contraire, la démocratie prolétarienne, dans tous les sens qu'elle recouvrait, devait s'épuiser, certes, mais conséquemment à l'instauration en Europe de la dictature du prolétariat et au commencement de l'oeuvre de destruction directe et systématique des rapports de production capitalistes, concurremment à l'accession du prolétariat russe à la dictature purement prolétarienne par son insertion dans le procès constitutif de l'Etat mondial du prolétariat. Cette accession était inséparable de la victoire de ses plus sûrs alliés d'Occident dans la guerre civile et des conséquences de la mondialisation de la révolution, de la multiplication des forces de classe et de la puissance de destruction qui devaient en résulter, de l'afflux des forces productives qui devait enfin advenir, accélérant de façon déterminante le cours historique et abrégeant considérablement la phase d'économie capitaliste, sous contrôle prolétarien, en Russie.

A fortiori, lorsque la revendication de la périodisation de la démocratie prolétarienne s'émancipe des limites historiques de la double révolution et dépasse les bornes du champ d'investigation théorique que nécessite la direction d'une telle révolution, lorsque l'on généralise donc une telle périodisation sans différenciation des aires géo-historiques et donc sans distinction des conditions historiques et des rapports de classe qui en résultent, sans désignation des bouleversements consécutifs à la réalisation de la prévision, c'est que l'on introduit de graves confusions théoriques dans le corps de doctrine, et que l'on ouvre dans notre affirmation programmatique au dépend de la description scientifique des voies qui conduisent au Communisme, des brèches où peut pénétrer le révisionnisme.

En outre, dans certaines affirmations incertaines de "L'Etat et la révolution", que l'on ne saurait passer sous silence, l'Etat semble même dépérir avant la réalisation complète de cette démocratie qui durant la transition du capitalisme au Communisme a subi la "modification" révolutionnaire par laquelle elle fut mise au service de "l'immense majorité du peuple". Cette démocratie se voit ainsi pleinement réalisée dans le Communisme, après l'extinction de l'Etat, avant de "s'éteindre" à son tour du fait de cette réalisation "sans aucune exception". En ce sens, la démocratie nouvelle devrait se survivre à l'Etat prolétarien dans le Communisme avant de "devenir superflue" du fait de sa réalisation réellement complète et donc de ne plus être. Mais c'est précisément ce "non être" démocratique qui ne peut se dégager de la démonstration de l'augmentation de la grandeur démocratique ici postérieure à la disparition de l'Etat, démonstration qui n'approfondit réellement pas la description du Communisme, conformément à la volonté de Lénine, mais la voile.

"C'est seulement dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes est définitivement brisée, que les capitalistes ont disparu et qu'il n'y a plus de classes (c'est à dire plus de distinctions entre les membres de la société quant à leurs rapports avec les moyens sociaux de production), c'est alors seulement que "l'Etat cesse d'exister et qu'"il devient possible de parler de liberté". Alors seulement (ici c'est nous qui soulignons et non Lénine) deviendra possible et sera appliquée une démocratie vraiment complète, vraiment sans aucune exception. Alors seulement (souligné par nous également) la démocratie commencera à s'éteindre pour cette simple raison que, délivrés de l'esclavage capitaliste, des horreurs, des

vivait dans la perspective de l'abandon, à la faveur du renversement du rapport de force capital prolétariat à l'échelle mondiale, de toutes ces formes contingentes exiguës adaptées aux tâches encore limitées du moment. La future révolution n'en appellera pas au Droit, elle ne revêtira pas la redingote étriquée d'une constitution, l'ère des révolutions partielles et des derniers gestes romantiques est terminée. Le prolétariat n'écrira pas un nouveau livre de la Loi, ses mains n'ont pas été formées pour tenir la plume, mais pour serrer le cou de la misère, sa bouche n'a pas été formée pour faire avec des ronds de lèvres des beaux mots sur la Justice et la Fraternité, mais pour crier "vengeance des frères de classe" et hurler "mort au profit et aux profiteurs", son cerveau n'a pas été travaillé pour ratiociner petitement sur les réformes de ce monde et la gestion de ses horreurs, mais pour guider le bras radical de la révolution qui arrachera les racines de l'exploitation. Il en sera ainsi parce qu'il n'a pas subi une injustice particulière mais l'infâme injustice absolue de la misère : le travail salarié.

3.11. Le parallèle de Lénine, l'Etat prolétarien s'éteindra, l'Etat prolétarien étant aussi une démocratie, cette démocratie s'éteindra donc avec l'extinction de l'Etat, doit être confronté à la prévision et soumis à la critique.

"Cette "extinction" ou même, pour employer une expression imagée et plus saillante, cette "entrée en sommeil", Engels la rapporte sans ambiguïté possible à l'époque consécutive à la prise de possession des moyens de production par l'Etat au nom de toute la société, c'est-à-dire consécutive à la révolution socialiste. Nous savons tous qu'à ce moment-là la forme de l'"Etat" est la démocratie la plus complète. Mais il ne vient à l'esprit d'aucun des opportunistes qui dénaturent sans vergogne le marxisme qu'il s'agit en ce cas, chez Engels, de l'"entrée en sommeil" et de "l'extinction" de la démocratie. Cela paraît fort étrange à première vue. Pourtant, ce n'est "intelligible" pour quiconque n'a pas réfléchi à ce fait que la démocratie, c'est aussi un Etat et que, par conséquent, lorsque l'Etat aura disparu, la démocratie disparaîtra également. Seule la révolution peut "supprimer" l'Etat bourgeois. L'Etat en général, c'est-à-dire la démocratie la plus complète, ne peut que "s'éteindre" (L'Etat et la révolution, souligné par Lénine).

Lorsque la périodisation du devenir de l'Etat prolétarien se solidarise de celle de la réalisation complète et de l'extinction de la démocratie, c'est que nous pourrions être, à la limite, sur le terrain de la description de la révolution double ; en tout état de cause, cela devrait pour le moins être annoncé. Dans ce cas, que nous admettons pour les besoins de notre critique, il eut fallu préciser dans quelles conditions la "démocratie prolétarienne" serait à son tour un mot d'ordre dépassé, de telle manière qu'il soit explicitement signalé que le prolétariat devrait se défaire, avec l'extension de la révolution à l'Europe relayant et dépassant la révolution russe en la reléguant à l'arrière plan, de cette démocratie "de classe", pour revêtir les habits neufs de la dictature purement prolétarienne. Mais, si telle était la prévision, et telle était la prévision, la démocratie prolétarienne ne pouvait s'éteindre parallèlement à la dictature du prolétariat (et encore moins se survivre à l'Etat prolétarien), car celle-ci devait devenir purement prolétarienne dans son contenu comme dans sa forme pour exercer son totalitarisme dans toutes les directions prévues par le Programme communiste intégral. Dès lors, une question se pose : pouvait-on déclarer que la

d'une révolution impure, un tel mot d'ordre était solidaire de la liquidation des bavardages Lassaliens du programme de Gotha :

"L'Etat n'étant qu'une institution transitoire, dont on se sert dans la lutte durant la révolution pour réprimer de force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler de "libre Etat populaire". En effet si le prolétariat a besoin d'Etat, ce n'est point pour instaurer la liberté, mais pour réprimer ses adversaires, et sitôt qu'il pourra être question de liberté, l'Etat aura cessé d'exister en tant que tel. En conséquence, nous proposerions de mettre partout à la place du mot "Etat" le mot "communauté" (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand répondant fort bien au mot français "Commune". Lettre à Bebel Londres, 18/28 Mars 1875.

3.10. La démocratie en général ne peut résoudre l'énigme de l'histoire; elle est, tout au plus l'énigme résolue des constitutions qui présupposent l'existence et la conciliation des classes sociales, et définissent les moyens légaux de la coercition des tentatives de remise en cause des rapports d'exploitation qu'elle mystifie, dissimule, et éternise. La démocratie prolétarienne ne peut résoudre l'énigme de l'histoire ; elle est, tout au plus, dans ses limites historiques, celles de la Russie arriérée, l'énigme résolue de la "constitution" de la "République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie" qui présuppose, l'alliance historique transitoire - pour réaliser le passage au socialisme - du prolétariat et de la paysannerie pauvre. L'énigme résolue de l'histoire c'est le Communisme.

"Les communistes n'ont pas de constitutions codifiées à proposer. Ils ont un monde de mensonges et de constitutions cristallisées dans le droit et dans la force de la classe dominante à abattre. Ils savent que seul un appareil révolutionnaire et totalitaire de force et de pouvoir, sans exclusion d'aucun moyen, pourra empêcher que les infâmes résidus d'une époque de barbarie ressurgissent et qu'affamé de vengeance et de servitude, le monstre du privilège social relève la tête, lançant pour la millième fois le cri menteur de Liberté!" (Dictature prolétarienne et parti de classe, 1951).

La révolution d'Octobre fut la dernière révolution socialiste qui dut revêtir une forme typique des révolutions partielles du passé, la forme constitutionnelle. Historiquement née de l'opposition farouche et violente à la misère et à la guerre que consacre et pérennise la "Déclaration des droit de l'homme et du citoyen", mais du brûlant besoin de la propagande contre la vilénie, la honte, des infectes et haïssables valeurs démocratiques bourgeoises, et leur sacramentelle élévation au rang de principes intemporels et universels, l'existence même d'une "Déclaration des Droits du peuple travailleur et exploité" et l'intégration de cette "Déclararation" solennelle à la Constitution de la "République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie" suffiraient à caractériser "impure" la révolution d'Octobre. Cette enveloppe constitutionnelle recouvrait très imparfaitement - habit trop étroit d'un autre temps aux gestes courts non taillé sur mesure pour le grand corps du prolétariat révolutionnaire - la réalité d'une révolution qui, si elle ne pouvait immédiatement, dans son isolement, porter directement atteinte aux bases matérielles du capital, et se devait de promouvoir une démocratie d'un type nouveau pour défendre les intérêts du "peuple travailleur et exploité" en contrôlant son développement inéluctable et en encadrant le développement des forces productives - "escorter l'arme au poing le capitalisme criminel"-

la substance révolutionnaire, saisir dans toute sa profondeur l'enseignement codifié par Engels, le défendre et l'illustrer durablement. La raison est double, les dégâts occasionnés au Marxisme par la révision social-démocrate sont immenses, la situation Russe et les besoins de la lutte sur plusieurs fronts tend à imposer "localement" des limites à la plus complète des restaurations programmatiques, alors que le prolétariat Européen dérouté par le révisionnisme et mortifié dans sa chair par sa participation à la guerre impérialiste relève difficilement la tête.

A la lumière d'une telle démonstration des insuffisances de l'"Etat et la révolution", l'appréciation de la Gauche communiste d'Italie qui met en avant qu'"après Lenine une telle question n'a plus besoin de clarification théorique" (cf. thèses de Naples), manque singulièrement de sens critique. Nous y voyons une certaine allégeance à Lenine, bien naturelle compte tenu de la priorité théorique de la restauration doctrinale du marxisme mais que nous avons dépassée depuis en approfondissant la rupture avec toute formulation incomplète de la négation de la démocratie, alors que notre travail théorique gravite autour du soleil de la reformation future du Parti Communiste Mondial et de l'exercice de son activité étatique : la dictature du prolétariat. Mais, que ce qu'explicitement nous ajoutons à l'appréciation de La Gauche pour achever son oeuvre politique de délimitation d'avec les insuffisances du passé, soit absolument clair et ne prête pas à de malveillantes interprétations! Voulons nous affirmer qu'il y avait réellement contradiction entre Marx et Engels ? Ce serait, en nous abaissant au niveau du social démocratisme le plus vil, faire oeuvre de déconstruction, car il n'y a pas effectivement la moindre contradiction. Cependant, selon nous, Lenine ici demeure, dans la riposte au révisionnisme - l'esprit et le but d'une telle riposte étant rigoureusement identique à celui de La Gauche et au notre : la restauration dans son invariance du programme communiste original - sur le terrain de l'adversaire. En effet, que reste-t'il au bout de sa démonstration, alors même que Lenine aurait voulu, comme l'annonce un titre de chapitre, souligner le "dépassement par Engels de la démocratie" et se hisser à la hauteur d'une négation du principe de la démocratie, mais qu'il n'y parvient pas encore totalement et avec le même radicalisme que la Gauche Communiste d'Italie ? L'Etat prolétarien n'est pas un Etat au sens propre parce qu'il réalise la démocratie la plus complète!

"La démocratie, réalisée aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le rêver est devenue prolétarienne, de bougeoise qu'elle était ; l'Etat, cette force destinée à opprimer une classe s'est transformé en quelque chose qui n'est plus proprement l'Etat".

Lénine,  
"L'Etat et la révolution".

La confusion, dans l'argumentation et dans la terminologie, si ce n'est dans le but, persiste, alors même qu'expressément l'on indique qu'une telle démocratie (prolétarienne), du fait de sa complétude, n'est plus ce qu'est une démocratie non complète (bourgeoise), car la négation négative de la démocratie bourgeoise, nécessaire mais non suffisante, n'en finit pas positivement avec la confusion.

Nous comprenons donc, comme la Gauche communiste d'Italie, mais sans voiler à notre tour une explicite démonstration de l'insuffisance de Lénine et sans escamoter la revendication du dépassement réalisé depuis, le mot d'ordre de l'"Etat commune" codifié par Engels sans à aucun moment lui coller une signification à nuance démocratique. Aux origines, et non ramené, pour les besoins immédiats de la lutte, aux circonstances historiques particulières

Gauche communiste d'Italie en ce sens, a déjà fourni une contribution capitale, parce qu'exempte de toute connotation démocratique et rigoureusement sans inclination, révérences, ou genu flexion devant la Sacro Sainte "démocratie directe", mais riche en précision quant à la définition des agents, des formes, et du but d'une telle participation qui ne saurait s'inspirer d'autre chose que de la connaissance d'une répartition originale des charges sociales et tendre à un autre but que la mise en oeuvre d'un plan de vie pour l'espèce humaine :

"Les membres travailleurs de la société se regrouperont en organismes locaux et territoriaux en fonction de leur domicile et, dans certains cas, des déplacements que leur imposera leur participation à la machine productive en pleine transformation. C'est par leur action ininterrompue et continue que la participation de tous les éléments sociaux actifs aux rouages de l'appareil d'Etat, et donc à la gestion et à l'exercice du pouvoir de classe sera assurée". (Dictature prolétarienne et parti de classe 1951).

Ce jalon étant posé n'anticipons pas davantage sur notre prochaine contribution, revenons à "L'Etat et la révolution".

- 3.9. "Plus la démocratie est complète, et plus proche est le moment où elle deviendra surperflue. Plus démocratique est l'Etat constitué par les ouvriers armés et qui n'est déjà plus un Etat "au sens propre", et plus vite commence à s'éteindre tout Etat".

Dans cet autre passage de "L'Etat et la Révolution", nous ne pouvons manquer de souligner le glissement de sens qu'induit l'assimilation du contenu de la formulation "un Etat qui n'est déjà plus un Etat au sens propre" avec un celui d'un Etat prolétarien qui doit connaître la plus complète des démocraties, comprise comme participation de la grande majorité et du plus grand nombre. Ce n'était pas le sens donné par Engels à une telle formule. Pour Engels, il n'est plus un Etat au sens propre, en ce sens qu'il n'est plus un organe parlementaire, mais un corps agissant exécutif, législatif, et judiciaire à la fois ; "à la fois", signifiant la réalisation d'une fusion des fonctions qui ne conserve pas en les renouvelant le caractère démocratique qu'elles renfermaient, mais qui permet l'accession, ou plutôt la réappropriation, d'un mode d'être supérieur qui ne connaît pas la division du travail de gouvernement, et qui supprime sans les réaliser les trois expressions et formes typiques du gouvernement démocratique de la société de classe. Lénine qui par ailleurs a su défendre et mettre en valeur un tel article invariant du Programme communiste, ce qui nous fait dire là encore que l'affaiblissement n'est que relatif en regard de l'ensemble de l'oeuvre, entretient ici néanmoins l'équivoque en ramenant la définition de l'Etat Commune aux exigences circonstanciées et passagères de la révolution impure. Ce glissement de sens par rapport à la définition originale, qui n'est bien évidemment pas sans rapport avec la perspective de réalisation en passant des tâches de la révolution démocratique bourgeoise par la dictature du prolétariat, est, pourtant, d'autant plus fragilisant que l'on affirme décrire la forme typique de toute dictature du prolétariat, et que, face au Communisme et pour le détruire, le révisionisme tentait de mettre un coin à chaque articulation dialectique de notre machine doctrinale, et ici, entre l'affirmation de Marx et celle d'Engels, pour tenter de faire éclater une soit disant contradiction entre l'"étatiste" Marx et le "démocrate" Engels. Tout se passe comme si Lénine, dans les circonstances d'alors, ne pouvait tirer toute

réappropriation en acte de l'être social, l'être humain. Cette perspective grandiose est contenue dans la situation matérielle que la société capitaliste fait au prolétariat, classe désormais minoritaire du fait de l'accession du capital à sa domination réelle mais qui concentre dans son programme historique l'avenir de l'humanité. La communauté dont le prolétariat est intolérablement séparé et isolé, alors qu'il touche ici et maintenant, avec le triomphe du capital, le fond du dénuement social, par sa participation à la démocratie sociale qui se l'est soumise, n'est pas une communauté politique. C'est la vie même, la communauté sociale, qu'il devra conformément à ses intérêts historiques se réapproprier par la lutte, en abattant violemment le capital et le monde infâme de servitude et de misère qu'il enfante journellement.

Ainsi, nous affirmons que ce qui est vrai du "parti de masse" est vrai de l'"Etat de masse". La conquête des larges masses par le travail systématisé planifié et organisé de leur conversion en énergie révolutionnaire est indubitablement un principe communiste. Cependant l'encadrement du plus grand nombre et la participation aux rouages du pouvoir n'est pas une fin en soi pour nous qui n'avons pas à répondre aux canons d'une constitution quelconque mais aux canons de l'ennemi de classe ; notre définition de l'Etat de classe est dynamique et non statique, dialectique et non statistique, fonctionnelle et non formelle, qualitative et non quantitative. Nous voulons un appareil gouvernemental compact et puissant et non engorgé et pléthorique. Pour ne pas conduire à l'affaiblissement des fonctions dictatoriales, élevées contre tout opportunisme et dressées contre toute influence dissolvante, la tactique étatique du parti communiste d'intégration des larges masses à l'appareil d'Etat présuppose, la définition impénétrable des conditions de cette participation, la formulation incontournable des normes de l'absorption des forces nouvelles, la mise en oeuvre d'une sélection rigoureuse des moyens de cette intégration dans le centralisme organique sans faille du "corps spécial" de l'Etat. C'est bien spécifier que le mouvement par lequel le prolétaire encore "passif" devient "actif" et "participe" à la lutte contre le capital et contribue à l'émergence du Communisme, n'est pas une banale et aliénante intégration à une communauté qui additionne et agrège sans unifier, une communauté politique telle qu'on su les promouvoir les révolutions partielles du passé. La communauté à laquelle, mue par l'irrésistible besoin du Communisme, il s'intègre ne le transforme pas en "sujet" qui "prend part", car, précisément, elle le nie, pour sa plus grande joie, en tant qu'"individu", misérable et impuissante monade isolée, et cette négation est en même temps, sans mystère, dialectiquement, réintégration de la dimension humaine : l'espèce humaine en devenir s'affranchissant par le combat politique de toute communauté politique. Que cette réintégration, où se manifeste l'âme sociale de la révolution, ne soit pas immédiate, comme le voudrait l'utopie, mais médiante, le Parti Communiste Mondial et son organisation étatique, ne change rien quand au fond : la révolution communiste est une révolution politique à âme sociale.

Si la formulation du principe même de la conquête des larges masses et de leur intégration aux rouages de l'appareil d'Etat, devait encore, dans la systématisation théorique de la question de l'Etat que nous projetons et dans laquelle, corps et âmes, nous nous sommes déjà engagés, contenir le terme de "participation", dont nous connaissons cependant les faiblesses puisque s'il est, dans la grande vision de Lenine, inséparable de cette négation de la démocratie entre les classes ou au dessus des classes, il est aussi étroitement solidaire de la perspective de la réalisation de la démocratie à l'intérieur de la classe prolétarienne, nous éviterons par contre absolument de laisser à penser que "tous" peut signifier "peuple" et s'accorder à "population". La

"dictature démocratique des ouvriers et des paysans" sous la forme du pouvoir des soviets, réalisation qui devra entraîner sa suppression en tant que vieille expression de la tactique dépassée du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise, et permettre l'accession des masses laborieuses (ouvrières et paysannes) au travail de gouvernement, il est totalement impuissant à décrire, dans toutes ses déterminations et expressions, le mode d'être supérieur de la dictature du prolétariat - comme la tactique étatique et l'organisation qui lui correspondent - dans les conditions de la révolution purement prolétarienne qui exclut toute alliance de classe, ouvriers / paysans mais aussi toute forme de démocratie interne à la classe ouvrière.

Le Communisme, question d'être et non d'avoir ou de faire, ne peut souffrir d'être enfermé dans des comparaisons quantitatives mesurées à l'aune "bourgeois" de la participation du plus grand nombre à la vie "publique", à la "gestion" de l'Etat. Découlant des principes et de l'intelligence du devenir historique de l'Etat prolétarien, cette volonté et cette capacité d'intégrer à son organisation une quantité toujours plus grande d'énergie sociale, ne sont pas, pour autant, pris en eux mêmes, des caractères originaux et donc distinctifs de l'Etat prolétarien. Sur la base matérielle de l'accession du capitalisme à sa domination réelle, sur le fondement politique et social de la destruction du prolétariat révolutionnaire et ainsi de la disparition transitoire de la lutte de classe et du triomphe de la communauté matérielle démocratique du capital, dans les périodes de paix sociale où le capitalisme prospère pour la plus grande misère et les plus grands profits, l'Etat bourgeois intègre aussi à ses rouages, un nombre toujours croissant d'individus, domestiques des volontés d'un Capital qui à ce stade médiatise tous les rapports entre les hommes et tend à nier les classes sociales. Il réalise ainsi de façon totale - en vivant de la révolution prolétarienne momentanément battue - la mystification démocratique. L'Etat bourgeois, en se dépouillant alors de sa fonction politique de telle sorte qu'il n'apparaisse pas comme un Etat de classe, et en accomplissant une fonction économique qui est aussi une condition de sa conservation, favorise et stimule, comme condition de sa survie, la participation directe ou indirecte de tous à la gestion du capital, la démocratie politique n'a plus de raison d'être, la démocratie sociale s'épanouit dans l'intérêt suprême de la valorisation continue de la valeur. C'est ainsi que le capitalisme s'est soumis l'Etat, qu'il s'en est emparé en tant qu'il est la communauté aliénée des hommes, la tentative de conciliation des antagonismes de classes. Que la généralisation par le capital lui-même du mot d'ordre de la "participation de tous" soit au fond la généralisation du despotisme de l'entreprise et qu'ainsi la démocratie totalitaire accomplisse le totalitarisme fasciste, ne peut que nous inciter à en finir avec toute exposition incomplète du Communisme, incomplète, parce que faisant prévaloir la question d'organisation, et de forme, sur la question essentielle de programme et de contenu. C'est pourquoi la dictature du prolétariat doit avant toute chose être distinguée par son but, elle n'aura pas le privilège et la distinction de "la participation de tous" et de "l'organisation de cette participation". Ce sera la révolution d'un parti, omniprésent et omnipotent, développant selon le Programme communiste son activité étatique au moyen de ses organes dans lesquels se fondront, à la chaleur de la grande conflagration sociale qui marquera, avec la fin des classes sociales, la fin de la préhistoire de l'humanité, toutes les énergies révolutionnaires du prolétariat se réappropriant l'Etre humain, le Communisme. Le prolétariat constitué en Parti Communiste Mondial s'élèvera par l'activité de destruction et de transformation de la société, non à la "vie publique" mais à l'exercice d'un pouvoir d'Etat qui est par origine nature et fonction dissolution de l'antagonisme vie privée / vie publique parce qu'il est

propre déficience, il réintroduit dialectiquement, implicitement si ce n'est formellement, le référentiel, tant décrié par ailleurs, de la démocratie "pure".

"La démocratie prolétarienne s'abat sur les exploités, sur la bourgeoisie ; c'est pourquoi elle n'est pas hypocrite ; elle ne leur promet ni la liberté, ni la démocratie ; mais, aux travailleurs, elle donne la véritable démocratie." (Ibid.)

3.7. Sur un autre plan, le Communisme finit aussi par être ramené à un "degré" supérieur de démocratisation, et la gradualité escamote le saut qualitatif, quand au lieu d'être présenté pour ce qu'il est, l'affirmation et l'épanouissement de l'Être humain affranchi de l'exploitation capitaliste, il devient, comme dans le passage suivant, de façon par trop réductrice une question de "participation de tous", et que la description du mouvement qui y conduit s'égaré sous couvert de la formulation d'un principe, dans une question d'organisation, par et au sein de l'Etat, de la progression graduelle de cette "participation de tous". Dans cette vision le dépérissement de l'Etat devrait résulter à son tour de cette progression graduelle qui finirait, en elle-même, par rendre impossible la survivance du capitalisme.

"La démocratie est une forme de l'Etat, une de ses variétés. Elle est donc, comme tout Etat, l'application organisée, systématique, de la contrainte aux hommes. Ceci, d'une part. Mais, d'autre part, elle signifie la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'Etat et de l'administrer. Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie, tout d'abord, unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anti-capitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre, la machine d'Etat bourgeoise, fût-elle bourgeoise républicaine, l'armée permanente, la police, la bureaucratie, et de les remplacer par une machine d'Etat plus démocratique, mais qui n'en reste pas moins une machine d'Etat, sous la forme des masses ouvrières armées, puis, progressivement, du peuple entier participant à la milice. Ici, "la quantité se change en qualité": parvenu à ce degré le démocratisation sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme. Si tous participent réellement à la gestion de l'Etat, le capitalisme ne peut plus se maintenir." Lénine, "L'Etat et la révolution" souligné par l'auteur.

Dans la présente formulation du principe même de la conquête des larges masses par l'Etat prolétarien, la participation de tous à la gestion de l'Etat, se lit toute la force et toute l'ambiguïté de "L'Etat et la révolution" où Lénine est sur la voie, mais encore bien en dessous, des sommets théoriques de la restauration programmatique qui seront atteints avec le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, et qui relativiseront considérablement les faiblesses initiales en poursuivant l'élévation des barrières doctrinales et en travaillant à la culture de l'antidote au poison de la démocratie qui intoxique la révolution.

En effet, alors qu'un tel mot d'ordre satisfait pleinement à la description d'un Etat prolétarien qui ne sera pas encore purement communiste et qui-sévissant contre les derniers vestiges de l'autocratie et contre les propriétaires fonciers dans les conditions de la double révolution - accèdera à la dictature du prolétariat en passant par la réalisation transitoire de la

principe de la soumission de la minorité à la majorité ne serait pas respecté" (L'Etat et la révolution).

Cette impuissance demeure alors que l'on propose par ailleurs rien moins qu'une utilisation partielle et conditionnelle du suffrage universel avant sa suppression, (dispersion de l'Assemblée Constituante) affirmant l'impossibilité de la conquête des parlements bourgeois, la nécessité d'exclure du vote toute une fraction de la population composée des exploités déçus et des défenseurs de l'ordre renversé, une fois le pouvoir politique arraché à la bourgeoisie et instaurée la domination de classe ouvrière ; et enfin, l'inégalité (contraire au principe de la démocratie "pure") du poids politique des classes ouvrières et paysannes dans les Soviets, en faveur du prolétariat: chaque voix ouvrière ayant autant de poids que plusieurs voix paysannes. Tous les efforts pour atteindre à la définition qualitative du mode d'être de l'Etat prolétarien, comme les affirmations qui en résultent selon lesquelles, la démocratie la plus complète (prolétarienne) n'est pas qualitativement ce qu'est une démocratie non complète (bourgeoise), sont escamotés par les sujétions quantitatives qui émanent inévitablement de cette affirmation particulière de la démocratie.

Puisqu'en passant nous faisons référence à la Constitution Soviétique, il nous faut souligner, le lecteur nous pardonnera de nous éloigner un instant de l'"Etat et la révolution", l'irrésolution qui émane de certaines formules de la "Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky" où Lénine commente une telle Constitution. Cette irrésolution doit être signalé, car elle fait courir des doutes quant à la suppression du droit de vote pour la bourgeoisie dans d'autres circonstances historiques que les circonstances russes où une telle mesure se justifiait du fait de l'offensive contre-révolutionnaire de la bourgeoisie (des cadets aux socialistes-révolutionnaires de droite, de Milioukov à Kérénsky) au sein des Soviets et contre les Soviets, offensive qui culmine dans le coup de force de Kornilov :

"Comme je l'ai déjà indiqué, le fait de priver la bourgeoisie des droits électoraux n'est pas un indice obligatoire et indispensable de la dictature du prolétariat. Même en Russie les bolcheviks qui, longtemps avant octobre, avaient proclamé le mot d'ordre de cette dictature, n'avaient pas parlé d'avance de priver les exploités des droits électoraux. Cet élément intégrant de la dictature s'est fait jour non "d'après le plan" d'un parti; il a surgi de lui-même au cours de la lutte." (Souligné par nous).

Cette indétermination malheureuse a des effets doctrinaux pervers puisqu'une telle mesure qui découle de la nécessaire actualisation des principes intemporels et universels du Communisme contenus dans le Programme et qui est donc planifiable par le parti, devient une simple particularité historique accidentelle de la révolution d'Octobre. L'impréparation du parti à sa mise en oeuvre n'y est pas comprise et théorisée comme un retard de la théorie sur les exigences de la pratique révolutionnaire mais quasiment présentée comme un élément circonstanciel de lutte né empiriquement de circonstances spécifiques. Cette maladresse amoindrit considérablement la puissance explosive de la charge programmatique qui devait faire sauter tout l'arsenal de l'argumentation contre-révolutionnaire du pur démocrate Kautsky, mais qui laisse donc quelques armes à cet ennemi. Indubitablement, pour Lénine, il s'agissait de revendiquer une fois encore, au nom du principe de la dictature du prolétariat, les indispensables "dérogations" à la démocratie parfaite de la démocratie prolétarienne. Cependant, ce mouvement théorique lacunaire a sa

"On veut souvent opposer la démocratie en général qui serait un concept vide à une forme de démocratie qui serait la clef de l'émancipation humaine or qu'est-ce-qu'une donnée dont la particularité est non seulement en contradiction avec son concept général mais doit en être la négation ? En fait théoriser une démocratie particulière (prolétarienne par exemple) revient encore à escamoter le saut qualitatif. En effet, ou cette forme démocratique en question est réellement en contradiction avec le concept général et alors on a vraiment autre chose (pourquoi alors démocratie?), ou elle est compatible avec ce concept et elle ne peut avoir qu'une contradiction d'ordre quantitatif (embrasser un plus grand nombre d'hommes par exemple) et, de ce fait, elle ne sort pas des limites même si elle tend à les repousser."

Effectivement, si nous ramenons certains passages de "l'Etat et la révolution" à l'analyse de la catégorie de "quantité" par Hegel que commente Lénine lui-même dans ses "Cahiers sur la dialectique de Hegel", nous ferons apparaître plus clairement encore qu'ils s'enferment dans le cercle vicieux de l'argumentation gradualiste et en quel sens ils expriment une soumission catégorique de la démocratie prolétarienne à la quantité :

"On se rabat avec tant de facilité sur cette catégorie pour représenter ou pour expliquer la disparition d'une qualité ou de quelque chose, parce que de cette façon la disparition semble s'accomplir devant nos yeux ; en effet la quantité étant déterminée comme limite extérieure, la transformation de la quantité se comprend d'elle même. Mais en réalité cela n'explique rien ; la transformation est essentiellement le passage d'une qualité à une autre, ou plus abstraitement, d'un être en un non être : il y a dans ce processus une autre détermination que la gradualité qui n'est que la diminution ou l'augmentation et le maintien unilatéral de la grandeur..."

3.6. Alors que précisément le but est de l'en distinguer radicalement, et que Lénine est parti, sous la pression et pour y faire face de la déviation Kautskyste, de la prémisse méthodologique de la liquidation de toute référence abstraite à la "démocratie pure", la définition de la démocratie prolétarienne apparaît souvent comme réabsorbée par la démocratie prise "en général", c'est à dire dans son acception commune, ceci, du fait du récurrent recours à des arguments respectueux du critère de majorité et de minorité, et donc de l'incessante référence à des critères quantitatifs sensés différencier totalement la démocratie prolétarienne de la démocratie bourgeoise. La démocratie est de façon générale cette quantité impuissante à devenir qualité. La démocratie prolétarienne se présente fréquemment, dans la description du mouvement vers le Communisme si ce n'est dans la description du but lui-même, comme une définition particulière de démocratie en général dont on ne s'émancipe que partiellement et imparfaitement. Cette définition particulière, reproduit alors de façon particulière, à l'intérieur de la classe prolétarienne et de son Etat, cette impuissance générale de la démocratie à devenir qualité, en ce sens qu'elle pérennise le mécanisme électif et éternise le principe majoritaire qui la régit. Lénine ne déclare-t'il pas :

"Nous n'attendons pas l'avènement d'un ordre social où le

caractérisation de l'Etat de transition et du Communisme par la formule de "démocratie prolétarienne" lorsqu'il affirme que le fait qu'elle soit plus complète qu'une démocratie bourgeoise, ne saurait permettre de la définir quant au fond, positivement et dans sa spécificité ; c'est pourquoi il lance en dernière analyse, et c'est de là que nous sommes partis pour fonder notre critique, que la démocratie la plus complète (prolétarienne) n'est pas qualitativement ce qu'est une démocratie non complète (bourgeoise). Lénine travaille donc aussi, d'une certaine façon, dans une situation particulière et avec une méthode qui se distingue négativement par ses inconvénients et ses faiblesses, de celle que nous avons réaffirmée plus haut, à la réunion des éléments théoriques qui conditionnent le dépassement d'une telle formule, et il nous donne les armes qui permettront de souligner qu'une telle donnée théorique particulière doit être supprimée pour que lui soit substituée une formulation qui satisfasse pleinement non seulement à la liquidation sans ambiguïté du concept général de démocratie, mais surtout et au-delà à une affirmation positive de la dynamique du mouvement vers le Communisme qui exclut tout transfert de la démocratie au sein de la classe et de ses organes, le Parti et l'Etat. L'Etat prolétarien étant l'activité étatique du Parti Communiste Mondial, le fonctionnement de ses organes dérive de l'extension du centralisme organique - principe déduit de la connaissance du Communisme intégral - à l'ensemble des organes et rouages de l'appareil d'Etat.

3.5. A l'attention de celui qui croit pouvoir, sur le plan des principes, nous opposer à Lénine en ayant recours à une sophistique en guise de dialectique, il n'est pas inutile de souligner, comme historiquement nous l'avons fait lorsqu'il s'agissait de substituer au "centralisme démocratique" le "centralisme organique", que c'est donc, quant au fond, avec le concours indispensable de Lénine, que nous liquidons la "démocratie prolétarienne", en précisant, au-delà et comme dépassement de Lénine, que l'on introduit une confusion aux graves conséquences pratiques si l'on déclare, "démocratique", avec une terminologie impropre, la forme politique du nouveau régime instauré par le prolétariat sur les décombres de l'Etat bourgeois, et si le Communisme est énoncé comme réalisation de la démocratie fut-elle qualifiée de "prolétarienne".

"La dictature du prolétariat, période de transition au communisme, établira pour la première fois une démocratie pour le peuple, pour la majorité, parallèlement à la répression nécessaire d'une minorité d'exploiteurs. Seul le communisme est capable de réaliser une démocratie réellement complète; et plus elle sera complète, plus vite elle deviendra superflue et s'éteindra d'elle-même".

Cette confusion perdure même si, en précisant, l'on explique immédiatement comme Lénine le fit pour se démarquer à tout jamais des démocrates vulgaires bourgeois et petit-bourgeois, que "démocratie" doit être pris dans un sens particulier (une démocratie de classe qui exclut les classes exploiteuses de la démocratie), que sa réalisation dans le sens de sa généralisation sous une forme particulière (une démocratie pour les classes exploitées) entraîne sa suppression, et qu'elle est destinée à s'éteindre du fait de sa pleine et entière réalisation.

Nous ne faisons ici qu'achever en toute conscience un vieux travail. Dans "Invariance" (N° 6, 1969) nous affirmions :

C'est bien parce que la "démocratie prolétarienne", y apparaît en tant que système théorique destiné à caractériser d'un point de vue général TOUT Etat prolétarien, que "L'Etat et la Révolution" manifeste une certaine incapacité à accéder à une affirmation positive de l'Etat communiste dans les conditions de la révolution pure, alors que l'on assimile à tort et de façon réductrice la question particulière de la démocratie prolétarienne à la question de l'Etat prolétarien en général, parfois même (!) à l'Etat en général : "L'Etat en général, c'est à dire la démocratie la plus complète, ne peut que s'éteindre". C'est à cette incapacité que nous consacrons maintenant notre critique, car c'est elle qui en son temps faisait obstacle à la restauration dans son intégralité du marxisme quant à l'Etat, pourtant aussi visée par "L'Etat et la Révolution", comme l'indique explicitement son sous-titre ("La doctrine marxiste de l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution").

Cette systématisation théorique - consignée également dans "La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky", mais aussi, bien qu'à un degré moindre, dans les Thèses et Résolutions de la 3<sup>e</sup> Internationale, dont la portée immense dépasse largement le cadre étroit de la révolution double et qui avaient vocation d'être autant de segments de l'oeuvre de restauration programmatique dans la lutte contre le défi révisionniste - se meut encore, dans une certaine mesure et sous certains aspects, sur le terrain de l'adversaire. L'insuffisance qui en résulte inévitablement est alors avant tout d'origine méthodologique. Les caractères spécifiques et la forme de l'Etat prolétarien ne sont pas dialectiquement déduits de la rigoureuse et scientifique description du Communisme intégral, mais sont fixés, et même figés d'une certaine façon, à partir d'une négation négative de la démocratie bourgeoise, et d'une apologie trop peu critique des expériences passées, ainsi que des expériences de l'histoire récente, l'actualité brûlante, déformées il est vrai par l'ennemi n°1, la social-démocratie (La Commune, le 1905, 1917 et le "Soviet - forme enfin trouvée de l'Etat prolétarien").

3.4. Cette négation négative de la démocratie bourgeoise ne s'arrache naturellement pas aux comparaisons quantitatives qui masquent la qualité distinctive de l'Etat, et la théorie s'engage pour s'y perdre dans le labyrinthe de l'alternative "démocratie bourgeoise ou démocratie prolétarienne". Cette alternative, eu égard à la perspective de révolution russe, est réductrice, parce que l'on oppose au mode d'être du Capital et de sa domination, les formes contingentes et, pourrait-on dire avec Lénine lui-même, "accessoires" de la dictature du prolétariat dans une situation historique limitée et dans les conditions matérielles relativement immatures d'une révolution qui s'annonce nécessairement impure parce que non encore totalement émancipée des tâches bourgeoises démocratiques. Cette alternative est défectueuse et déficiente parce que la démocratie y apparaît comme un dénominateur commun, une raison d'être commune, une justification partagée, des deux Etats de classe, l'Etat prolétarien disputant à l'Etat bourgeois le droit de se proclamer plus démocratique que son historique antagoniste. Cette alternative, eu égard à la perspective en Occident de la révolution pure, est anachronique, donc incorrecte, la destruction de la démocratie bourgeoise devant coïncider très directement avec la destruction de toute démocratie. Résulte d'une telle alternative le transfert de certains caractères de la société bourgeoise, que recouvre le terme de démocratie, à l'Etat de transition, et la purification prolétarienne que sont sensés subir par là ces caractères ne change rien quant au fond à la réalité d'un tel transfert comme corrolaire d'une rupture incomplète, insuffisante, précaire et parfois réabsorbée, d'avec la démocratie en général. Lénine qui a introduit une telle notion par l'élaboration théorique souligne lui-même toute la limite de la

jour de l'histoire - de fournir un référentiel stable et cohérent, d'où puisse procéder l'activité étatique du prolétariat révolutionnaire international et de son parti :

"La révolution prolétarienne internationale mûrit manifestement. La question de son attitude envers l'Etat acquiert une importance pratique. (...). Enfin, nous tirerons les principaux enseignements de l'expérience des révolutions Russes de 1905 et surtout de 1917. A l'heure présente (Août 1917) cette dernière touche visiblement au terme de la première phase de son développement ; mais, d'une façon générale, toute cette révolution ne peut être comprise que si on la considère comme un des maillons de la chaîne des révolutions prolétariennes socialistes provoquées par la guerre impérialiste. Ainsi, la question de l'attitude de la révolution socialiste de prolétariat envers l'Etat n'acquiert pas seulement une importance politique pratique ; elle revêt un caractère d'actualité brûlante, car il s'agit d'éclairer les masses sur ce qu'elles auront à faire, pour se libérer du joug du capital, dans un très proche avenir"

L'Etat et la Révolution, préface d'Août 1917.

"L'Etat et la Révolution" constitue donc une orthodoxe réexposition des principes communistes : PARTI - ETAT - DICTATURE. Nous mettons au défi quiconque de démontrer le contraire<sup>1 0</sup>.

- 1° Origine, nature, signification et rôle réels de l'Etat.
- 2° La révolution communiste est une révolution dirigée contre l'Etat, et qui a pour but final la suppression de tout Etat et de la démocratie.
- 3° La République démocratique est la forme politique la plus adaptée à l'exercice de la dictature du capital.
- 4° Nécessité d'une révolution violente pour en finir avec le capitalisme et permettre la transition au Communisme : négation de la perspective d'un passage pacifique et graduel de l'un à l'autre.
- 5° Nécessité de détruire de fond en comble l'Etat bourgeois, et d'édifier sur ses décombres un nouvel Etat, l'Etat prolétarien, la Dictature du prolétariat : autoritaire, totalitaire, anti-parlementaire, centralisée - propre à empêcher toute restauration contre-révolutionnaire.
- 6° Rôle prépondérant de la classe ouvrière et fonction dirigeante de son parti communiste dans le processus révolutionnaire : a/ dans l'insurrection contre l'Etat bourgeois, b/ dans la destruction de l'Etat bourgeois, c/ sans l'édification du nouvel Etat, d/ dans la direction de ce nouvel Etat.
- 7° Perspective de l'extinction de l'Etat prolétarien et de sa disparition avec la suppression des classes et l'accession au Socialisme supérieur ou Communisme.

3.3. Si "L'Etat et la Révolution" rétablit tous les principes dans leur intégrité, certains le sont néanmoins sous une formulation dépassée. Alors que la totalité peut être présente sous une formulation dépassée des principes, ces formulations dépassées des principes doivent être désignées parallèlement à l'accession à des formulations supérieures restituant l'intrégralité de la question de l'Etat.

## TROISIEME PARTIE

"L'ETAT ET LA REVOLUTION" - LA SYSTEMATISATION DE LA

DEMOCRATIE PROLETARIENNE

ET

L'INCOMPLETUDE DE LA RESTAURATION DU MARXISME

QUANT A L'ETAT

3.1. Alors que l'oeuvre impérissable de "L'Etat et la révolution" est, quant à l'Etat notamment, un monument de la restauration du marxisme face au défi révisionniste, au-delà du rétablissement victorieux des principes séculaires du marxisme, elle donne corps à cette tentative d'universalisation de la démocratie prolétarienne que nous avons individualisée. Cette erreur partielle relative et limitée que nous avons révélée plus avant lui est donc imputable. Ce paradoxe s'adresse au Groupe Communiste Mondial sur la voie de la production de ses Thèses caractéristiques quant à la Dictature du prolétariat dans la révolution purement prolétarienne. Il s'adresse à lui parce qu'il s'adressera au Parti du même nom, demain, dans une situation historique où le mouvement révolutionnaire verra se dresser face à lui les forces coalisées d'une réaction démocratique soucieuse de teinter ses ambitions conservatrices de couleurs ouvrières et de sucer ainsi le sang du prolétariat renaissant.

3.2. "L'Etat et la Révolution" restitue dans leur intégrité les principes du marxisme quant à l'Etat en général, et quant à l'Etat prolétarien en particulier, contre les multiples déformations, rectifications, corrections, enrichissements, actualisations ou critiques et amendements dont elle était victime, tant de la part des écoles opportunistes, révisionnistes et syndicalistes, que des courants anarchisants et démo-populaires : "L'Etat et la Révolution" satisfait sans nul doute à cette exigence historique, et doit être considéré comme une relecture classique de notre "grand livre" marxiste, dans lequel, page après page, dévoilant aux yeux du monde les caractéristiques de la société future et les conditions historiques de son avènement, Marx et Engels ont indélébilement gravé la trajectoire de vie et de mort de la société bourgeoise et du mode capitaliste de production.

Contre tous ceux qui ne voudraient voir dans "L'Etat et la Révolution" que le parfait "manuel" des rapports entre classe, parti, Etat et dictature dans la révolution double de Russie qu'il est indéniablement, nous réaffirmons le caractère international, universel et intemporel des principes séculaires du marxisme qui y sont, sous la plume acérée de Lénine, victorieusement rétablis. Lénine n'avait "que faire" ici de seulement codifier la difficile "solution" de la révolution russe en cours, il lui importait bien plus - en marxiste, et en chef de la révolution communiste historiquement à l'ordre du

idéologique, c'est d'une importance décisive ; mais pour ce qui est de la tactique, ce n'est pas suffisant."

Voilà de quelles orientations la Gauche a vécu, voilà par quelles orientations la Gauche a survécu à la contre-révolution la plus profonde, voilà pour quelles orientations nous vivons encore aujourd'hui en conduisant à son terme l'oeuvre de réarmement marxiste du prolétariat.

*"Dans nos pays, la préparation à la dictature du prolétariat, antithèse si achevée de la démocratie bourgeoise, ne peut se faire sans un travail intense visant à détruire dans la masse toutes les illusions qu'elle nourrit sur le compte de la démocratie et qui lui ont été inoculées précisément par les partis socialistes : un tel travail ne peut pas être accompli sans rompre avec toute la tradition et sans abandonner les méthodes de la démocratie elle-même" ("Il Soviet" n°18, Juillet 1920)*

La Gauche Communiste d'Italie pressent dès le début des années vingt que le drame peut advenir ; elle puise dans cette intuition les forces pour tenter de conjurer le danger de la contre-révolution démocratique et hérissier les barrières doctrinales face à la nouvelle vague d'assauts révisionnistes. Le marxisme est prévision des voies qu'empruntent les hordes de la contre-révolution.

Plus tard encore, lors de sa dernière intervention contre la bolchevisation au Cinquième Congrès de l'Internationale et aux séances du VI<sup>e</sup> Exécutif Elargi de février 1926, elle soulignera que les solutions stratégiques et tactiques de la lutte prolétarienne en Occident doivent être recherchées en dehors de l'orbite de l'expérience russe, jetant ainsi les solides bases de la lutte, qui sera la sienne, et exclusivement la sienne, pour sauvegarder le Programme communiste et, alors que la nuit glacée tombe sur les champs de batailles et les charniers où l'on entend encore râler le prolétariat qui se meurt, préparer, avec le travail des années noires dans la contre-révolution, nécessairement séparée de toute action de classe en l'absence de toute lutte de classe, les conditions doctrinales de la future et lointaine reprise révolutionnaire.

"L'Expérience de la tactique en Russie ne nous a pas montré comment nous devons procéder dans notre lutte contre la démocratie bourgeoise : elle ne nous donne aucune idée des difficultés et des tâches que le développement de la lutte prolétarienne dans nos pays mettra en lumière...". "Il y a un seul parti qui ait obtenu la victoire révolutionnaire : le parti bolchevique russe. Il est d'une importance capitale pour nous de suivre la même voie que celle que le parti russe a suivi pour arriver à la victoire. C'est très vrai. Mais cela ne suffit pas. Il est hors de doute que la voie historique suivie par le parti russe ne peut pas présenter tous les caractères du développement historique que les autres partis ont devant eux. Le parti russe luttait dans un pays où la révolution libérale bourgeoise n'était pas encore accomplie; le parti russe, c'est un fait combattait dans des conditions particulières, c'est-à-dire dans un pays où l'aristocratie féodale n'avait pas encore été abattue par la bourgeoisie capitaliste. Entre l'écroulement de l'autocratie féodale et la conquête du pouvoir par le prolétariat, il y a eu une période trop brève pour que ce développement puisse être comparé à celui que la révolution prolétarienne devra parcourir dans les autres pays. Il n'y a pas eu le temps suffisant pour faire naître sur les ruines de l'appareil d'Etat tsariste et féodal un appareil d'Etat bourgeois. Le développement de la révolution en Russie ne nous fournit donc pas les expériences, fondamentales dont nous avons besoin pour savoir comment le prolétariat devra abattre l'Etat capitaliste moderne, libéral, parlementaire, qui existe depuis des années et qui possède une grande capacité de se défendre. Etant données ces différences, le fait que la révolution russe ait confirmé notre doctrine, notre programme, notre conception du rôle de la classe prolétarienne dans le cours de l'histoire, est du point de vue théorique d'autant plus important que la révolution russe, malgré ces conditions particulières, a amené la conquête du pouvoir et la dictature du prolétariat réalisée par le parti communiste. C'est en cela que la théorie du marxisme révolutionnaire a trouvé la plus grandiose confirmation historique. Du point de vue

indissociable de la dictature du prolétariat, d'erreur partielle et relative dans son rapport au projet de sa généralisation, se transforme, en débordant le contenu de ce projet, en brisant tout lien avec les origines et but de ce projet, et en faisant exploser son rapport à la dictature du prolétariat, en changeant de nature donc, en erreur totale et absolue, se substituant à la dictature du prolétariat et au Communisme dans la littérature contre-révolutionnaire.

2.8. Nous avons considéré dans le même esprit et dans les mêmes dispositions que la Gauche Communiste d'Italie à l'égard des généralisations bolchevistes des expériences tactiques russes à des situations historiques radicalement différentes, que la "démocratie prolétarienne", préconisée comme forme de la dictature du prolétariat à instaurer en Occident où le prolétariat avait été depuis longtemps empoisonné par le virus démocratique, était une extension trop universelle où git l'erreur théorique contrevenant en substance à la bonne intelligence de la prévision marxiste.

C'est bien dans les tentatives de généralisation de certaines leçons du développement de la révolution russe aux aires de capitalisme développé que gisent certaines erreurs du bolchevisme individualisées et délimitées par La Gauche. C'est bien dans le domaine du transfert artificiel à l'Occident démocratique de certains mots d'ordre éprouvés dans l'aire russe que résident insuccès et échecs du bolchevisme et aussi, donc, de l'Internationale, compte tenu de la prépondérance du parti russe en son sein et surtout du maintien à l'écart de La Gauche Communiste d'Italie, dont on s'évertua, d'opportunisme en révisionnisme, à minimiser, à réduire, à déformer, puis à détruire l'irremplaçable influence doctrinale, alors que, sur tous les terrains mais plus particulièrement dans sa lutte contre la bolchevisation non réductible à ses dimensions organisationnelles, elle s'efforça jusqu'au bout, pour sauvegarder ce qui pouvait encore l'être, de renverser et de faire reposer sur sa base la pyramide de l'Internationale qui reposait si dangereusement sur son sommet.

2.9. Si en regard des limites historiques du bolchevisme, l'on considère l'apport caractéristique de la Gauche Communiste d'Italie, qui sut, parce que placée dans des conditions historiques politiques et sociales plus développées, formuler, manifestation indiscutable de sa plus grande maturité révolutionnaire, toutes les exigences supérieures de la révolution purement prolétarienne, et lutter pour que l'Internationale se transforme en véritable Parti Communiste Mondial en se dotant d'un programme clair d'où puisse dériver une systématisation de la tactique et de l'organisation révolutionnaires, on soulignera par là encore une fois, la difficulté de la liaison de ces deux moments du même cycle révolutionnaire qui exigeait une historique combinaison programmatique de tâches révolutionnaires différentes pour des aires géo-historiques distinctes, difficulté du développement inégal de la révolution manifeste - plus visible et plus clairement marquée encore dans les frictions et les oppositions sur les questions de tactique.

Cette distance ne fut jamais comblée par l'Internationale, en raison des orientations opportunistes, qui, interdisant sa transformation en Parti Communiste Mondial, prévalurent en son sein, dont La Gauche Communiste d'Italie dénonça très tôt les conséquences dramatiques, parlementarisme révolutionnaire, front unique politique, parti de masse, et qui se muèrent, sous la pression du reflux et des défaites du mouvement révolutionnaire à l'échelle mondiale qui emportaient tout, en révision pure et simple, gouvernement ouvrier, socialisme dans un seul pays.

le passage en question!

"... et le renouvellement de conditions identiques ou analogues n'est guère facile. Voilà pourquoi, en plus d'une série d'autres raisons, il est notamment plus difficile à l'Europe occidentale que nous de commencer la révolution socialiste."

Lénine, "La maladie infantile du Communisme" 1920.

Souligné par nous.

Cette reproduction globale de conditions identiques ou analogues n'était pas difficile, elle était matériellement impossible dans une situation historique radicalement différente en Occident. Il était non seulement vain d'attendre le développement de cette quatrième circonstance historique, mais encore illusoire d'escompter ou de susciter l'impossible retour à cette situation déjà dépassée par le mouvement réel : "l'existence dans la paysannerie d'un mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois si profond que le parti du prolétariat a pu prendre les revendications révolutionnaires du parti des paysans et les réaliser aussitôt grâce à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat".

2.6. La "démocratie prolétarienne", que l'on aura soin de distinguer de "la lascive démocratie populaire partout et toujours mensongère", aura cette triste destinée qui échappera, dans l'utilisation que l'on en fera ailleurs, en Occident, à la conception authentiquement révolutionnaire de Lénine lui-même. Révolutionnaire en Russie, potentiellement révolutionnaire dans les aires où s'ouvraient les perspectives progressistes des révolutions nationales anti-coloniales, la démocratie prolétarienne devait constituer, en Occident, un obstacle à la dictature du prolétariat. Alors que la démocratie prolétarienne devait guider le prolétariat russe et qu'il devait aller de l'avant, d'abord en réalisant sous ce mot d'ordre la "transition" de la révolution bourgeoise de Février à la révolution prolétarienne d'Octobre, ensuite en consolidant la dictature du prolétariat dans la double révolution, la démocratie prolétarienne, employée à contre temps dans les luttes en Occident et à rebours de la conception originelle de Lénine, faisait rétrograder le mouvement révolutionnaire en ravivant la superstition de cet Absolu démocratique dont le prolétariat avait tant de mal à se défaire. C'est ce qui fit dire plus tard à la Gauche Communiste d'Italie, à qui nous confions comme toujours le soin de jalonner notre combat théorique :

"Mais aussi bien au sens littéral ("pouvoir du peuple" que dans le sale usage qu'on en fait de plus en plus, le mot démocratie signifie "pouvoir appartenant non à une classe mais à toutes". C'est pour cette raison historique que, repoussant avec Lénine la "démocratie bourgeoise" et la "démocratie en général", nous devons également exclure politiquement et théoriquement cette contradiction dans les termes qu'est la "démocratie de classe" ou la "démocratie ouvrière". (Dictature prolétarienne et parti de classe. 1951)

2.7. Finalement transposée, après la mort de Lénine, dans les systèmes Léninistes (comme trahison pure et simple de l'oeuvre de Lénine) qui surgiront pour enterrer le marxisme au terme d'une dégénérescence qui aura pour résultat, non seulement les revers pratiques les plus dramatiques de la lutte de classe, mais surtout la falsification du Programme communiste dont nous souffrons encore, la démocratie prolétarienne comme forme

La révolution en Europe puis en Amérique devait bouleverser le rapport de force capital/prolétariat à l'échelle mondiale et devait rapidement libérer le prolétariat russe non seulement de son peu sûr allié paysan et de la démocratie qui découlait de cette alliance, mais encore, plus progressivement mais tout aussi irrémédiablement des conditions économiques dans lesquelles gisaient les déterminations matérielles de la démocratie de classe au sein du prolétariat lui-même et entre ses différents organes de lutte, parti et syndicats notamment. Or en ces lieux et temps de l'aire occidentale et de ses orgies démocratiques, la "démocratie prolétarienne" prit inévitablement le relais de la démocratie "bourgeoise", lésardée par les contradictions de classe mises à nue par la guerre impérialiste, pour y jouer le rôle d'éteignoir de la lutte de classe, d'étouffoir de la dictature du prolétariat, y entretenir l'immaturation révolutionnaire, et contribuer, dans une utilisation détournée de sa signification originale et de sa vocation première rapportée à une situation historique particulière, émancipée donc du terrain de son application véritable, à l'isolement de la Russie en révolution.

A ce stade de la démonstration, nous rappellerons un de ces passages célèbres qui, parce qu'il fait tout à la fois la grandeur du bolchevisme et contient ses limites, illustrera cette individualisation de l'erreur, cette délimitation, comme la définition de ces caractères relatifs et partiels, qui fait l'originalité de notre affirmation :

"Mais ce n'est là qu'un aspect particulier de cette vérité générale, qu'étant donné la situation historique concrète, extrêmement originale, de 1917, il a été facile à la Russie de commencer la révolution socialiste, tandis qu'il lui sera plus difficile qu'aux pays d'Europe de la continuer et de la mener à son terme. J'ai déjà eu l'occasion, au début de 1918, d'indiquer ce fait, et une expérience de deux ans a entièrement confirmé ma façon de voir. Des conditions spécifiques telles que : 1° la possibilité d'associer la révolution soviétique à la cessation, grâce à cette révolution, de la guerre impérialiste qui infligeait aux ouvriers et aux paysans d'incroyables tortures ; 2° la possibilité de mettre à profit pendant un certain temps, la lutte à mort des deux groupes de rapaces impérialistes les plus puissants du monde qui n'avaient pu se coaliser contre l'ennemi soviétique ; 3° la possibilité de soutenir une guerre civile relativement longue, en partie grâce aux vastes étendues du pays et à ses mauvais moyens de communication ; 4° l'existence dans la paysannerie d'un mouvement révolutionnaire démocratique bourgeois si profond que le parti du prolétariat a pu prendre les revendications révolutionnaires du parti des paysans (parti socialiste révolutionnaire, nettement hostile, dans sa majorité, au bolchevisme) et les réaliser aussitôt grâce à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, - pareilles conditions spécifiques n'existent pas actuellement en Europe occidentale.."

Jusque là, l'explication de Lénine est lumineuse. Nous n'avons rien à redire. Cependant sa conclusion dévoile ce qui, selon nous, conditionne l'erreur de l'impossible universalisation de la démocratie prolétarienne : l'attente et même la volonté de reproduction à l'Occident des conditions pourtant dites "spécifiques" à la Russie arriérée et sur lesquelles repose matériellement la démocratie prolétarienne. Reprenons où nous l'avons laissé

est celui qui doit commencer". (Lénine, "Rapport sur l'activité du conseil des commissaires du peuple", III<sup>e</sup> Congrès des Soviets 11 Janvier 1918)

"Pour la révolution russe, la plus grande difficulté, le plus grand problème historique réside dans la nécessité de résoudre les problèmes internationaux, de provoquer la révolution internationale, en faisant de notre révolution, étroitement nationale, une révolution mondiale." (Lénine "Rapport sur la paix de Brest" 7<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Russe).

En envisageant le rapport problématique de la généralisation - contenu et forme - de la "démocratie prolétarienne" à la prévision marxiste de la révolution en Occident, nous soulignons que cette généralisation des rapports démocratiques d'un certain type que la démocratie prolétarienne soumet à la dictature du prolétariat, est à l'évidence en discordance :

a) avec les raisons même pour lesquelles le bolchevisme affirme, conformément à l'analyse du degré de développement des forces productives sous domination capitaliste, qu'il sera plus facile au prolétariat européen de commencer à libérer le Communisme en détruisant les rapports de production capitalistes (tandis qu'il lui sera plus difficile de s'emparer du pouvoir d'Etat), b) avec son analyse des forces de classes en présence dans cette aire géo-historique, c) avec son appréciation du caractère contre-révolutionnaire des forces du révisionnisme, d) avec sa conviction que le détachement russe du prolétariat avait été porté à l'avant garde du mouvement international, obligé de commencer, "par suite de circonstances exceptionnelles de la Russie", e) avec sa perception de l'originalité et des spécificités de la révolution socialiste dans la Russie arriérée, f) avec son affirmation du passage au second plan de la révolution russe, une fois le pouvoir révolutionnaire instauré en Occident dans les pays "les plus riches et les plus civilisés", g) avec sa certitude que la mondialisation de la révolution, le fait qu'elle gagne plusieurs pays avancés, était la condition sine qua non de la victoire définitive du socialisme.

L'ambiguïté qui en résulte est telle qu'elle contrevient - non sans conséquences sur la pratique révolutionnaire - à la bonne intelligence marxiste :

a) du développement et des modalités de la lutte de classe en Occident, b) des conditions de l'explosion révolutionnaire dans cette aire, c) du fait que, sur ce terrain, le face à face des classes antagoniques ne laissait aucune place révolutionnaire à une quelconque démocratie de classe, d) de la forme pure, ici, de la dictature du prolétariat.

L'ambiguïté qui en résulte est telle qu'elle freine voire interdit :

a) le mouvement théorique de systématisation de la tactique et des mots d'ordre révolutionnaires en Occident, b) la prise en charge de la mise en garde (formulée par la Gauche Communiste d'Italie) contre l'utilisation de la révolution russe comme "modèle" pour la révolution occidentale qui sous maints aspects, compte-tenu du haut degré de développement des forces productives était seule à pouvoir, le pouvoir conquis, "commencer" l'oeuvre systématique de destruction des rapports de production capitalistes, ce que son isolement, et le faible degré de développement des forces productives, interdisaient à la dictature du prolétariat en Russie.

contradictions rédactionnelles et où il se distingue radicalement par son orthodoxie des courants non marxistes, non seulement de substituer la "démocratie prolétarienne" à "la dictature du prolétariat", mais encore de remplacer le Communisme par la "démocratie prolétarienne". La référence explicite au dépérissement et à la disparition de la démocratie prolétarienne elle-même avec l'avènement du Communisme suffit à contre-balancer, mais contre-balancer seulement, l'erreur initiale.

De la même façon, une telle extension universelle de la démocratie prolétarienne (essentiellement systématisée dans les oeuvres bolcheviques d'entre deux révolutions) est une erreur relative, du fait du dépassement essentiel réalisé par le bolchevisme lui-même dans ses développements théoriques ultérieurs au sujet des rapports dialectiques, programme, parti, et classe, compte tenu donc de l'ensemble de l'héritage doctrinal et du corps de Thèses qu'il nous a transmis, au terme du mouvement dynamique de la restauration programmatique dont il fut un vecteur essentiel. Ces développements codifiés à la hauteur du II<sup>e</sup> Congrès de L'Internationale (Juillet 1920), escamoteront véritablement, si ce n'est encore complètement (cette complétude ne sera donnée qu'à la seule Gauche Communiste d'Italie), toute référence à la démocratie prolétarienne. En effet dans ces Thèses on cherchera en vain la formulation de "démocratie prolétarienne", même si la Gauche fit alors justement remarquer que l'on ne pouvait pas enfermer le parti et son rapport à la classe ouvrière dans la notion de "fraction de la classe", mais que l'on devait y reconnaître l'organe de celle-ci.

2.5. Soyons encore plus précis, ce n'est pas la démocratie prolétarienne et la systématisation théorique de son contenu, de ses formes, de ses moyens, de ses méthodes, comme de la tactique qu'elle recouvre qui est une erreur théorique, mais sa généralisation politique et historique à tout Etat de dictature du prolétariat toutes aires géo-historiques confondues. Elle apparaît donc clairement dans son rapport à la prévision de la révolution en Occident.

Si cette erreur est momentanée, et limitée à certaines oeuvres, si elle est donc circonscrite et limitée dans le temps et l'espace théorique, elle est pourtant d'autant plus grave que le bolchevisme, internationaliste par essence, escomptait, sans abandonner ne fut-ce qu'un seul instant cette prévision, l'explosion de la révolution en Europe et en Amérique.

"Le prolétariat russe ne peut parachever la révolution socialiste avec ses seules forces. Mais il peut donner à sa révolution une ampleur qui créera les conditions les plus favorables à cette révolution socialiste qui lui permettra même en un certain sens, de la commencer. Il peut faciliter l'entrée dans le combat décisif de son principal et plus sûr collaborateur, le prolétariat capitaliste d'Europe et d'Amérique". ("Lettre d'adieu aux ouvriers Suisses", Lénine.)

"Quand on nous présente la difficulté de notre entreprise, quand on nous dit que la victoire du socialisme n'est possible qu'à l'échelle mondiale, nous ne voyons là qu'une manoeuvre désespérée de la bourgeoisie et de ses partisans, volontaires et involontaires, pour dénaturer une vérité incontestable. Certes, la victoire définitive du socialisme est impossible dans un seul pays. Notre détachement d'ouvriers et de paysans, qui soutient le pouvoir soviétiste, n'est que l'un des détachements de cette armée universelle qui est actuellement divisée par la guerre mondiale. Le pays où la situation est favorable

2.2. L'erreur consistait précisément dans le fait a) de faire momentanément théoriquement prévaloir une formulation de la démocratie prolétarienne, qui voilait voire escamotait les développements nécessaires sur la fonction du parti de classe et sur son activité étatique, b) de laisser à penser, ce qui résulte dialectiquement de l'éclipse de ces développements, dans laquelle se lit l'assimilation de la question de l'Etat à la question de la démocratie prolétarienne, que la démocratie prolétarienne et la périodisation de son dépérissement avaient un caractère intangible et valable pour toutes les aires géo-historiques, c) d'avoir donc tendu à ériger en système universellement valable, ce qui ne devait être qu'un moment limité et à délimiter de l'affirmation révolutionnaire dans des aires géo-historiques à définir et à circonscrire, ce qui ne devait être qu'une tactique étatique pour une situation historique, politique, et pratique déterminée donc différenciable.

Or, si en Russie, mais aussi dans les toutes les aires de révolution double, la démocratie avait encore des virtualités révolutionnaires, à condition que la démocratie prolétarienne y prenne le relais de la démocratie bourgeoise impuissante à réaliser jusqu'au bout ses tâches historiques, en Occident la révolution, directement et intégralement anti-capitaliste, devait radicalement rompre avec toute démocratie et avec la démocratie "socialiste" ou "ouvrière" en particulier, et en finir irréversiblement avec la démocratie dans toutes ses déterminations historiques, économiques et matérielles, politiques et sociales.

En Russie la démocratie sous la forme prolétarienne devait transitoirement exister après que la dictature du prolétariat ait enterré la démocratie bourgeoise en tant qu'Etat et forme de gouvernement naissants. Et ce n'est que sous cette forme, et en ce sens de classe, que la Démocratie pouvait trouver un terrain historique à son application révolutionnaire socialiste et, effectivement, "sortir du cadre de la société bourgeoise et commencer à évoluer vers le socialisme" (Lénine).

En Occident la lutte contre la démocratie bourgeoise devait historiquement coïncider avec la lutte contre toute démocratie.

2.3. Une telle erreur avait pour présupposition une insuffisance d'élévation des défenses doctrinales, une faiblesse dans l'appréciation dans toutes ses déterminations, plus particulièrement sous l'angle de la réalisation de la démocratie sociale et de l'accession du capital à sa domination réelle sur le travail, de la situation historique occidentale, et une sous-estimation de la force pratique et de l'ampleur doctrinale du révisionnisme qui encadrait une telle situation. Elle exprimait l'incomplétude de l'oeuvre de restauration programmatique conduite par les avant-gardes (perception insuffisante des bases matérielles de la démocratie, notamment). Elle révélait le retard relatif de la réappropriation du Programme communiste sur la maturation des conditions matérielles et le développement spontané de la praxis révolutionnaire. Dialectiquement, elle était un indice de l'ampleur et de la profondeur des dégâts occasionnés par la trahison social-démocrate et l'effondrement de la II<sup>e</sup> Internationale dans le social-patriotisme.

2.4. Cependant, si selon notre définition une erreur représente la manifestation durable d'une différence, d'une incohérence, d'une opposition ou d'une contradiction tant aux thèses classiques du mouvement qu'avec la ligne du développement rationnel de ces thèses, dans le cadre du Programme, et dans une situation historique déterminée, dans la vision du bolchevisme, une telle extension universelle de la démocratie prolétarienne est une erreur partielle, du fait de l'impossibilité qu'il garantit par ailleurs, par ses développements théoriques successifs où il en finit avec certaines

## DEUXIEME PARTIE

### LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE - SA GENERALISATION HISTORIQUE:

#### UNE ERREUR PARTIELLE ET RELATIVE DU BOLCHEVISME

2.1. La "démocratie prolétarienne" formule historiquement nécessaire mais limitée et transitoire, comme devait l'être l'alliance ouvriers-paysans, mais aussi l'engrenage de démocratie interne à la classe ouvrière, "amalgame Etat-syndicats" (cf. notre revue n°3), ne devait pas, en son temps, être déclarée formulation intangible du principe et forme unique de la dictature du prolétariat, valable pour tous les temps et pour toutes les aires géo-historiques. Si la démocratie prolétarienne devait être une expression circonstancielle de la dictature du prolétariat en Russie ou dans les aires géo-historiques de révolution anti-féodale et même anti-coloniale et de systématisation nationale, il n'en résultait pas mécaniquement que la dictature du prolétariat soit en Occident une démocratie prolétarienne. Elle aurait dû être uniquement, invariablement et durablement proclamée, formulation complémentaire et limitée du principe et forme transitoire de la dictature du prolétariat dans la révolution double ; c'eût été prolonger positivement et en levant l'ambiguïté cette affirmation trop souvent négligée de "l'Etat et la révolution" :

"Les formes d'Etat bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une: en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, une dictature de la bourgeoisie. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : la dictature du prolétariat."

Ce ne fut pas toujours le cas, aussi, c'est de là, et de là seulement, de cette inconstance et de ces variations, que nous voyons surgir l'ambiguïté théorique. Nous nommons "ambiguïté théorique" a) de façon fondamentale, la résultante de la difficile et évolutive coexistence contradictoire d'une erreur et d'une affirmation juste, dont le maintien s'effectue au dépend de la clarté programmatique et de la prévision, b) s'agissant de son apparence, son expression dans une formulation dont la pluralité de sens permet l'interprétation. Alors qu'au pôle positif de l'ambiguïté en question s'affirmait, avec constance et invariance, la tendance historique à la rupture complète d'avec toute démocratie, tendance manifeste dans la prévision marxiste défendue de l'achèvement de la transcroissance de la révolution démocratique en révolution prolétarienne intégrale avec la victoire révolutionnaire en Europe et la mondialisation de la dictature, la fixation dogmatique d'une donnée contingente, où l'universalisation des formes circonstancielle de la démocratie prolétarienne, devait constituer l'autre pôle de cette ambiguïté, son pôle négatif, l'erreur.

syndicats et, dans le sens technique tous les conseils ouvriers aussi. Le malheur des partis social-réformistes ne fut pas d'être des partis, mais de ne pas être communistes et révolutionnaires. Ces partis ont dirigé la contre-révolution, tandis que les partis communistes, en les combattant, dirigent et nourrissent l'action révolutionnaire. Il n'existe donc pas d'organismes, qui seraient révolutionnaires grâce à leur forme ; seules existent des forces sociales qui sont révolutionnaires de par la direction dans laquelle elles agissent, et ces forces s'ordonnent dans un parti qui lutte avec un programme." (Il Soviet, 11 Janvier 1920)

*" Il ne suffit pas d'être révolutionnaire partisan de la révolution ou communiste en général. Il faut, à chaque instant, savoir trouver le chaînon auquel on s'accrochera de toutes ses forces pour pouvoir tenir solidement la chaîne tout entière et se préparer à saisir le chaînon suivant ; mais il est à noter que l'ordre, la forme et la liaison des chaînons dans la chaîne historique des événements ne sont pas aussi simples que dans une chaîne ordinaire faite par un forgeron."*

*Lénine.*

si elle se brise, le parti ne peut remplir son rôle et la classe ouvrière est réduite à l'impuissance.

Donc, la classe n'est pas la même chose que le parti. mais cela n'empêche pas que la dictature s'exprime par la dictature du parti. D'autre part, le parti (et la classe) n'est pas la même chose que l'Etat soviétiste, c'est à dire l'ensemble des organisations, des hommes, des appareils avec leurs "appendices matériels" (prisons, armes, éléments matériels de l'organisation étatique). Les soviets embrassent les masses populaires, ils sont en liaison avec la majorité de la classe ; d'autre part, ils groupent non seulement les ouvriers, mais aussi les paysans ; enfin cette organisation gouvernementale renferme des éléments étrangers au prolétariat (employés, spécialistes, bourgeois, etc). Malgré cela, l'Etat soviétiste est la forme de la dictature de classe du prolétariat. car la ville est supérieure à la campagne par sa civilisation, car le prolétariat est plus conscient que la petite bourgeoisie et, facteur essentiel, il est dirigé par son parti. Si le parti était éliminé de la direction effective, l'Etat soviétiste s'effondrerait inévitablement. Si le parti des communistes cessait d'être le parti dirigeant, le parti détenant le pouvoir et réalisant la dictature, le pouvoir soviétiste ainsi que la dictature du prolétariat, cesseraient d'exister."

En établissant cette vérité de la perméabilité du Soviet aux influences contraires, l'Internationale Communiste faisait sienne la mise en garde formulée par La Gauche Communiste d'Italie pour laquelle la forme Soviet ne recèle aucune vertu révolutionnaire en elle-même, mais puise son contenu classiste dans son rapport de soumission dialectique au parti communiste.

"Mais ensuite, la motion exalte dans les soviets les organes de la synthèse révolutionnaire, qu'ils auraient la vertu de faire naître presque par le mécanisme même de leur constitution, et affirme que seuls les soviets peuvent faire triompher les grandes initiatives historiques, par delà les écoles, les partis, les corporations. Cette conception de Leone, et des nombreux camarades qui ont signé sa motion est très différente de la notre, déduite du marxisme et des directives de la révolution russe. On surestime ici une forme au lieu d'une force, tout comme les syndicalistes le font pour le syndicat, en attribuant à sa pratique minimaliste la vertu miraculeuse de se fondre dans la révolution sociale. De même que le syndicalisme a été démoli d'abord par la critique des marxistes véritables, puis par l'expérience des mouvements syndicaux qui, partout, ont collaboré avec le monde bourgeois et lui ont fourni des instruments de conservation, la conception de Leone s'écroule face à l'expérience des conseils ouvriers sociaux-démocrates contre-révolutionnaires, qui sont précisément ceux dans lesquels il n'y a pas eu une pénétration victorieuse du programme politique communiste. Seul le parti peut condenser en son sein les énergies dynamiques révolutionnaires de la classe. Inutile d'objecter que les partis socialistes ont, eux aussi, transigé, car nous n'exaltons pas la vertu de la forme parti, mais celle du contenu dynamique qui réside dans le seul parti communiste. Chaque parti est défini par son programme, et ses fonctions n'ont pas de dénominateur commun avec celles des autres partis; tandis que leurs fonctions rapprochent nécessairement tous les

la petite bourgeoisie. Les mêmes enseignements devaient être tirés de l'Occident. En particulier, en Allemagne où les soviets multiplièrent à l'infini et pour le plus grand malheur de la révolution, les exemples d'incapacité à s'abriter des influences révisionnistes comme les exemples de capacité à les véhiculer et les promouvoir. N'y avait-il pas eu en Allemagne une trahison mémorable des Soviets sous domination social-démocrate ? Le Soviet n'avait-il pas proclamé sa dissolution et décidé la remise du pouvoir à l'assemblée constituante de Weimar à ce Congrès pangermanique de triste mémoire ? N'y avait-il aucune leçon à tirer d'une telle faillite ?

Dénonçant sans équivoque la revendication profondément erronée et réactionnaire des communistes Allemands de "Gauche" pour lesquels "le parti doit, lui aussi, s'adapter de plus en plus à l'idée soviétiste et se prolétarianiser", le deuxième Congrès établissait définitivement contre tout fétichisme de la forme Soviet, cette leçon historique indiscutable et impérissable :

"Pour que les Soviets puissent remplir leur mission historique, l'existence d'un Parti communiste assez fort pour ne pas "s'adapter" aux Soviets mais pour exercer sur eux une influence décisive, les contraindre à ne pas "s'adapter" à la bourgeoisie et à la social démocratie officielle, les conduire par le moyen de cette fraction communiste, est au contraire nécessaire."

Cette formulation de principe sera rappelée par Zinoviev en 1924 dans un passage capital du "Léninisme"<sup>9</sup> qui fait écho à la "Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne" du 2<sup>e</sup> Congrès de L'Internationale Communiste :

"Ainsi la dictature du prolétariat est la dictature de la classe, si l'on envisage la chose au point de vue social de classe. C'est l'Etat soviétiste, la dictature soviétiste, si l'on envisage la chose au point de vue de la forme juridique, c'est-à-dire au point de vue spécifique de l'Etat. C'est la dictature du parti, si l'on envisage la chose au point de vue de la direction, au point de vue du mécanisme intérieur de l'immense machine de la société transitoire.

La dictature de la classe est donc considérée ici sous différents angles. Ce ne sont pas trois dictatures différentes mais une seule dictature que l'on peut et doit examiner de différents points de vue. Il en ressort clairement que, théoriquement, il est faux et inadmissible d'opposer la dictature de la classe à l'Etat soviétiste ou au parti dictatorial dirigeant.

La dictature de la classe s'exprime sous la forme de l'Etat soviétiste et, en même temps, sous la forme de la direction du parti communiste, qui réalise la dictature. Néanmoins, il ne s'ensuit pas que l'Etat soviétiste soit la même chose que le parti, ou que le parti soit la même chose que la classe ouvrière. Le parti est l'avant garde de la classe ouvrière, qui ne peut gouverner autrement que par cette avant-garde. Mais l'avant-garde n'existe qu'autant qu'elle est liée avec toute la classe. Le parti de la classe ouvrière n'est son avant-garde qu'autant qu'il est lié avec tout le reste de la classe. Si cette liaison disparaît,

production capitaliste.

1.13. A aucun moment le lecteur ne perdra de vue ce fait historique : la révolution d'Octobre était une transcendance de la révolution de Février. Dans un discours déjà cité, Lénine aura cette formulation merveilleuse qui embrasse cette transformation et anticipe, en diffusant son contenu, sur la notion de révolution "double" qui sera élaborée définitivement avec la Gauche Communiste d'Italie :

"La première (la révolution démocratique - bourgeoise Ndr) se transforme en la seconde (la révolution socialiste Ndr). La seconde résout en passant l'oeuvre de la première. La lutte et la lutte seule décide dans quelle mesure la seconde réussit à surpasser la première. Le régime soviétique est précisément l'une des confirmations ou manifestations éclatantes de cette transformation d'une révolution en une autre".

Avec les Thèses d'Avril, Lénine avait vaillamment exigé, en opposition à la vieille garde bolchevique ébranlée dans son invariance rachitique, rien moins que la "révision" du programme vieilli sur certains points du Parti Ouvrier Social Démocrate Russe. Entre autres, comme expression fondamentale d'une telle rupture, il y avait l'abandon de la trop élastique dénomination social-démocrate et le retour à celle originelle de communiste, et le dépassement de la formule vieillie parce que en voie de réalisation au lendemain de la révolution bourgeoise démo-populaire de Février de "dictature démocratique des ouvriers et des paysans". Mais au-delà de la grande fracture des Thèses d'Avril, certains concepts qui appartiennent en propre à la révolution bourgeoise démocratique seront encore longtemps en vigueur et constitueront un élément de confusion dont le mouvement communiste - à l'exception de la Gauche Communiste d'Italie, restera prisonnier, même lorsqu'il s'efforcera de leur donner un contenu prolétarien. Cela est d'autant plus vrai que l'on s'éloigne du foyer révolutionnaire de la Russie.

C'est en ce sens que la "démocratie prolétarienne" est encore à mi-chemin entre deux révolutions et le deuxième Congrès de l'Internationale où culminera son apport, tendra à se défaire avec elle des imprécisions qu'elle contient en déplaçant résolument le centre de gravité des questions théoriques et en avançant vers une systématisation et une stabilisation programmatique des rapports, Internationale Communiste - Partis communistes - Etat des Soviets - Syndicats - Classe, qui établissent, contre tout démocratisme, et comme pour se préserver du danger de l'autonomisation de la "démocratie prolétarienne", le rôle dirigeant irremplaçable du parti de classe dans tous les moments du processus révolutionnaire et sur tous les terrains de la lutte de classe contre le capital et l'impérialisme. C'est là, et non dans la revendication des formes contingentes et donc limitées, parce que propres à la révolution double, des Soviets et de la "démocratie prolétarienne", que notre mouvement reconnaît depuis toujours la valeur historique et le caractère universel de la révolution d'Octobre.

Le Soviet, forme de la "démocratie prolétarienne" devait être soumis à l'influence déterminante du Parti Communiste pour être un organe de la dictature du prolétariat. Les enseignements de l'histoire récente de la révolution russe avaient montré qu'à un certain moment les Soviets, pénétrés par les influences contre-révolutionnaires dont ils devenaient le jouet, pouvaient aller à l'encontre du Parti prolétarien et soutenir la bourgeoisie et

majorité, de jouir des droits et des libertés démocratiques qu'offre le système soviétique qui associe, comme nul autre Etat ne peut le faire, de façon permanente et décisive, les masses à la vie politique et à la gestion démocratique de l'Etat.

"La dictature du prolétariat ressemble à celle des autres classes en ce sens qu'elle est nécessairement obligée, comme chaque dictature, de briser par la violence la résistance de la classe qui perd son pouvoir politique. La différence fondamentale entre la dictature du prolétariat et la dictature des autres classes, de celle des grands propriétaires terriens du moyen Age et de la bourgeoisie dans tous les pays capitalistes et civilisés, consiste en ce que la dictature de grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie était la répression par la violence de la résistance de l'énorme majorité de la population, à savoir les travailleurs. Au contraire, la dictature du prolétariat est la répression par la violence de la résistance des exploités, c'est-à-dire de la minorité infime de la population des grands propriétaires fonciers capitalistes". (Thèses du premier Congrès de l'Internationale Communiste, 1919)

La faiblesse des Thèses est donc périphérique à l'oeuvre essentielle de rétablissement des vérités de classe quant à la fonction dictatoriale des républiques bourgeoises même les plus démocratiques et à la nécessité de leur destruction pour l'instauration de la dictature du prolétariat, mais inhérente à la définition d'un Etat prolétarien qui vise la réalisation de la "véritable démocratie", de "l'égalité", et la "liberté", en passant par les voies de l'association des organisations des masses laborieuses à la gestion de l'Etat dans laquelle devrait résider la condition du dépérissement complet de cet Etat de transition. Le prolétariat qui doit réaliser ce transfert d'une démocratie transformée au fonctionnement des rouages de son appareil d'Etat apparaît dans cette lutte non comme le fossoyeur mais comme l'héritier des valeurs bourgeoises. Il n'apparaît donc pas véritablement pour ce qu'il est.

Les Thèses du premier Congrès sont donc significatives, sous l'angle de la victoire doctrinale, de la capacité du Bolchevisme à faire vivre le Programme invariant du Communisme et à se porter au devant de la lutte pour la liquidation historique de toutes les atteintes au principe originel et invariant de la dictature du prolétariat. Cependant ses insuffisances sont également révélatrices de la difficulté qu'il y avait, dans de telles circonstances historiques, marquées par les développements inégaux de la révolution dirigée par l'Internationale au sein de laquelle le Parti Bolchevik conduisait la révolution dans les conditions limitées de la Russie arriérée et se trouvait face aux tâches combinées d'une double révolution comme moment premier de la lutte pour la révolution mondiale, à repousser les limites théoriques imposées par de telles circonstances historiques et matérielles, et à faire face à toutes les exigences de la révolution purement prolétarienne, pour laquelle l'Occident était déjà archi-mûr, en achevant d'élever toutes les défenses doctrinales, face au danger de la substitution programmatique de la démocratie au Communisme et en liquidant les diverses traductions social-démocrates de ce projet, la "démocratie socialiste" et la "démocratie ouvrière". Ce danger, le plus grand sans aucun doute, était d'autant plus perceptible en Occident que la démocratie y avait perdu, en se réalisant sous la domination bourgeoise et suite aux luttes ouvrières, toute fonction révolutionnaire puis réformiste, et y sévissait donc depuis de longues années pour le plus grand profit de la conservation réactionnaire des rapports de

victorieusement, contre le mensonge démocratique de la souveraineté populaire, le principe de la lutte de classe appliqué à la question de l'Etat et du pouvoir : la dictature du prolétariat contre la dictature du capital.

"...la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'une machine à opprimer la classe ouvrière par la bourgeoisie, la masse de la population active par une poignée de capitaliste."

"Les marxistes ont toujours affirmé que plus la démocratie est développée, plus elle est "pure", et plus la lutte des classes devient acharnée, plus aiguë et plus impitoyable, et plus le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie se manifestent dans toute leur "pureté"."

"...ces faits et mille autres semblables révèlent cette vérité que la bourgeoisie s'efforce en vain de dissimuler à savoir qu'en réalité, même dans les républiques les plus démocratiques, la dictature et la terreur de la bourgeoisie règnent et se manifestent au grand jour dès qu'il semble aux exploités que le pouvoir du capital est ébranlé."

"...le développement de la démocratie, loin d'émousser la lutte des classes, accentue au contraire cette lutte qui, maintenant, en raison des conséquences de la guerre et sous son influence, a atteint son point culminant."

Parallèlement à la restauration programmatique incontournable d'où dérive la liquidation de la démocratie "en général" et de la "démocratie pure", l'affirmation de la nécessité du bris du cadre de la vieille démocratie parlementaire et bourgeoise et de la lutte pour le plus grand bouleversement de l'instauration violente de la dictature du prolétariat, Lénine s'emploie à la démonstration de la réalisation, dans des conditions nouvelles d'application, sous de nouvelles formes, soviétiques, et pour un but révolutionnaire, de l'extension sans précédent de la démocratie pour la classe ouvrière et son allié paysans. Cette extension sans précédent qui découle de la destruction révolutionnaire et du bouleversement des formes et des institutions ébranlées de la démocratie bourgeoise, assemblée constituante, parlement, doit seule permettre cette mythique "démocratie réelle", cette "démocratie véritable". La démocratie "pure" est alors exhumée sous une forme nouvelle alors qu'elle vient d'être enterrée, elle est recomposée sous une forme révolutionnée alors qu'elle vient d'être décomposée. C'est dans ce transfert de la démocratie à l'Etat prolétarien et à ses organes que se cristallise la limite historique et théorique des Thèses. Cette limite n'est certainement pas dépassée alors qu'on insiste sur l'aspect graduel ou progressif d'une "modification", d'une "évolution", d'une "transformation", d'un "tournant" que la Démocratie devrait subir.

A ce stade, la différence fondamentale, que l'on a par ailleurs admirablement mis en lumière, entre la dictature du prolétariat et la dictature de la bourgeoisie et des autres classes, finit par être voilée derrière des comparaisons quantitatives qui revitalisent le principe démocratique majoritaire par son transfert aux mécanismes et aux rouages de l'Etat prolétarien, qui non seulement le respecterait mais lui donnerait sa véritable application. En ce sens, la dictature du prolétariat, sa nature même, est voilée derrière la démonstration des possibilités effectives, pour la grande

résolu les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise en passant, en cours de route, comme un "produit accessoire" de notre principale et véritable action révolutionnaire, prolétarienne, socialiste. Les réformes, avons-nous toujours dit, sont le produit accessoire la lutte de classe révolutionnaire. Les réformes démocratiques bourgeoises - nous l'avons dit et nous l'avons prouvé par nos actes - sont le produit accessoire de la révolution prolétarienne, c'est à dire socialiste. Au reste tous les Kautsky, Hilferding, Martov, Tchernov, Hilquit, Longuet, Macdonald, Turati, et autres bonzes du marxisme "II 1/2" n'ont pas su comprendre ce rapport entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste prolétarienne. La première se transforme en la seconde, la seconde résoud, en passant, l'oeuvre de la première. La lutte, et la lutte seule décide dans quelle mesure la seconde réussit à surpasser la première. Le régime soviétique est précisément l'une des confirmations ou manifestations éclatantes de cette transformation d'une révolution en une autre. Le régime soviétique est le maximum de démocratisme pour les ouvriers et les paysans; en même temps, il implique la rupture avec le démocratisme bourgeois et l'apparition, dans l'histoire mondiale, d'un nouveau type de démocratie, savoir : le démocratisme prolétarien ou dictature du prolétariat"

1.12. Les Thèses du premier Congrès de l'Internationale Communiste sont tout à fait significatives d'une part, de l'indéniable avancée théorique dans la restauration du marxisme face au révisionnisme quant à l'Etat, et de la volonté irrépressible d'en finir avec la mystification de la démocratie en général comme victoire doctrinale face à la social-démocratie (cette victoire est historiquement marquée par l'avancée théorique qui réside dans la substitution de l'alternative "démocratie bourgeoise ou dictature du prolétariat" à l'alternative "démocratie bourgeoise ou démocratie prolétarienne", cette avancée que Rosa Luxembourg dans sa très grande faiblesse s'était refusée de reconnaître nécessaire et conforme au programme originel) ; d'autre part, de l'incomplétude de l'affirmation positive de l'Etat de dictature du prolétariat qui résulte méthodologiquement de la négation de la "démocratie bourgeoise" d'où l'on part, et de la volonté d'introduction, sous l'enveloppe, ou plutôt sous la tutelle de la "dictature du prolétariat", de la "démocratie prolétarienne" où l'on arrive en fait : incomplétude conditionnée par l'insuffisance historiquement déterminée de la rupture théorique d'avec toute démocratie, indissociable de la nécessité transitoire de la revendication d'une démocratie particulière, d'un nouveau type.

L'insuffisance des Thèses du premier Congrès en regard des exigences supérieures de la révolution purement prolétarienne est alors inversement proportionnelle à leur puissance à promouvoir effectivement la mise en oeuvre révolutionnaire d'une démocratie d'un type supérieur en rupture avec la démocratie bourgeoise, la démocratie prolétarienne qui fait littéralement et concrètement exploser le mensonge de la démocratie bourgeoise et voler en éclats ses institutions. Elles apparaissent grévées d'une limite théorique matériellement déterminée par les circonstances historiques comme notre commentaire le fera clairement apparaître.

Partant en guerre contre cette défense de la démocratie "bourgeoise" qui s'exerce sous le couvert de la démocratie "en général" et luttant contre cette négation de la dictature du prolétariat qui s'épanouit sous le prétexte de la condamnation de la dictature en général, les Thèses rétablissent

pouvoir soviétique. 1918)

Mais attention lecteurs, sinon de la dialectique de l'histoire vous ne percevrez que l'apparent paradoxe, le Programme communiste exige qu'en prévision de la révolution purement prolétarienne dans les conditions historiques de la crise catastrophique du système capitaliste que nous prévoyons, nous proclamions, sans escamoter sa revendication pour la révolution d'hier, le caractère désormais irréversiblement anti-révolutionnaire de la "démocratie prolétarienne". Voilà le saut périlleux dans l'histoire qu'il faut réaliser : revendication et dépassement ! Ce caractère anti-révolutionnaire, tout comme celui du centralisme démocratique découlerait du fait que cette formule - abstraite de la situation historique de double révolution qui lui donnait son sens et la légitimait, et coupée des conditions de la genèse du parti de classe et de la réalité de son Etat dans une telle situation qui la rendait nécessaire - ne pourrait plus qu'indiquer l'utilisation d'un mécanisme constitutionnel tirant sa légitimité des purs principes de la démocratie bourgeoise, et duquel serait absent les indispensables critères programmatiques en regard desquels l'Etat de dictature, comme activité étatique du parti communiste, se définit non seulement comme une collectivité unifiée et organisée en vue de l'action, mais aussi et principalement comme la mise en oeuvre du corps de doctrine définitif et permanent, qui assure avec l'efficiente centralisation pratique de l'action, l'essentielle continuité théorique de l'organisation. En réaffirmant cela, nous travaillons pour le futur parti à la systématisation des enseignements impérissables que la Gauche Communiste d'Italie tira du bilan d'oppression d'exploitation et de trahison qui résulta de la dégénérescence de la révolution dans les années 1920 et de la contre-révolution qui lui succéda, Gauche Communiste d'Italie pour laquelle "Il était donc clair que la seule voie à suivre était celle qui nous libérait toujours plus du mortel mécanisme démocratique, non seulement dans la société et dans ses différentes institutions, mais dans la classe révolutionnaire elle-même et avant tout dans son parti politique" (Thèses de Naples 1965).

1.11. Considérée de façon dynamique, sous l'angle de sa genèse théorique, origine et devenir, la "démocratie prolétarienne", telle qu'elle fut esquissée puis définitivement élaborée avec "L'Etat et la révolution" puis introduite dans les documents programmatique de la III<sup>e</sup> Internationale à son premier Congrès (Cf. Thèses de Lénine), manifeste tout à la fois : a) la volonté de conservation sous une forme différente du contenu du mot d'ordre "vieilli" du Parti Ouvrier Social Démocrate Russe qui codifiait et systématisait définitivement (1905) la tactique étatique du prolétariat révolutionnaire dans la révolution démocratique, dont les origines remontaient à l'Adresse du conseil central à la Ligue des Communistes (Mars 1850)<sup>a</sup>, la dictature démocratique des ouvriers et des paysans ; b) la perspective de son dépassement dans une révolution qui porte le prolétariat au pouvoir et doit lui permettre d'accéder, à sa dictature propre, au-delà de la simple influence déterminante préconisée hier (1850 et 1905), dans les révolutions bourgeoises, au-delà du simple accomplissement des tâches démocratiques de cette révolution poussée jusqu'au bout à la "plébéienne" et ouvrant la perspective de la "révolution en permanence". C'est ce qui, à l'heure du bilan, apparaît tout à fait clairement résumé par Lénine dans "Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'octobre" :

"Mais pour consolider, au profit des peuples de Russie, les conquêtes de la révolution démocratique bourgeoise, nous devons gagner du terrain. C'est ce que nous avons fait. Nous avons

Le parallèle doit être poussé jusqu'au bout. Tout comme la formule organisationnelle de "centralisme démocratique", la formule de "démocratie prolétarienne" était ouverte historiquement à des développements divers et opposés. En quel sens ?

a) La formule de "centralisme démocratique" devait donner, au terme de la dégénérescence de l'Internationale et avec la victoire de la contre-révolution, l'organisation bureaucratique mais néanmoins démocratique du Stalinisme, alors que dans sa liaison avec la victoire révolutionnaire en Europe, elle aurait été prolongée et dépassée par le centralisme organique non démocratique, propre au parti mondial unique et purement communiste, dont la Gauche Communiste d'Italie a eu le grand mérite historique - qui fait d'elle un moment supérieur du parti historique marxiste - de se faire l'unique propagandiste.

b) La formule de "démocratie prolétarienne" devait, d'abord avec le reflux de la vague révolutionnaire en Occident, se stabiliser en tant que telle, c'est à dire en tant qu'orientation essentiellement révolutionnaire, puis, avec la victoire définitive de la contre-révolution, être dé-classée et ravalée au rang d'une démocratie "pure et simple", autrement dit bourgeoise (réalisation progressive de la démocratie sociale en Russie), alors que dans sa liaison à la victoire révolutionnaire en Europe et à l'instauration de la dictature du prolétariat dans cette aire géo-historique, elle se serait muée en dictature purement prolétarienne, l'exigence d'une alliance de classes pouvant être et devant être alors dépassée, tout retour à une situation antérieure pouvant être et devant être alors, dénoncé.

L'histoire de l'Etat prolétarien est, comme celle du Parti Communiste Mondial dont il est finalement l'expression matérielle de la fonction gouvernementale, l'histoire de sa production sous sa forme la plus pûre. Dans la question de l'Etat la formule organisationnelle de "centralisme démocratique" a donc eu son corrolaire, la formule organisationnelle de "démocratie prolétarienne", qui correspond aussi à une situation de révolution impure historiquement dépassée par la maturation des conditions matérielles de la révolution universelle comme solution à l'universalisation du capital et de son marché, de sa misère sociale, et de ses catastrophes. La "démocratie prolétarienne" ne doit donc être à aucun moment considérée, en elle-même et dans son contexte historique, comme une hérésie doctrinale, mais comme la traduction de la centralisation démocratique au sein d'un Etat de classe qui avait déjà dépassé la démocratie sans centralisme de la Commune de Paris, et qui devait s'acheminer irrémédiablement vers la dictature sans démocratie, inévitable moment dialectique, donc, vers la production de la dictature purement prolétarienne<sup>7</sup>.

"Le caractère socialiste de la démocratie soviétiste, c'est-à-dire prolétarienne, dans son application concrète, consiste, premièrement en ce que ce sont les masses laborieuses et exploitées qui sont les électeurs, la bourgeoisie étant privée du droit de vote ; deuxièmement, en ce que toutes les formalités bureaucratiques et restrictions électorales disparaissent et que les masses fixent elles-mêmes l'ordre et la date des élections et peuvent à chaque instant rappeler leurs élus ; troisièmement en ce que l'on a alors la meilleure organisation de masse de l'avant-garde des travailleurs... De cette façon, pour la première fois, on fait en sorte que toute la population apprenne et commence à gouverner." ( Lénine, Les tâches actuelles du

1.10. Dans les conditions historiques de la révolution russe et dans le domaine de l'organisation et de la coordination des forces révolutionnaires, la démocratie prolétarienne était à l'Etat de dictature du prolétariat, ce que le centralisme démocratique était au parti révolutionnaire. Ce mode d'être et de fonctionner, exprimait parfaitement la dynamique de la lutte interne d'un parti - la III<sup>e</sup> Internationale - sur la voie de sa transformation en parti mondial purement communiste, dans des conditions où le centralisme organique, proposé par la Gauche Communiste d'Italie, énonçait et faisait connaître, par anticipation sur un tel devenir, l'accession et le développement du parti mondial du prolétariat au mode d'être conforme au monolithisme marxiste, une seule doctrine, un seul Programme, une seule systématisation de la tactique.

Un tel mode d'être supérieur définissant tant la continuité programmatique dans le temps que l'unité de structure de l'organisation dans l'espace, devait résulter d'une conquête. C'est à dire correspondre au résultat de la victoire (leur conversion ou leur évacuation) sur les courants non-marxistes dont l'existence était présumée à l'heure de l'affirmation du centralisme démocratique et bien réelle lors de sa mise en oeuvre révolutionnaire, comme moyen de domination et de conciliation, comme instrument de coercion et tissus conjonctif de l'organisation.

Le centralisme démocratique était un mode d'unification et de centralisation dynamique (non exempt loin s'en faut d'effets pervers mystificateurs combattus en première ligne par la Gauche mais aussi par le bolchevisme lui même) destiné à équilibrer les inévitables conflits internes de courants et à promouvoir finalement le triomphe du Programme communiste au sein du parti lui-même, la soumission de la partie au tout, du particulier au général, dans une évolution irréversible vers le parti centralisé sans démocratie, marquée par le saut de la rupture historique, et de la dynamique qu'elle fit naître, d'avec le parti démocratique sans centralisation: la II<sup>e</sup> Internationale de la trahison.

Ainsi, si la lutte de la Gauche Communiste d'Italie à un sens, le "centralisme démocratique" qui était la formulation du principe d'organisation du parti dans cette situation révolutionnaire, ne devait pas être érigé en formulation intangible du principe comme du reste, dans les mots, si ce n'est dans l'esprit, les thèses du deuxième Congrès s'y prêtèrent, car tandis que le centralisme était et demeure indubitablement un principe, l'utilisation du mécanisme démocratique et le mode de désignation des instances dirigeantes du parti par voie d'élection trouvaient leur nécessité historiquement transitoire dans une situation historique et des conditions de genèse du parti et de lutte de classe spécifiques. C'est pourquoi La Gauche Communiste d'Italie exerça, avec ce purisme doctrinal tant décrié qui fit sa force, cette pression visant à la révision de cette formulation insuffisamment précise du principe régissant la vie et le développement de l'organe de travail communiste et proposa, alors même qu'elle admettait encore l'utilisation dite accidentelle du mécanisme, mais pour conjurer le grave péril toujours menaçant de la croyance mythique dans la vertu révolutionnaire que certains lui conféraient encore, qu'on lui substitue celle de "centralisme organique;" (cf Le principe démocratique 1922, republié en annexe) conforme à la conception du parti comme anticipation sur la société communiste où le dilemme entre décision centrale et décision de la base perdra toute signification et ne se posera plus.

"Les exemples que Zinoviev apporte à l'appui de sa thèse ne sont pas convainquants. Le fait que les bolcheviks ont participé aux élections pour la Constituante pour la disperser vingt-quatre heures plus tard ne prouve pas que l'on puisse exploiter le parlementarisme bourgeois en faveur de la révolution. Il est évident que les bolcheviks ont participé aux élections à la Constituante parce qu'ils ne se sentaient pas assez forts à ce moment-là pour les empêcher : autrement, c'est ce qu'ils auraient fait. Mais dès qu'ils se sont sentis assez forts, ils sont passés à l'action. Cette force ce n'est pas la participation à la lutte électorale qui la leur a donnée ni même révélée, puisque les résultats électoraux n'ont pas été en leur faveur. Heureusement, car au cas contraire, ils auraient peut-être pas pu abattre la Constituante." (Il Soviet N°11, Avril 1920.)

1.9. Les Soviets ouvriers et paysans en tant qu'expression de la "démocratie prolétarienne" n'ont de réalité que sur la base matérielle et historique de la révolution double. Ils ne peuvent constituer un modèle pour l'Etat futur, ni comme forme, ni comme mode d'organisation et de fonctionnement de celui-ci. Le caractère pur de la révolution future-unique prolétarienne et directement anti-capitaliste -, dans les conditions de la domination réelle achevée du capital sur le travail, non moins que les modalités et conditions du ressurgissement du Parti Communiste dans de telles conditions, conféreront à l'Etat prolétarien sa configuration spécifique. La contre-révolution se profilera inévitablement derrière toutes les propositions de reconduction de la forme soviétique comme expression dans les conditions nouvelles à venir, des projets de conciliation de classe, comme manifestation, à l'horizon de la victoire de la révolution monolithique, d'un inter-classisme traître renouvelé.

En reproposant la forme soviétique, hors du temps et sans rapport avec les conditions historiques différentes qui marqueront le ressurgissement de la lutte de classe et l'ouverture du nouveau cycle historique de la révolution communiste mondiale, le futur mouvement communiste, le Parti Communiste Mondial en procès de sa reconstitution, se placerait hors de la réalité historique ou à la remorque de l'opportunisme de demain qui, pour désarmer la révolution, se distinguera comme toujours, par la reposition de pratiques désuètes parce que liées à des moments dépassés de la lutte de classe et à des formes obsolètes de la domination du capital.

"Dans les conditions de la révolution purement prolétarienne et anti-capitaliste, propres à la phase de domination réelle du capital, le prolétariat est la seule classe révolutionnaire, contre lequel les autres classes et couches sociales forment une masse indifférenciée ou réactionnaire. Le prolétariat réalise seul sa mission historique. Le parti communiste n'exercera pas sa dictature indirectement, par mécanisme d'organisations populaires à vocation majoritaire, tels les pseudo-conseils ouvriers - au moyen desquels l'expérience historique a démontré que la bourgeoisie pouvait reconquérir le pouvoir, restaurer sa domination de classe et organiser la contre-révolution - mais directement : à l'exclusion de tout appareil de démocratie représentative. Le parti communiste ne partage le pouvoir avec aucun autre parti. Le parti communiste et l'Etat prolétarien ne détiennent que du programme marxiste et que d'eux-mêmes leur fonction d'organe politique et gouvernemental de la classe

révolutionnaire, le parti a assuré aux Soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail. Dans cette "substitution" du pouvoir du parti au pouvoir de la classe ouvrière, il n'y a rien de fortuit et même au fond, il n'y a aucune substitution. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à l'époque où l'histoire met à l'ordre du jour ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants reconnus de la classe ouvrière dans sa totalité".

Dans le même ordre d'idée, la coexistence du mot d'ordre de "tout le pouvoir aux Soviets" et de "convocation de l'Assemblée Constituante", le devenir même de ce dernier alors que tout le pouvoir est aux mains du Conseil des commissaires du peuple, les déclarations même du Conseil des commissaires du peuple, organe central de la dictature du prolétariat surgie d'Octobre, relativement à son caractère transitoire dans l'attente de la convocation de l'Assemblée Constituante, la démonstration du fait que la devise "tout le pouvoir à l'Assemblée Constituante" était devenue en fait la devise de la contre-révolution contre le pouvoir des Soviets, l'acceptation enfin de la convocation d'une Assemblée Constituante qu'il allait falloir abattre parce que dans son principe il s'agit d'une forme démocratique de gouvernement incompatible avec la dictature du prolétariat, la préparation et l'armement du parti Bolchevik pour le combat parlementaire de ses députés au sein d'une Assemblée dont Lénine déclarait qu'elle serait appelée à entrer inévitablement en conflit avec la volonté et les intérêts de la classe laborieuse au pouvoir depuis le 25 Octobre, la perspective même de la lutte d'une fraction parlementaire au sein de cette Assemblée Constituante dont on affirmait par anticipation qu'il faudrait contre elle exiger le droit de rappel si elle ne reconnaissait pas le pouvoir des Soviets, sont autant de signes historiques qui permettent de souligner les difficultés de réduction du retard des affirmations théoriques et d'anticipation sur la pratique révolutionnaire qui avance par bonds.

"Pendant les huit premiers mois de la révolution russe, la question des soviets a été très discutée et les ouvriers ne comprenaient pas toujours bien en quoi consistait le nouveau système et s'il était possible, à partir des conseils de faire un nouvel appareil d'Etat. Dans notre révolution, nous avons progressé par l'action pratique, non par la théorie. Par exemple, au début, nous n'avons pas posé correctement sur le plan théorique la question de la constituante, et nous ne disions pas que nous refuserions de la reconnaître. Ce n'est qu'ultérieurement, quand les organisations soviétiques se sont étendues à tout le pays, et y ont conquis le pouvoir politique, que nous avons décidé de la dissoudre." (Discours de Lénine sur ses Thèses au premier Congrès de l'Internationale Communiste. 1919)

Cette analyse est de toute première importance car Lénine donne implicitement raison par avance à La Gauche Communiste d'Italie - alors que comme on le sait il refusa ses thèses caractéristiques - lorsque dans "Il Soviet" celle-ci réfute Zinoviev qui défend le parlementarisme révolutionnaire à rebours des enseignements qui pouvaient être tirés de l'enlisement de la lutte de classe dans la fange du parlementarisme :

vivantes ; la forme pratique de la dictature a été trouvée par les masses ouvrières."

(Lénine, Discours d'ouverture au premier Congrès de l'IC. 1919)

1.8. Du fait de cette revendication des "formes enfin trouvées", l'oeuvre entreprise de restauration du Programme communiste, retarda, momentanément, mais non sans effets négatifs sur le développement de cette oeuvre, sur les exigences supérieures de la révolution pure, alors que non seulement elle coïncida mais qu'elle anticipa merveilleusement sur les tâches de la dictature du prolétariat dans la révolution partielle (économiquement) à l'ordre du jour. Ainsi l'on vit s'épanouir à nouveau ces organes de lutte qui sans être des formes parlementaires demeurent des organismes représentatifs selon la lumineuse explication de "L'Etat et la révolution". La dictature du prolétariat revêtit la forme Soviétique prolongeant en cela l'expérience de la Commune, première réalisation historique du mot d'ordre bourgeois de gouvernement à bon marché excluant le bureaucratisme et le fonctionnarisme:

"Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail exécutif et législatif, comme situation privilégiée pour les députés n'est plus."

Cependant cette apparente prépondérance, dans la théorie et dans la propagande révolutionnaire, de la revendication des Soviets ne devait être qu'un moment. La démocratie prolétarienne même sous sa forme "pure" était vouée à s'éteindre. S'y s'arrêteront, pour s'emmurer dans une opposition à l'avancée révolutionnaire, les anti-substitutionnistes qui devaient faire contre l'affirmation de la nécessité historique du parti et de sa fonction dirigeante, l'apologétique de la "qualité" intrinsèque de la forme, de la structure, du véritable engrenage de démocratie interne des Soviets, comme si la révolution était une question de forme d'organisation et de constitution. Ainsi au-delà de la Commune et en dépassement de son expérience limitée et de ses fautes, la première place, selon les vœux de Marx, devait revenir, dans la théorie, comme dans la propagande et dans le mouvement réel, au parti de classe.

Fatalement, la perspective de la révolution purement prolétarienne à l'ordre du jour du cycle révolutionnaire en cours devait exiger que soit surmonté le relatif retard théorique et que, poursuivant le travail de restauration programmatique en liaison avec la radicalisation du mouvement révolutionnaire, ajustant ainsi la théorie à la pratique réelle de la dictature de classe, l'on "substitue" au mot d'ordre contingent et transitoire, transitoire parce que contingent, "tout le pouvoir aux Soviets", le seul mot d'ordre valable de toute éternité et donc destiné à durer, "Tout le pouvoir au Parti Communiste". C'est aussi le point culminant de l'Oeuvre de Trotsky bolchevik qui tutoie la puissance de l'affirmation anti-démocratique de la Gauche Communiste d'Italie sans pouvoir encore prolonger cet anti-démocratisme dans ses ultimes conséquences pratiques et tactiques en accédant à son anti-électoratisme et à son anti-parlementarisme abstentionniste, nous avons nommé, "Terrorisme et Communisme" :

"On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des Soviets celle du parti. Et cependant on peut affirmer, sans risquer de se tromper, que la dictature des Soviets n'a été possible que grâce à la dictature du parti : grâce à la clarté de sa vision théorique, grâce à sa forte organisation

Il en fut inévitablement ainsi parce que la Commune, sans direction véritablement révolutionnaire, se trouva placée dans les circonstances historiques de la période charnière de la fin de la phase des systématisations nationales en Europe et du début de l'ère des révolutions purement prolétariennes dans cette aire géo-historique<sup>6</sup>. Aussi, elle ne sut et ne put distinguer entre les éléments d'une révolution démocratique et socialiste, elle confondit, dit encore Lénine, les tâches d'une lutte pour une république et les tâches de la lutte pour le socialisme, ou pour être plus précis elle n'avait pas de ces dernières une vision claire.

C'est ce qui explique, si l'on se transporte à la veille d'Octobre, que, "l'expérience" forcément limitée de la Commune, put être aussi, et malgré sa grande faiblesse, présentée, ce n'est pas paradoxal, comme un "modèle" valable pour la révolution impure d'Octobre qui allait s'ouvrir, que, dialectiquement, l'on ait reconnu (Cf Les Thèses d'Avril) dans les organes politiques des Soviets qui fleurissaient à nouveau, les formes de la Commune, et qu'une fois ouverte, la révolution d'Octobre reproduisit effectivement au moyen des Soviets les formes "enfin trouvées" par la Commune de la dictature du prolétariat. Cette reconnaissance et reproduction s'effectua sous l'impulsion et la direction du bolchevisme pour lequel la dictature du prolétariat devait être aussi démocratie au sein du prolétariat, par le prolétariat, et pour le prolétariat.

"Ils (les Soviets) reproduisent le type d'Etat qui a été établi par la Commune de Paris et que Marx a appelé "la forme politique où peut s'effectuer la libération économique des travailleurs."

(Lénine, Les tâches du prolétariat dans notre révolution. 1917)

"Le premier au monde - pour mieux dire, le deuxième, car la Commune de Paris avait déjà commencé - le pouvoir soviétiste appelle les masses exploitées au gouvernement"

(Lénine, La révolution prolétarienne et le renégat Kaustky. 1918)

"Le pouvoir soviétiste est du même type que la Commune de Paris de 1871".

(Lénine, De la dualité de pouvoir. 1917)

"Le pouvoir soviétiste est, dans l'histoire universelle, le deuxième pas, ou la deuxième étape de développement du prolétariat. le premier pas fut la Commune de Paris. L'analyse géniale de la Commune de Paris, donnée par Marx dans sa Guerre civile en France, a montré que la Commune avait créé un nouveau type d'Etat, l'Etat prolétarien."

(Lénine, Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique. 1917)

"Le peuple conçoit la grandeur et l'importance de la lutte actuelle. Il faut seulement trouver la forme pratique qui donnera au prolétariat la possibilité de réaliser sa domination. Cette forme c'est le régime Soviétiste avec la dictature du prolétariat. Les mots "dictature du prolétariat" n'étaient que du latin pour les masses. Grâce à la diffusion du système des Soviets dans le monde entier, ce latin a été traduit dans toutes les langues

timidité, de la passivité, de l'immaturité, et de l'inconsistance révolutionnaire, partagées à des degrés divers entre membres de la "majorité" et de la "minorité", de la "direction" du mouvement<sup>5</sup>. Cette direction était certes compatissante avec les opprimés, mais bien trop magnanime avec les oppresseurs, à tel point imprégnée des idéaux et des valeurs bourgeoises et non préparée à exercer le pouvoir, qu'alors que le pouvoir échet entre ses mains, elle ne sut s'en servir, dépouillée qu'elle était d'un programme révolutionnaire et d'un parti agissant, pour concentrer les troupes, épurer le commandement, marcher sur Versailles, écraser Thiers, sévir rigoureusement contre les éléments contre-révolutionnaires, faire régner la terreur, fusiller conspirateurs et espions, dresser le bouclier d'otages, frapper la contre-révolution dans la chair de ses représentants, se porter à la tête des actions de représaille, encourager l'organisation des excès de violence révolutionnaire, marcher sur la banque de France, conquérir la province, c'est à dire en finir avec l'indécision "généreuse" mais vaine et coupable, et passer enfin à l'offensive comme l'exigeaient les circonstances historiques alors que s'imposait la nécessité de la révolution intégrale.

Plus la jeune, généreuse, et héroïque Commune nous est chère, moins il nous est permis de passer sur les erreurs de sa "direction", moins il nous est permis d'allégeance à ses fautes, moins il nous est permis d'en faire vivre le souvenir, d'en rappeler les leçons, ou de simplement nous y référer sans stigmatiser ses tares démocratiques. Si la Commune est la dernière grandiose confirmation doctrinale (mais était-ce nécessaire après "Les luttes de classes en France" 1848-1850) de la nécessité de la dictature du prolétariat, si la Commune apporte ( mais était-ce nécessaire après "Le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte" 1852) l'ultime et non la première vérification historique que le prolétariat ne peut plus se contenter d'utiliser la machine d'Etat existante, mais qu'il doit la briser pour s'ériger en classe dominante et exercer sa dictature, si la Commune, a surgi pour être un organe de travail et d'action faisant fusionner le législatif, le judiciaire et l'exécutif, établit comme conséquence de sa négation du parlementarisme et du bureaucratisme que ses membres sont révocables à tout moment, et que leurs traitements ne doivent pas dépasser le salaire ouvrier moyen, elle est aussi et surtout riche en erreurs démocratiques qui feront dire à Lénine qu'"elle fut un gouvernement tel que ne doit pas l'être un gouvernement ouvrier", et elle est finalement pauvre en leçons d'anti-démocratie radical.

C'était un des plus hauts faits de la Commune, reconnu par Marx comme une confirmation de la dictature du prolétariat, que celui de refuser d'être un parlement démocratique, mais les oscillations de la Commune entre la fiction de la démocratie et la réalité de la dictature finirent par mettre en cause un tel résultat historique. C'est pourquoi des voix se firent entendre pour éviter la réabsorption des caractères anti-démocratiques de la Commune. Parmi elles, celle d'Edouard Vaillant :

"L'important serait de transformer la Commune elle-même, d'en faire ce qu'était la première Commune de Paris, une assemblée de commissions travaillant ensemble et non un parlement où chacun tient à dire son mot." Procès verbaux de la Commune. "Une commune n'est pas un parlement..., c'est une réunion de commissions donnant, par ses délibérations et ses votes, aux travaux de ces commissions l'unité de direction et d'action. La seule publicité qui convienne à une telle assemblée est celle des actes et des décrets, et non celle des discours plus ou moins fidèlement reproduits." Journal Officiel.

à l'extention, sous des formes appropriées et peut être nouvelles, du système des conseils à population rurale en occident, et mérite que l'on s'y attarde.

" La victoire ne peut être assurée que lorsque nous seulement les ouvriers des villes mais aussi les prolétaires des campagnes seront organisés, et non pas comme avant en syndicats et coopératives, mais organisés en Soviets. Pour nous la victoire a été plus facile parce qu'en Octobre 1917 nous avons marché avec la paysannerie, toute la paysannerie. A ce moment là, en ce sens, notre révolution était une révolution bourgeoise. Le premier pas de notre gouvernement prolétarien a été de reconnaître, dans la loi du 26 Octobre (ancien style) 1917, le lendemain même de la révolution, les vieilles revendications de l'ensemble de la paysannerie, déjà formulée auparavant par le gouvernement Kérénsky par les conseils et les unions paysannes. C'est là ce qui faisait notre force, et pourquoi nous avons aussi facilement acquis une majorité écrasante. A ce moment-là, pour les campagnes, pour le village, notre révolution demeurait encore une révolution bourgeoise, et ce n'est que plus tard, après six mois, que nous avons été obligés, dans le cadre de l'organisation d'Etat, d'organiser la lutte de classe dans les villages, de créer systématiquement, dans chaque village des comités de paysans pauvres, de semi-prolétaires, et de les entraîner de façon systématique à la lutte contre la bourgeoisie rurale. Chez nous c'était inévitable à cause du caractère arriéré de la Russie. Il en ira autrement en Europe occidentale, et c'est pourquoi nous devons souligner que l'extention du système des conseils à la population rurale sous des formes appropriées et peut-être nouvelles est une absolue nécessité." (Souligné par nous)

Nous avons rapporté ce passage car, de façon significative, il met en relief, au delà des caractères démocratiques de la révolution d'Octobre, la perception par Lénine des conditions différentes qui président en Occident à l'effort de constitution du système des Conseils, non en tant qu'expression d'un rapport d'alliance démocratique ouvriers paysans comme dans la Russie arriérée, mais comme forme politique de l'unification et de la centralisation des forces révolutionnaires du prolétariat des villes avec celui des campagnes.

1.7. Si, pour les besoins de notre démonstration de la nécessité historique et transitoire de la "démocratie prolétarienne", nous revenons un instant à la Commune de Paris, à ses "oscillations entre la réalité de la dictature du prolétariat et la fiction de la démocratie", et aux leçons qui en furent tirées par notre mouvement, nous verrons pourquoi, malgré ses tares démocratiques, elle put être à juste titre et momentanément - eu égard à l'ensemble du procès révolutionnaire de transformation de la révolution bourgeoise en révolution socialiste - érigée en modèle pour l'Octobre Rouge.

La Commune de Paris cramponnée à la chimérique légalité démocratique courait à sa perte. "Dominer la bourgeoisie par la force morale" "ne pas toucher à la liberté et à la vie de l'individu", tel était le contenu, indissolublement lié à la fiction de la démocratie, des "prêches émoulinants" des Vermorels et consorts... Ils conviaient la bourgeoisie libérale à l'entente et nourrissaient l'espoir d'une issue pacifique, entretenant les illusions républicaines et renforçant la superstition démocratique des insurgés, conduisant finalement la Commune au charnier en berçant les masses avec cet humanitarisme sentimental et impuissant qui n'était que le pendant de la

socialisme, mais celui de développer - en les contrôlant - les bases du socialisme, donc, le capitalisme, dans une lutte contre le féodalisme et ses survivances. C'est dire que la révolution russe, avec à sa tête la dictature du prolétariat, n'a pas été l'affrontement de deux classes (prolétariat et bourgeoisie), mais une lutte aux combinaisons complexes de trois classes, le prolétariat, la bourgeoisie (dont la paysannerie est l'allié naturel à qui s'adresse la perspective révolutionnaire de "la terre aux paysans"), et les grands propriétaires terriens, suppôts de l'ancien régime tsariste, vecteurs de la restauration de l'autocratie. Révolution ternaire et non binaire donc !

Qu'il soit redit en passant, brutalement, quitte à jeter le trouble dans les petits esprits chagrins hermétiques à la dialectique révolutionnaire, mais pour éclairer la compréhension de la prétendue "énigme Russe", que dans la conception marxiste et en bonne intelligence de la victorieuse théorie de la rente foncière, l'élimination du propriétaire foncier, ne sort pas, en elle-même, des mesures compatibles avec l'ordre bourgeois. Il en sera de même de la majeure partie des mesures économiques de l'Etat Soviétique...

Mais, revenons à cette nécessité qui faisait face au prolétariat. Celle de composer, dans une certaine mesure, sous certaines conditions, et avec certaines limites, avec cet auxiliaire de la bourgeoisie, la paysannerie (la bourgeoisie industrielle et commerciale ayant renoncé à ses tâches historiques, préférant prendre le risque de la réaction, plutôt que de voir la révolution aller trop loin et lui échapper, ce qui se produisit en fait), tout en s'en protégeant. Il s'agissait de l'"attente" de la révolution pure d'Occident. Elle seule pouvait permettre la transcendance totale de la révolution russe, c'est à dire, non un saut par dessus le capitalisme, on savait depuis longtemps que la Russie devrait connaître les douleurs inexorables de l'enfantement du capital (prévisions de Marx et d'Engels<sup>4</sup>), mais du moins une formidable accélération historique abrégant considérablement la phase d'économie capitaliste en Russie. "Contrôler, non moins qu'unir", voilà quelle était l'exigence que posait la situation historique au prolétariat et à son parti, dans ses rapports avec la paysannerie.

C'est au travers du système des Soviets, regroupant territorialement ouvriers et paysans, dans lequel il exerçait une influence déterminante, que le Parti réalisa cette exigence, en entretenant transitoirement, ici et maintenant mais pour la défense historique des intérêts généraux de la révolution mondiale, des relations démocratiques d'un certain type avec la paysannerie dans son ensemble d'abord, avec le semi-prolétariat et la paysannerie pauvre ensuite, lorsque la révolution porta la guerre civile dans les campagnes.

"Si les soviets personnifient une forme et un type supérieurs de démocratie, c'est précisément parce que, groupant et attirant à la politique la masse des ouvriers et des paysans, ils sont l'institution la plus proche du "peuple" (au sens où Marx en 1871 parlait de la vraie révolution populaire) et offrent le baromètre le plus sensible du développement de la maturité politique et de la conscience de classe des masses". (Lénine, La révolution prolétarienne et le renégat Kaustky, 1918)

La démocratie prolétarienne a donc vécu comme mécanisme de fonctionnement et d'organisation de l'Etat prolétarien, pour la réalisation de telles exigences historiques. C'est ce qui ressort de l'historique discours de Lénine sur ces Thèses au premier Congrès de l'Internationale où il en appelle

Que la forme Soviet soit dite "contingente" ne saurait signifier, comme dans cette interprétation falacieuse, parce qu'idéaliste, des données de la dialectique "hégélienne" que le marxisme a soumis au matérialisme historique, qu'elle ait été non nécessaire, hasardeuse ou accessoire. Le contingent n'échappe pas à la détermination, il n'est pas en opposition métaphysique avec la nécessité, il n'en est qu'un moment, comme l'apparence est un moment de l'essence dans son rapport à la réalité. Cependant la connaissance vraie de la révolution russe ne s'arrête pas à la forme de la dictature du prolétariat. Elle saisit sous l'apparence de la forme Soviétique et sous les contingences de la démocratie prolétarienne qui l'habite, au delà de l'immédiateté donc, l'essentiel de l'absolue nécessité du Parti de classe, l'essentiel de l'universelle vérité de classe de sa fonction de direction du procès de la révolution anti-capitaliste, l'essentiel de l'impérieux totalitarisme de son Programme communiste.

Dans le contexte de la révolution double de Russie, les Soviets ouvriers et paysans apparurent comme formes politiques immédiates de la lutte de classe et c'est le Parti Communiste qui leur insufla une vision révolutionnaire et leur transmit un contenu historique révolutionnaire en les convertissant d'informes parlements ouvriers et paysans qu'ils étaient, avec cette inclination dénoncée en Avril 1917 par Lénine à vouloir partager le pouvoir avec la bourgeoisie libérale et la petite bourgeoisie installée en Février, en organe de l'Etat prolétarien. On se souvient de la lutte du Parti bolchevik pour arracher les Soviets au menchevisme et aux socialistes révolutionnaires pour les conquérir et les convertir en organe de la dictature du prolétariat. Lénine qui avait une révolution d'avance lança, avant même qu'une telle victoire du Parti en leur sein fut acquise, le mot d'ordre "tout le pouvoir aux Soviets". Il savait qu'il les gagnerait au Programme communiste parce qu'ils étaient ouverts à la perspective révolutionnaire et pouvaient faire écho au cri de guerre que seul le Parti Communiste était à même de lancer à la face du monde bourgeois. Mot d'ordre initialement et en un certain sens "pacifiste" dans la période de transition entre deux révolutions que Lénine mit à profit pour réarmer le Parti, "tout le pouvoir au soviets" devint cet appel "belliciste" dans son rapport à l'insurrection d'Octobre et à la guerre contre la bourgeoisie<sup>3</sup> .

La révolution prolétarienne socialiste d'Octobre se présente à l'entendement marxiste comme la transcroissance de la révolution bourgeoise de Février 1917 :

"Si le prolétariat bolcheviste, sans attendre, sans préparer, sans opérer la différenciation des classes dans les campagnes, avait essayé, dès novembre 1917, de "décréter" la guerre civile ou l'"institution du socialisme" dans les campagnes, s'il avait essayé de se passer de l'alliance temporaire avec l'ensemble de la paysannerie, sans faire de concession au paysans moyens, s'eût été une dénaturation blanquiste du marxisme, une absurdité théorique, une incompréhension du fait que la révolution paysanne générale est encore une révolution bourgeoise et que, sans une série d'étapes et de transitions, on ne saurait, dans un pays arriéré, la transformer en révolution socialiste." (Lénine, La révolution prolétarienne et le renégat Kaustky. 1918)

Autrement dit, l'Etat prolétarien doit assumer les tâches historiquement dévolues à la bourgeoisie, dans la mesure où il est porté à la tête d'une révolution qui économiquement ne peut avoir pour objet l'instauration du

prolétarien issu de la révolution d'Octobre comme résolution de la contradiction historique du double pouvoir né de la Révolution de Février— se présente comme le produit nécessaire de la situation historique de révolution double et de cette nécessité qui lui est propre, de dominer et de concilier, en veillant à ce que jamais la dictature du prolétariat ne s'étirole, les intérêts des classes révolutionnaires en présence, ceux du prolétariat industriel et agricole, avec ceux, d'abord, de la paysannerie en général (allié naturel de la bourgeoisie), puis, seulement, avec ceux du semi-prolétariat et de la paysannerie pauvre (fraction la plus conséquente de cette paysannerie), plus tard même, lorsque "attendre signifiait vivre", sous la nouvelle politique économique issue de la confrontation doctrinale du programme révolutionnaire à la situation de reflux du mouvement révolutionnaire à l'échelle mondiale, ceux du grand capitalisme d'Etat contre ceux de la petite bourgeoisie.

"Au début, les soviets groupaient l'ensemble de la paysannerie L'état arriéré et l'ignorance des paysans pauvres laissaient la direction aux accapareurs, aux gros bonnets, aux capitalistes, aux intellectuels petit-bourgeois. ... Le triomphe de la révolution bolcheviste marquait la fin des hésitations, assurait la destruction de la monarchie et de la grande propriété foncière, qui, avant la révolution de Novembre, subsistaient encore. Nous avons mené la révolution bourgeoise jusqu'au terme de son développement. La masse rurale toute entière marchait derrière nous, son antagonisme à l'égard du prolétariat socialiste ne pouvait se manifester du premier coup. Les soviets groupaient l'ensemble de la paysannerie. La différenciation des classes au sein de la masse paysanne ne faisait que commencer et ne s'était pas encore manifestée extérieurement."  
(Lénine , La révolution prolétarienne et le renégat Kaustky 1918)

Ce que savait depuis longtemps Lénine de l'allié paysan du moment en dit long sur la nature des transformations qui n'impliquaient pas dans l'immédiat l'écroulement du capitalisme mais son développement large et rapide, base matérielle du socialisme :

"Le succès de l'insurrection paysanne, la victoire de la révolution démocratique, débarrassera simplement la route pour la lutte véritable et décisive pour le socialisme, sur le terrain de la société bourgeoise. Les paysans, en tant que classe de propriétaires terriens, auront dans cette lutte la même fonction de trahison, d'inconstance que la bourgeoisie a aujourd'hui dans la lutte pour la démocratie". (Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique. 1905)

Cette organisation devait trouver une forme. Cette forme ce fut le système des Soviets des ouvriers des soldats et des paysans. En ce sens, si le système des Soviets fut la forme enfin trouvée de la "démocratie prolétarienne", il fut également la forme contingente de la dictature du prolétariat dans la double révolution, tandis que le rôle dirigeant du Parti Communiste dans l'établissement, la stabilisation, et la conduite de la dictature du prolétariat constitue l'essentiel, comme Lénine l'a cent fois répété, et comme les anti-communistes et contre-révolutionnaires l'ont cent fois expérimenté dans leur chair.

"La dictature du prolétariat ne signifie pas cessation de la lutte de classe, mais sa continuation sous une forme nouvelle et avec des armes nouvelles. Tant que subsistent les classes et que la bourgeoisie, abattue dans un pays, attaque le socialisme dans les autres pays, la dictature est nécessaire."  
(Thèses sur la tactique du P.C.R. Lénine.)

"La dictature est une guerre acharnée."  
(La tactique du P.C.R. Lénine)

"La dictature est un pouvoir inflexible, audacieux et prompt"  
(Les tâches actuelles du pouvoir soviétique. Lénine, 1918)

"La dictature est...un pouvoir illimité, s'appuyant sur la force et non sur la loi. Durant la guerre civile, tout pouvoir victorieux ne peut être qu'une dictature"  
(La victoire des Cadets et les tâches du parti ouvrier. Lénine, 1906)

"La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi"  
(La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Lénine, 1918)

1.5. Toute étude rigoureuse de la "démocratie prolétarienne" doit appliquer, pour ne pas rompre le fil de la continuité programmatique, les préceptes de la Gauche Communiste d'Italie relatifs à la "lecture de deux manières" des formules qui ont pris naissance et vigueur dans la période de l'histoire "à deux fourches" et de la "lutte sur deux fronts". Sur tous les fronts de la lutte démocratique contre le bolchevisme, on reprochera à la révolution russe de ne pas réaliser le "principe" de la démocratie prolétarienne et celui de lui substituer celui "jacobin" de la dictature et du terrorisme d'un seul parti, voire d'un seul homme. Les ennemis et les délateurs du bolchevisme de Kaustky à Adler, en passant par Dan, Martov<sup>2</sup>, et autres valets de l'Ordre, desquels ne parviendra pas véritablement à se différencier et à se distancier, malgré ses intentions politiques, mais à cause de ses dramatiques erreurs théoriques, Rosa Luxembourg elle-même, se distingueront précisément en cela qu'ils spéculeront au profit de la contre-révolution sur une non réalisation de la "démocratie prolétarienne" par l'Etat Soviétique où ils croyaient, les sycophantes, prendre en défaut la révolution. Aucun d'eux n'avait pu saisir la vérité de cette position de classe selon laquelle la démocratie prolétarienne exprimait cette contradiction en voie de résolution dont la révolution devait être faite : sur la plan politique entre l'Etat capitaliste et l'Etat prolétarien, la différence est abyssale : le gouffre de classe qui nous fait dire : Octobre fut socialiste ; sur le plan économique par contre la différence est quasi nulle : les mesures économiques d'enregistrement et de contrôle transitoire du développement du capital par le prolétariat sont démocratiques, il s'agit du contenu de la révolution bourgeoise. Il devait nécessairement en être ainsi dans la révolution double de la Russie arriérée, où Octobre socialiste devait sans s'y arrêter conduire la révolution bougeoise d'une main de fer mais pour ses propres fins qui devaient prendre définitivement corps, le plus tôt aurait été le mieux, avec la victoire du prolétariat Européen.

1.6. La "démocratie prolétarienne" en tant qu'elle fût concrètement une réalité révolutionnaire - c'est à dire l'organisation que prit l'Etat

historiquement.

"Or la dictature du prolétariat, c'est à dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. En même temps qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté des oppresseurs, les exploités les capitalistes. Ceux-là nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié ; il faut briser leur résistance par la force ; et il est évident que, là où il y a répression, il y a violence, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de démocratie." (L'Etat et la révolution Lénine, 1917).

"La dictature est un mot, dur, sanglant, qui exprime la lutte sans merci, la lutte à mort entre deux classes, deux mondes, deux époques de l'histoire universelle." (La troisième Internationale et sa place dans l'histoire. Lénine, 1919)

"La dictature du prolétariat c'est, sous la forme la plus absolue et la plus impitoyable, la guerre d'une classe nouvelle contre un ennemi plus puissant contre la bourgeoisie : en effet la résistance de cet ennemi est décuplée par son renversement même, ne fut-ce que dans un seul pays, et sa puissance est composée non seulement de la force du capital, international, de la force et de la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore de la force de l'habitude, de la force de la petite production. Car il reste encore sur cette terre, pour notre malheur, une très, très grande proportion de petite production ; or la petite production enfante le capitalisme et la bourgeoisie, constamment, chaque jour, chaque heure, par un processus élémentaire et universel"

(La maladie infantile du Communisme. Lénine, 1920)

"La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions du vieux monde." (Ibid.)

"La dictature du prolétariat est la forme la plus énergique et la plus révolutionnaire de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie."

(Thèses sur les tâches essentielles du II<sup>e</sup> congrès de l'I.C. Lénine, 1920)

"La classe qui a pris le pouvoir politique l'a pris en ayant conscience qu'elle le prenait seule. C'est ce qu'implique la conception de dictature du prolétariat. Cette conception n'a de sens que lorsqu'une classe sait qu'elle prend seule le pouvoir politique, lorsqu'elle ne s'illusionne pas et ne trompe pas les autres, en parlant de pouvoir "national élu et consacré par tout le peuple."

(Discours au congrès panrusse des ouvriers et des paysans Lénine)

1.3. Alors qu'une telle formule exprime parfaitement la réalité et donc aussi toute l'ambiguïté d'une révolution "hybride", cela ne saurait évidemment nous conduire à la considérer simplement comme "un parfait synonyme" de la dictature du prolétariat. Ceci pour deux raisons essentielles:

a) La "dictature du prolétariat" ne peut pas avoir de parfait synonyme, si ce n'est celui de "gouvernement du parti communiste" dont pour des raisons historiques évidentes nous ne préconisons pas l'usage systématique bien qu'il soit le seul à véritablement correspondre à la conception marxiste orthodoxe. Si la "démocratie prolétarienne" avait été effectivement proposée uniquement comme synonyme au point d'escamoter la "dictature du prolétariat", il eut fallu la combattre et la liquider immédiatement en tant que telle, avec les ambiguïtés que recèlent ses multiples sens, exiger un enterrement de troisième classe comme le fit la Gauche Communiste d'Italie pour le "gouvernement ouvrier" et le "gouvernement ouvrier - paysan"<sup>1</sup>.

b) La "démocratie prolétarienne" est bien plutôt introduite et employée dans les circonstances historiques d'alors - ne revenons plus sur leur caractérisation - comme notion complémentaire à la formulation du principe de dictature, notion destinée, non seulement à préciser l'origine, la nature, et la fonction du rapport d'alliance, prolétariat, paysannerie pauvre, dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire, mais encore à définir, sur le plan du fonctionnement interne de l'Etat, l'organisation du rapport entre les différents organes de lutte du prolétariat. Elle ajoute alors, dans cette fonction complémentaire, et ceci de façon non fortuite, une connotation "populaire", à la formulation du principe de dictature. Elle fait apparaître, un pouvoir du peuple "prolétarien", et avec cette formule équivoque, toute la contradiction exprimée par la réalité historique d'alors qui voit l'ouverture de la phase de transition où la dictature du prolétariat réalise "en passant" et sans s'y arrêter, mais dans "l'attente" de la révolution en Europe, les tâches de la révolution bourgeoise. Toutefois, l'interprétation petite-bourgeoise qui glisse à la surface des mots et n'effleure que la superficie des choses, ne manquera pas de buter sur cette définition littérale de la formule elle-même. Elle la saisira dans un abstrait isolement, séparée de la prévision révolutionnaire, séparée de la réalité de la dynamique historique qui l'a produite et dont elle était un facteur de développement révolutionnaire, séparée également de prévision d'une nouvelle réalité toute aussi sûrement décrite par le marxisme qui exigerait sa liquidation théorique et politique et son dépassement. En effet, cette formule ne peut rendre à elle seule et en elle-même, immédiatement, la finalité véritable de l'existence du type d'Etat pour lequel elle est employée, le contenu réel de la dictature sur la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, le rôle dirigeant du parti au sein du prolétariat, l'hégémonie du prolétariat sur la paysannerie, la perspective même de l'abandon prévu de cet allié peu sûr d'hier avec l'explosion de la révolution purement prolétarienne en Europe, le fait même que si la révolution en cours, de par la combinaison programmatique qui la caractérise, était aussi "populaire", elle ne devait pas éternellement demeurer populaire, ce caractère devant s'épuiser historiquement dans la transcendance en révolution pure avec la mondialisation de la révolution.

1.4. Ainsi la "démocratie prolétarienne" ne prend sa signification théorique et ne devient "formule magique" à la Lénine, que lorsque dans sa liaison à la totalité programmatique du Communisme, à la prévision marxiste, et à la situation historique d'alors, elle échappe à sa définition littérale abstraite, et donc aussi à l'entendement petit-bourgeois, pour devenir, de pied en cap armée de totalitarisme, cette réalité concrète de la dictature du prolétariat dans la double-révolution avec laquelle elle coïncide

## PREMIERE PARTIE

### LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE :

#### UNE NECESSITE HIER, DEMAIN UN OBSTACLE

1.1. Démontrer la nécessité historique transitoire de la "démocratie prolétarienne" dans la révolution double c'est déjà rendre possible sa nécessaire condamnation théorique, politique et pratique pour la révolution purement prolétarienne de demain. C'est cette négation dialectique qui fait l'originalité de notre affirmation et la distingue de tous discours, interprétations, et critiques petit-bourgeois. Dans la revendication comme dans la liquidation nous sommes fidèles à Lénine. Nous sommes, avec la Gauche Communiste d'Italie et au-delà de la Gauche, face à la formule de "démocratie prolétarienne, comme Lénine était face à la formule de "dictature démocratique des ouvriers et des paysans". C'est avec la plus haute conscience de perpétuer la plus grande tradition révolutionnaire que dans la continuité des orientations de la Gauche Communiste d'Italie, le Groupe Communiste Mondial parachève la liquidation théorique et politique de la démocratie prolétarienne en supprimant un tel mot d'ordre de l'arsenal programmatique qui guidera au combat le prolétariat du futur cycle historique de la révolution communiste.

1.2. Pour le prolétariat révolutionnaire de Russie la démocratie prolétarienne est une formule à double sens pour deux révolutions qui se chevauchent. En regard de son avenir, la révolution prolétarienne en Europe, elle signifie transition et accesssion à la dictature du prolétariat dans les circonstances historiques de l'accomplissement "en passant" d'une révolution partielle (dans son contenu économique) et de la lutte pour l'achèvement de la transcroissance de la révolution, sa liaison organique avec la révolution communiste intégrale à l'ordre du jour du cycle révolutionnaire dans son actualisation à l'aire géo-historique occidentale. En regard du récent passé féodal, elle signifie, dans l'aire de la Russie arriérée, direction et achèvement par le prolétariat des tâches de la révolution démocratique bourgeoise dans les conditions historiques du renversement de l'autocratie, des propriétaires fonciers, du contrôle transitoire du développement du capitalisme et donc des bases du socialisme au moyen de l'alliance ouvriers-paysans, le prolétariat maintenant son hégémonie révolutionnaire sur son partenaire du moment historique.

La démocratie prolétarienne exprime à la perfection, pour qui sait la replacer dans l'histoire du parti historique et de ses productions théoriques, la dynamique complexe, dont la compréhension n'est pas à la portée du dernier cercle "marxiste" arrivé sur le marché, du procès historique de deux révolutions qui interfèrent, se superposent et concourent - à partir de la terre Russe mais pour briser avec la guerre impérialiste la paix sociale internationale - à la révolution communiste mondiale. La mondialisation du cours révolutionnaire devait résulter de la confluence à l'échelle mondiale des énergies révolutionnaires de deux aires géo-historiques distinctes.

production capitaliste et l'émergence de la société sans classes. La dictature du prolétariat ne dégénérera pas à condition que le Parti Communiste qui la dirige conserve, avec la vision de son but, la science de ses moyens, et qu'il maintienne, par son activité étatique implacable pour l'approfondissement et l'extention de la révolution prolétarienne (le renversement du rapport de force capital/prolétariat à l'échelle mondiale), la continuité de réalisation du Programme communiste. L'Etat prolétarien n'est lié par aucune loi (Lénine), il ne se définit par aucune constitution. Aucune forme constitutionnelle ne saurait garantir l'extinction de l'Etat prolétarien. La "démocratie prolétarienne" a donc vécu, comme forme constitutionnelle de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques destinée à assurer son dépérissement.

10. La révolution est une question de contenu, de Programme : le procès dialectique révolutionnaire d'anticipation, d'abord - manifeste dans le mode d'être anti-démocratique du Parti Communiste, le centralisme organique - de libération, ensuite - par l'Etat prolétarien brisant les résistances accumulées de l'Ordre ancien et étendant concurremment et progressivement le centralisme organique à l'ensemble de la société -, de réalisation et d'épanouissement, enfin, de l'Etre humain - avec l'accession à la société communiste. Elle n'est pas une question de forme d'organisation. La "démocratie prolétarienne" a donc vécu, comme fixation d'une solution organisationnelle au problème de la nécessaire et croissante participation des larges masses à la gestion de l'Etat Soviétique et à la mise en oeuvre des mesures de la dictature du prolétariat.

11. L'extention du centralisme organique, mode d'être du parti de classe, à l'ensemble de la société révolutionnée est la formulation adéquate du principe de la conquête, de l'unification, de la centralisation et de la direction des larges masses prolétariennes inorganisées par le Parti Communiste Mondial, pour leur intégration à la lutte pour la transformation du monde et le changement de la vie. Elle traduit la conversion des masses encore inorganisées et atomisées, mais spontanément subversives, en énergies révolutionnaires unifiées et tendues vers l'accession à la communauté véritable réunifiant l'espèce et réalisant l'Etre humain : le Communisme . La "démocratie prolétarienne" a donc vécu, comme formulation d'un tel principe, et est ici déclarée caduque.

porter ainsi au rendez-vous historique de la révolution mondiale. La "démocratie prolétarienne" a donc vécu, comme forme politique contingente de la dictature du prolétariat, l'Etat Soviétique, dans le cadre limité d'une révolution impure, double-révolution, politiquement prolétarienne et économiquement capitaliste.

6. Les organes économiques de l'Etat prolétarien futur seront directement chargés de la destruction des rapports de production capitalistes ainsi que de la répartition des charges sociales et de la mise en oeuvre des normes sociales de la distribution et de la production qui émanent du Programme communiste et doivent se substituer au mode de production capitaliste. Fondés sur les bases nouvelles d'une organicité avec leur Etat, ils n'auront donc pas de vocation syndicale et leur fonction même sapera les bases matérielles de la démocratie - loi de la valeur - et par conséquent d'une expression même "formelle" de la "démocratie prolétarienne". La "démocratie prolétarienne" a donc vécu, comme expression des rapports nés de la réalisation de "l'amalgame" entre le pouvoir d'Etat prolétarien et les syndicats qui avaient à défendre leur Etat tout en se défendant de leur Etat dans le cadre du développement des bases économiques du Socialisme, types d'accords et de combinaisons qui, s'ils ne signifiaient pas l'abandon de la primauté et du rôle dirigeant du Parti et de l'Etat au profit des syndicats, impliquaient une certaine "démocratie formelle" une "démocratie de fonctionnement".

7. Organe de travail, l'Etat prolétarien ne connaîtra ni élection, ni représentation, ni délégation, car il n'est ni parlement, ni appareil représentatif. Le prolétariat s'émancipera du mortel mécanisme démocratique électoral et majoritaire, et la démocratie ne se survivra pas par son application au sein de l'Etat prolétarien. Le principe bourgeois a trop longtemps été sauvegardé par son transfert, en particulier au mécanisme de l'Etat prolétarien sous la domination duquel il devait vivre un véritable rajeunissement et une extension jusqu'alors inconnue. La "démocratie prolétarienne" a donc vécu, comme mécanisme et mode de fonctionnement utilisés avec toutes les restrictions nécessaires (exclusion des bourgeois et des propriétaires fonciers, réduction au profit du prolétariat de la représentation paysanne, inégalité de fait) codifiés dans la Constitution Soviétique.

8. L'Etat prolétarien affirme sans mystification, ouvertement et sans restriction, sa nécessité historiquement transitoire et sa disparition comme son but. Les communistes n'auront pas à pâlir de revendiquer un Etat plus oppresseur et plus sanglant que ne le furent les Etats bourgeois, la fin n'aura pas à justifier les moyens. La dictature du prolétariat n'a pas besoin de légitimation et de justification pour être revendiquée et exister. Toute définition de la dictature du prolétariat qui reste prisonnière et ne s'émancipe pas du règne de la quantité, ne s'élève pas à l'affirmation de la qualité, masque la nature et la fonction de la dictature, escamote le saut qualitatif de l'érection d'un nouvel Etat dont on peut dire, à condition de ne pas masquer son activité d'hyper-Etat destructeur des conditions de la domination et de l'exploitation capitalistes, qu'il n'est plus, de par ses caractéristiques et de par son devenir, son entrée en sommeil, "un Etat au sens propre". La "démocratie prolétarienne" a donc vécu, comme définition quantitative de la dictature s'exercant au profit de l'immense majorité contre l'infime minorité de la bourgeoisie.

9. L'Etat prolétarien dépérira, c'est à dire éteindra graduellement ses fonctions organisatives et répressives avec l'évacuation du mode de

mondiale (la révolution d'Octobre), elle n'en est pas moins, en elle-même, impuissante à décrire la réalité du totalitarisme communiste qu'elle est aussi sensée définir, la dictature du prolétariat. Elle retarde sur la pratique anti-démocratique du Bolchevisme qui plaça, comme il était juste qu'il le fît, le Parti Communiste au dessus de l'Etat et de tous ses organes. La "démocratie prolétarienne" a donc vécu, en tant que "parfait équivalent de la dictature du prolétariat" et nous exigeons un enterrement de troisième classe pour ce qui fut dans les circonstances historiques d'alors et pourrait être encore dans les conditions différentes du futur cycle de la révolution communiste mondiale, présenté comme un "synonyme" du principe de dictature de classe, rigueur, intolérance et intransigeance terminologiques obligent.

3. Le prolétariat constituera demain, seul et contre tous, la classe révolutionnaire. La révolution purement prolétarienne future ne sera pas ramenée à l'inévitable coordination programmatique de deux révolutions qui se chevauchent, et par conséquent ne connaîtra ni alliance, ni conciliation, ni coexistence, ni combinaison de classe. La "démocratie prolétarienne" a donc vécu, comme expression dynamique (conservation et dépassement) du contenu révolutionnaire de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans conquise entre Février et Octobre, puis dépassée en Octobre et finalement achevée par une révolution Russe interrompue dans sa transcroissance par une situation internationale rapidement défavorable puis contraire - reflux puis défaite du mouvement prolétarien sur le plan international - qui lui interdit toute jonction avec la révolution purement prolétarienne à l'ordre du jour dans l'aire géo-historique occidentale. Réalisée par l'histoire d'une révolution double qui vit se fermer la perspective internationale de son insertion dans le complexe économique Européen avec ses immenses ressources et forces productives, une telle formule historiquement nécessaire, et qui a fait son temps, doit être déclarée caduque en regard des exigences supérieures de la révolution de demain.

4. Le cycle historique des révolutions bourgeoises et des révolutions anti-coloniales - concomitantes à la généralisation de la forme capitaliste de production comme phénomène historiquement progressif - étant clôt (en 1871 pour l'aire euro-nord américaine / 1917 pour l'aire slave / 1949 pour l'aire asiatique / 1962 pour les aires africaine arabe), le capitalisme étant mondial, les bases matérielles des tactiques étatiques de double révolution ou d'appui aux révolutions nationales progressistes n'existant plus, celles-ci sont exclues des perspectives de l'enchaînement des révolutions qui composeront, dans la figure de leur unité cimentée par le Programme communiste de la révolution purement prolétarienne, la révolution mondiale future. La "démocratie prolétarienne" a donc vécu, comme manifestation de la tactique étatique du Parti Communiste confronté à une situation historique de révolution double, de transformation des révolutions partielles bourgeoises démocratiques et de systématisations nationales.

5. Lors de la révolution future - intégralement prolétarienne et anti-capitaliste -, la dictature du prolétariat se présentera directement comme la dictature du Parti Communiste. Le prolétariat exercera directement sa dictature au moyen et au nom de son organe irremplaçable : le Parti Communiste, à l'exclusion de tout appareil de démocratie représentative. L'histoire de l'Etat prolétarien étant celle de sa production sous sa forme la plus pure, la "démocratie prolétarienne" n'ayant pas été une hérésie mais un inévitable moment dialectique dépassé de cette production, la future dictature du prolétariat ne saurait revêtir les formes impures d'une révolution prolétarienne qui, transitoirement et pour favoriser le passage ultérieur au socialisme, devait promouvoir et contrôler le développement du capital et se

HIER : DICTATURE DU PROLETARIAT ET DEMOCRATIE PROLETARIENNE  
DANS LA REVOLUTION DOUBLE

DEMAIN : DICTATURE DU PROLETARIAT ET AFFRANCHISSEMENT DE TOUTE DEMOCRATIE  
DANS LA REVOLUTION PUREMENT PROLETARIENNE

THESES

1. Le Communisme est réalisation de l'Etre humain, véritable Gemeinwesen de l'homme - réunification de l'espèce humaine - connaissance d'un plan de vie pour l'espèce humaine . Il est dans ses affirmations de principe négation de la démocratie : construction politique mystificatrice du rétablissement de l'unité perdue. La révolution prolétarienne, acte politique violent d'une classe qui doit détruire les classes, est la condition de la reformation de la communauté humaine. Elle a pour sujet un Etat prolétarien concrêt - organe d'intervention despotique du prolétariat révolutionnaire dans les présents rapports de production capitalistes, dont la nature découle du Programme historique qu'il exécute - qui a pour fonction d'oeuvrer, sous la direction du Parti Communiste, à la transition de la société capitaliste à la société communiste, en permettant la progressive émergence de celle-ci par la dévastation organisée de celle-là, détruisant loi de la valeur - individus-classes sociales (dont le "peuple" - dans la conception marxiste - ne représente jamais que "l'addition"), bases matérielles de la démocratie. La "démocratie prolétarienne" a donc vécu dans son acception littérale de "pouvoir du peuple du prolétariat" qui révèle un non-sens et manifeste une contradiction dans les termes. L'abstraction qu'elle représente est donc à éliminer, car elle est de nature à voiler l'origine la nature et la mission historique de la dictature du prolétariat dans la révolution purement prolétarienne.

2. La dictature du prolétariat ne peut connaître qu'un seul synonyme ou "équivalent" : le gouvernement du parti communiste. La "démocratie prolétarienne" échappe à sa définition littérale, ce sur quoi butte l'interprétation petite-bourgeoise, dès qu'elle devient réelle pour prendre la forme de l'Etat de classe concrêt qui exerce le totalitarisme du prolétariat sur la bourgeoisie et les autres classes en violation absolue et ouverte des principes de liberté, d'égalité et de démocratie. La "démocratie prolétarienne" ne fut jamais élevée au rang de principe communiste, si ce n'est dans certaines formulations maladroites et impropres à caractériser la nature de l'Etat de classe. Introduite par l'élaboration théorique aux fins de description d'un Etat de classe concrêt, de ses méthodes, et des formes contingentes de son existence, dans une révolution prolétarienne grosse d'une révolution bourgeoise confrontée dans son isolement à l'attente d'une révolution